

L'empire de la sexualité

Entretien avec **Joseph Massad**

Également dans ce numéro :

- **La Chine en révolte**
- **Retour de l'objectivité ?**
- **Expérimentations politiques mormones**
- **La controverse Sternhell**
- **Le paradis des sociétés minières**

TOUJOURS
NOUVEAU!

JARDIN DES PLANTES



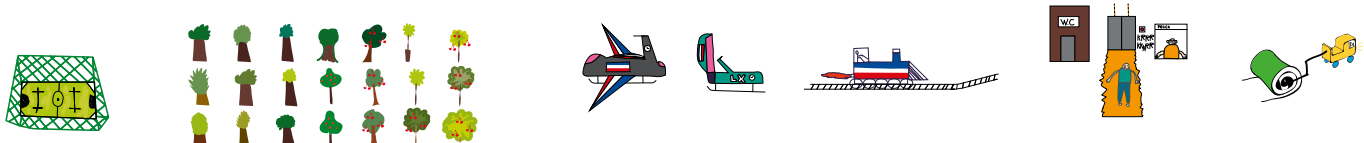
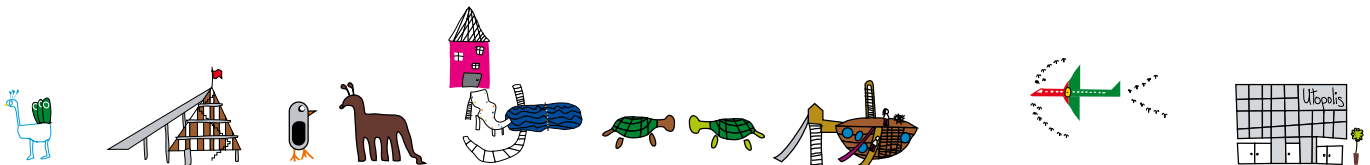
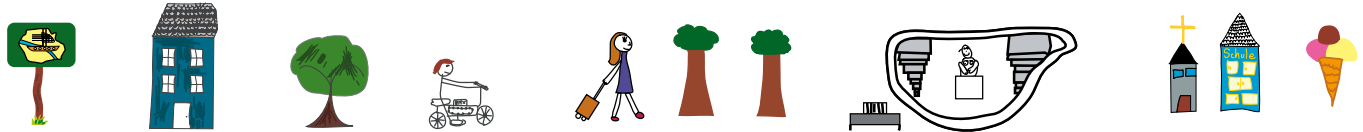
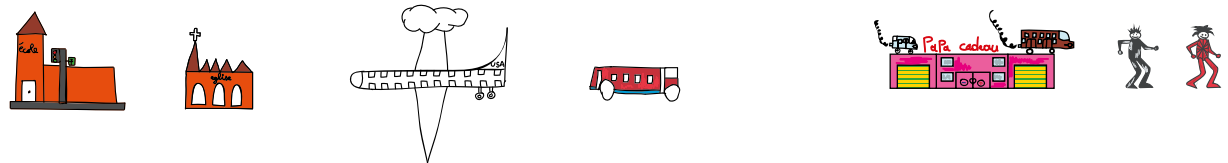
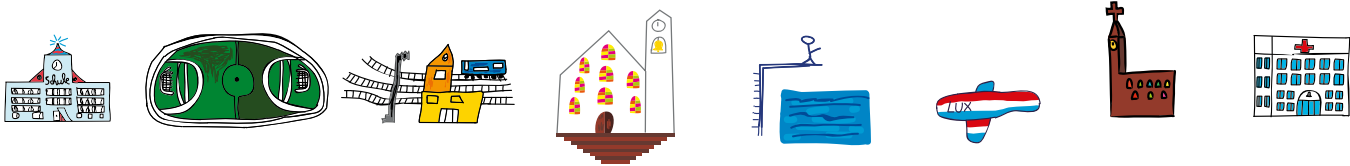
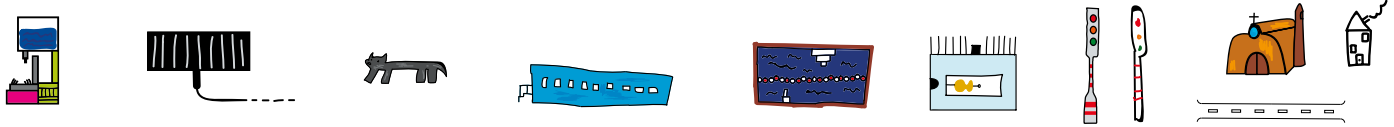
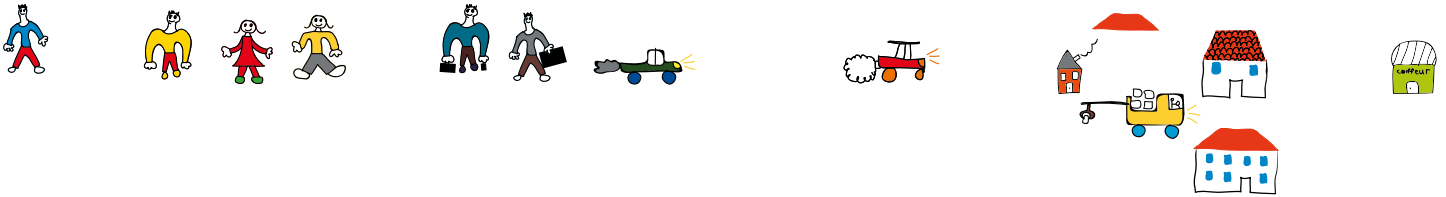
Joseph

gutepe

EAN 9782354801182
BEL : 6,50€ - DOM/S : 6,50€ -
CH : 9,40 FS - CAN : 9,25\$CAD - MAR : 67 MAD

L 16219 - 9 - F - 5,90 € - RD





SOMMAIRE

RdL, la Revue des Livres
www.revuedeslivres.fr
31 rue Paul Fort, 75014 Paris

Édité par BV2N Revue et Livres

Directeur de publication
Jérôme Vidal
Coordination éditoriale
Charlotte Nordmann et Jérôme Vidal
Secrétariat de rédaction
Benoît Laureau
Collectif éditorial
François Athané, Sarah Benabou,
Aurélien Blanchard, Félix Boggio
Éwanjé-Épée, Christophe Bonneuil,
Marion Duval, Clémence Garrot, Oury
Goldman, Joséphine Gross, Thomas
Hippler, Laurent Jeanpierre, Anne Joly,
Razmig Keucheyan, Stéphane
Lavignotte, Laurent Lévy, Charlotte
Nordmann, Hélène Quiniou, Alice
Le Roy, Jérôme Vidal, Julien Vincent,
Daniel Zamora et Najate Zougari
Conception graphique
Élie Colistro, Arnaud Crassat,
Alexandre Mouawad et Scott Pennor's.
Contact: eliecolistro@gmail.com

Mise en page
Élie Colistro
eliecolistro@gmail.com

Rédaction
info@revuedeslivres.fr
01 45 41 23 33

Abonnements RdL
31 rue Paul Fort, 75014 Paris
abos@revuedeslivres.fr
01 45 41 23 33

Diffusion et distribution en librairie
Belles Lettres Diffusion Distribution
www.blld.fr

Conseil distribution-diffusion
KD Presse
www.kdpresse.com
14 rue des messageries, 75010 Paris
Tel: 01 42 46 02 20

Si vous voulez que votre marchand
de journaux le plus proche
soit approvisionné régulièrement
en exemplaires de la *RdL*
appelez le 01 42 46 02 20
ou envoyez un courriel à
contact@kdpresse.com.

Impression
Rotimpres S.A.
Pla De L'estany S/N
17181 Aiguaviva (GIRONA)
Espagne

N° Commission paritaire: 116 K 91129
N° ISSN: 2118-5700

Dépôt légal:
janvier 2013



Avec le soutien du CNL



LES RENCONTRES DE LA <i>RdL</i>	p. 2	FORMULAIRE D'ABONNEMENT	p. 40
YVES CITTON		FRANÇOIS JARRIGE	
Le retour de l'objectivité ? – à propos de Lorraine Daston et Peter Galison, <i>Objectivité</i> ; Pierre-Damien Huygue, <i>Le Cinéma avant après</i> ; Benoît Turquety, <i>Danièle Huillet et Jean-Marie Straub</i> <i>« objectivistes » en cinéma</i> ; David Dunn, <i>Extractions des espaces sauvages</i>	p. 3	Semer le doute, entretenir la confusion. La stratégie payante des « climato-sceptiques » – à propos de Naomi Oreskes et Erik M. Conway, <i>Les Marchands de doute</i>	p. 44
PHILIP WATTS		ROBERT CASTEL	
La réalité purement sensuelle de l'espace – à propos de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet, <i>Écrits et Danièle Huillet</i> et <i>Jean-Marie Straub</i> , coffret de sept DVD.	p. 13	Des marges de la psychiatrie aux marges du « social ». Entretien Propos recueillis par Franck Chaumon et Sophie Mendelsohn – à propos de Robert Castel, <i>La Gestion des risques</i>	p. 51
ENZO TRAVERSO		ANSELM JAPPE	
Lumières et anti-Lumières. Sur l'histoire des idées de Zeev Sternhell	p. 19	Kurz, voyage au cœur des ténèbres du capitalisme	p. 59
JOSEPH MASSAD		Géographie de la critique/Le point sur	
L'empire de « la sexualité », ou Peut-on ne pas être homosexuel (ou hétérosexuel) ? Entretien Propos recueillis par Félix Boggio Éwanjé-Épée et Stella Magliani-Belkacem – à propos de Joseph Massad, <i>Desiring Arabs</i>	p. 28	ELI FRIEDMAN	
ANNE JOLY		La Chine en révolte	p. 68
Au paradis des sociétés minières et du sirop d'érable – à propos de Alain Deneault et William Sacher, <i>Paradis sous terre</i>	p. 36	Expérimentations politiques	
		MIKE DAVIS	
		Brigham Young et l'histoire du radicalisme mormon – à propos de John G. Turner, <i>Brigham Young: Pioneer Prophet</i> et de John S. McCormick et John R. Sillito, <i>A History of Utah Radicalism: Startling, Socialistic, and Decidedly Revolutionary</i>	p. 77

Iconographie : Géographie subjective, par Catherine Jourdan

Catherine Jourdan mène depuis plusieurs années un projet et artistique et géographique : il s'agit de donner ses heures de gloire à une géographie sensible, buissonnière, personnelle ou collective, aussi exacte qu'inexacte, et de la rendre publique par le biais d'une carte. Une carte subjective est réalisée par un habitant ou un groupe d'habitants avec l'aide d'une équipe d'artistes et géographes du dimanche. Elle est ensuite imprimée et rendue publique dans les espaces de communication des villes. Pour en voir et en savoir plus : www.geographysubjective.org.

Remerciements à

Jonathan Hahn (*Los Angeles Review of Books*), Bhaskar Sunkara (*Jacobin. A Magazine of Culture and Polemic*), Marc Saint-Upéry, Armelle Tricot et aux camarades des dépôts de La Poste Paris Brune et Perpignan Roussillon PIC.

**La RdL n° 10 (mars-avril 2013) sera en kiosque le vendredi 1^{er} mars
et en librairie le vendredi 15 mars.**

Vous souhaitez nous faire part de vos remarques et suggestions ou nous proposer un article ?
Écrivez-nous à info@revuedeslivres.fr

**Suivez-nous sur Facebook et sur Twitter (revuedeslivres).
Inscription à la lettre d'information électronique liste@revuedeslivres.fr.**

LES RENCONTRES DE LA **RDL**

L'IMPOSTURE CLIMATO-SCEPTIQUE

le mardi 22 janvier 2013, à 19 h
au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris
(M° Ménilmontant)

**Rencontre avec Stéphane FOUCART,
François JARRIGE et Jacques TREINER** autour de

Les Marchands de doute de Naomi Oreskes et Erik M. Conway
(trad. J. Treiner, Le Pommier, 2012) et de

***Le Populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête
sur les ennemis de la science*** de Stéphane Foucart (Denoël, 2010).

« *Notre produit, c'est le doute.* » Les lobbys industriels (industrie du tabac, de l'énergie, du pétrole...) ont, à coup de milliards de dollars, élaboré une stratégie destinée à éviter toute réglementation de santé publique ou environnementale qui aurait pu nuire à leurs intérêts. Une stratégie toute simple, qui a consisté à nier en bloc les preuves scientifiques de la dangerosité du tabac, du DDT, de la réalité du trou de la couche d'ozone, des atteintes environnementales des pluies acides...

Discréditer la science et les scientifiques, semer la confusion : grâce à l'aide d'un petit groupe d'"experts indépendants" et de médias naïfs ou complaisants, cette stratégie a fonctionné et fonctionne toujours. Pour preuve : le réchauffement climatique – l'enjeu le plus important pour la planète et ses habitants – continue, en dépit des innombrables travaux menés à son sujet, en dépit de ses effets qui commencent à se faire sentir, d'être taxé de gigantesque supercherie.

Enquête aussi implacable qu'incroyable, l'ouvrage témoigne de l'importance des faits scientifiques dans le débat public, et conduit à une réflexion profonde sur la vulnérabilité de la société mondiale – la tactique, mise au point outre-Atlantique, s'exportant bien – face aux "marchands de doute". » (Présentation de *Les Marchands de doute* par l'éditeur.)

Stéphane Foucart, journaliste au *Monde*, est l'auteur de *La Fabrique du mensonge. Comment les industriels détruisent la science* (à paraître en février 2013 chez Denoël).

François Jarrige est historien et maître de conférences à l'université de Bourgogne. Ses travaux portent sur l'histoire de l'industrialisation et de ses controverses. Il est notamment l'auteur d'*Au temps des « teuses de bras »*. *Les Bris de machines à l'aube de l'ère industrielle* (PUR, 2009) et de *Face au monstre mécanique* (IMHO, 2009).

Jacques Treiner, physicien théoricien, professeur émérite à l'université Pierre et Marie Curie, enseigne à Science-Po Paris. Il a traduit *Les Marchands de doute*.

VERS UNE POLITIQUE DES GESTES ?

le mercredi 13 février 2013, à 19 heures
au Lieu-Dit, 6 rue Sorbier, à Paris
(M° Ménilmontant)

Rencontre avec Guillemette BOLENS et Yves CITTON autour de
***Gestes d'humanités. Anthropologie sauvage
de nos expériences esthétiques*** d'Yves Citton (Armand Colin, 2012)

Une politique des gestes est-elle possible ? Est-elle souhaitable ? Faut-il se désenvoûter du fantôme rigide de l'« Action politique » pour épouser la fluidité des gestes, petits et grands, individuels et collectifs ? Faut-il au contraire se méfier d'une politique rabaissée à une petite affaire de choix quotidiens, de performances ou de spectacle ? Les intervenants essaieront de mieux comprendre ce que sont et ce que font nos gestes, en quoi ils se prêtent ou résistent aux définitions habituelles de la politique.

Guillemette Bolens est l'auteur de *Le Style des gestes. Corporéité et kinésie dans le récit littéraire* (Éditions BHMS, 2008).

Yves Citton est professeur de littérature à l'université de Grenoble, membre de l'UMR LIRE (CNRS 5611), co-directeur de la revue *Multitudes* et collabore régulièrement à la de la *RdL*. Il a récemment publié *Renverser l'insoutenable* (Seuil, 2012).

**Rencontres organisées en association avec le Lieu-Dit
et les librairies L'Atelier et Le Monte-en-l'air.**

LE RETOUR DE L'OBJECTIVITÉ?

PAR YVES CITTON*

À PROPOS DE

Lorraine Daston et
Peter Galison, *Objectivité*,
trad. S. Renaut et H. Quiniou,
préface de Bruno Latour,
Paris, Les Presses du réel,
2012, 600 p., 28 €

Pierre-Damien Huyghe,
Le Cinéma avant après,
Grenoble, De l'incidence éditeur,
2012, 225 p., 19 €
Benoît Turquet, *Danièle Huillet
et Jean-Marie Straub*
«objectivistes» en cinéma,
Lausanne, L'Âge d'homme, 2009,
583 p., 40 €

David Dunn, *Extractions des
espaces sauvages. Cybernétique
de l'écoute, écologie sonore.*
Textes 1981-2011, Paris,
Van Dieren, 2011, 144 p.
(avec CD), 28 €.

Après 30 ans de constructivisme et de déconstruction, qui peut être encore assez naïf pour se réclamer de l'«objectivité»? Ceux qui observent, travaillent et réfléchissent avec des appareils. Loin d'être les reliquats d'un positivisme arriéré, ils sont peut-être porteurs d'un renouveau non seulement de la pensée sociale mais aussi des pratiques artistiques.

L'opposition entre «le subjectif» et «l'objectif» est l'une des dichotomies de la modernité qui a le plus mal vieilli. Seul le positivisme scientifique le plus crasse ose encore revendiquer le statut de «savoir objectif», comme si tout discours n'était pas forcément «situé». Loin de telles prétentions arrogantes, notre époque n'en finit pas de se gargariser de toutes les formes imaginables de «subjectivation». Pourtant, quelques publications récentes suggèrent que le cadavre de l'objectivité bouge encore. Mieux: elles nous donnent envie de l'aider à se relever et à reprendre des forces.

La vérité d'après nature

Lorraine Daston et Peter Galison, quoique peu connus en France, figurent parmi les grands noms actuels de l'histoire de la pensée. Leurs travaux cultivent l'art de brouiller les frontières, à commencer par celles qui nous font opposer les images aux idées, ou les sciences aux merveilles¹. Pour cet ouvrage, publié en anglais en 2007, traduit ici et présenté avec de superbes illustrations dans la collection «Fabula» des Presses du réel, ils ont dépouillé les atlas scientifiques publiés au cours des trois derniers siècles, pour en tirer une théorie qui déplace nos définitions habituelles de l'objectivité. Celle-ci, telle qu'ils la reconfigurent, ne commence ni avec l'esprit expérimental de Bacon, ni avec les prétentions de Descartes à maîtriser la nature grâce à la puissance du savoir rationnel. Elle correspond à un basculement localisable assez précisément dans la seconde moitié du XIX^e siècle, avec pour pivot un certain rapport aux appareils d'observation.

Les atlas produits jusque vers 1850 sont illustrés de gravures qui ont pour fonction de représenter

des archétypes. Le naturaliste suédois Linné attend de son graveur à la fois qu'il représente fidèlement l'exemplaire de plante qu'il a sous les yeux et qu'il corrige les éventuels défauts présentés par cet exemplaire particulier: si la tige a été blessée par le transport, il va de soi qu'il ne reproduira pas servilement cette imperfection contingente. Au sein de ce premier régime de visibilité, que les auteurs baptisent *vérité d'après nature*, ce sont des formes parfaites, idéalisées, essentielles, que les atlas s'efforcent d'offrir à leurs lecteurs. «*La vérité d'après nature cherche à dévoiler le type d'une classe susceptible de représenter tous les membres individuels de cette classe, sans pour autant en incarner aucun*» (p. 424).

Le passage à un deuxième régime se comprend au mieux à travers deux exemples sur lesquels insistent les auteurs: la représentation des flocons de neige et celle des éclaboussures causées par la chute d'une goutte dans un liquide. En régime de vérité d'après nature, le graveur s'efforçait de mettre en valeur la symétrie qui caractérise la construction des flocons ou les vagues formées dans le liquide après l'impact (*figure 1*). Survient, vers le milieu du XIX^e siècle, l'appareil photographique. Or que révèlent les photographies de flocons de neige ou d'éclaboussures de gouttes? L'irréductibilité du réel observé à l'archétype idéalisé. Aucun flocon, aucune onde de choc n'est parfaitement symétrique. On y voit toujours quelque chose qui manque (un «défaut») ou quelque chose en trop (un «excès»), qui vient troubler les formes pures dessinées par les graveurs. C'est sur ces défauts et ces excès que repose la revendication propre de l'objectivité (*figure 2*).

*Yves Citton est professeur de littérature française du XVIII^e siècle à l'université de Grenoble-3. Il a récemment publié *Renverser l'insoutenable* (2012) et *Gestes d'humanités. Une anthropologie sauvage de nos expériences esthétiques* (2012). Il co-dirige la revue *Multitudes* et collabore régulièrement à la *RdL*.

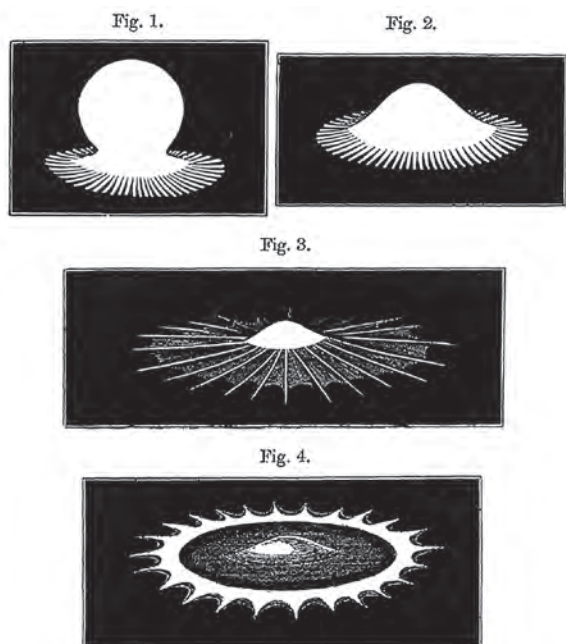


Figure 1 : gravures d'éclaboussures de gouttes publiées par Arthur Worthington en 1877

L'objectivité mécanique

L'étude des atlas révèle qu'un nouveau régime se met en place vers 1880. « On entend par objectivité mécanique le désir impérieux de réprimer toute intervention volontaire de l'artiste-auteur en mettant en place des méthodes capables d'imprimer la nature sur la page suivant un protocole strict, voire automatique » (p. 144). En affirmant que « l'objectif était de débarasser les images de toute intervention humaine », alors même que les images sont des artefacts humains, les auteurs superposent trois sens paradoxaux du mot « objectif ». « L'objectif » de la science (au sens de sa visée et de son but) est devenu de rester aussi « objectif » que possible, au sens de ne pas interférer avec la production automatique d'images par certaines machines, machines dont « l'objectif » de l'appareil-photo incarne le parangon. Tout le labyrinthe des débats sur l'objectivité tourne autour de ces trois sens potentiellement contradictoires.

Les procédures scientifiques se prétendent (à bon droit) « objectives », dans la mesure où elles s'efforcent de ne pas laisser les subjectivités humaines interférer avec la production des résultats. Cette prétention repose sur la capacité de certaines machines à révéler des aspects de la réalité qui échappent à nos sens, ou du moins aux habitudes perceptives à travers lesquelles nous filtrons les informations qui arrivent à notre conscience. Les procédures scientifiques n'en relèvent pas moins de certaines finalités (de certains « objectifs » à remplir) qui ne viennent nullement de la réalité observée elle-même, mais bien des pertinences (« subjectives ») qui dirigent l'observateur

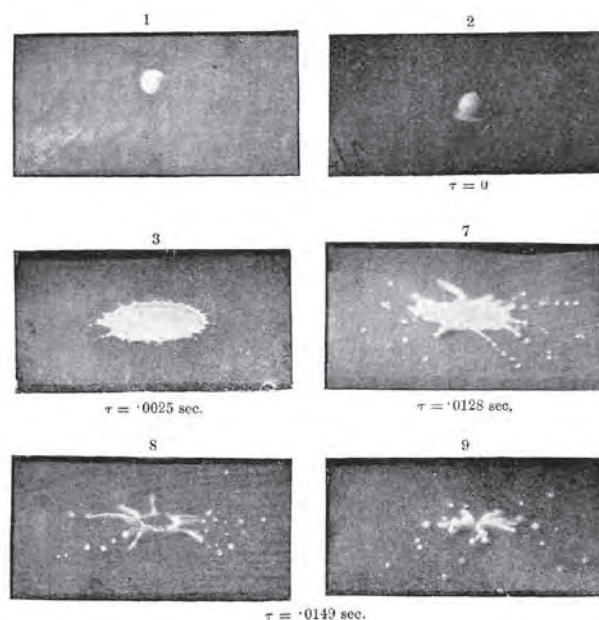


Figure 2 : photographies d'éclaboussures de gouttes présentées par Arthur Worthington en 1894

dans ses observations. L'objectif de l'appareil-photo révèle les défauts de symétrie objectifs des flocons de neige ; mais c'est tel chercheur, à tel moment historique, dans telle situation sociale, qui a intérêt à souligner cette asymétrie pour valoriser l'observation des flocons de neige au sein d'une société humaine particulière.

L'ascèse de l'objectivité

La richesse et la densité du livre de Daston et Galison tient à ce qu'ils explorent les conséquences d'un tel basculement et leurs multiples dimensions : épistémologiques, mais aussi éthiques, psychologiques, sociales, esthétiques. Dans le domaine de la philosophie, c'est le rôle central attribué à la logique formelle, dès le début du xx^e siècle, qui vient relayer l'objectivité mécanique par une *objectivité structurale*. Tout le courant analytique, aujourd'hui dominant, est issu de cette ascèse visant à effacer toute interférence « subjective » de la constitution et de la transmission des vérités. De même, dans les sciences sociales, une fois qu'une procédure d'observation a été mise en place, ce sont les enregistrements statistiques qui doivent faire émerger une structure sous-jacente, à laquelle on identifie désormais la vérité structurale de la réalité observée.

Un chapitre splendide sur « le soi scientifique » montre que l'objectivité relève d'une ascèse *éthique* : le vrai chercheur doit « vouloir sa passivité ». Son souci de non-interférence dans le déploiement mécanique d'une procédure automatique ressemble à un impératif de non-agir. « L'objectivité est à



NOTRE ZONE TARZAN

Notre restaurant

Pour fabriquer nos cabanes on détruit...

Julie Daubié
Les Lucioles

Petite rue cachée qui sent le pain

Mais on n'ose pas le mettre sur la carte. Et si c'était des épinards forcés mais on n'ose pas le mettre sur la carte. Et si c'était des épinards forcés mais on n'ose pas le mettre sur la carte.

A St-Avé, il y a une maison qui a brûlé mais on ne sait pas où...

Le Welcome

La médiathèque est à environ 5 km du centre ville, je crois...

ZONE S.I.P

Ecole de danse

Salle de basket

Parking

Ici, j'ai peur des toilettes publiques.

ici, il y a des traces du marché du dimanche matin

La mairie

La maison des jeunes

Ecole de musique

La plus grande

MA GRANDE MAISON

La mairie, c'est pour nous l'endroit le plus important de la ville. Même les enfants peuvent y aller. On y rentre comme on veut. Ce qu'il faudrait changer ? Peut-être ajouter des diamants au lamier du plafond

Elle est classée notre mairie, non ? Moderne et tout!

ICI, ON DIT QU'IL Y A DES JEUNES QUI VOLENT OU QUI FONT DU TRAFIC. A CAUSE

L'endroit où il y a beaucoup de larmes mais pas d'inondations quand même. C'est là où j'irai dans 70 ans.

Il y a une tombe de gaulois à St-Avé, mais on ne sait pas où elle est?

tellement y a du bruit.

de chien

Les vaches ne font que brouter toute la journée. Elles mâchent, elles mâchent et attirent les mouches en faisant ca-ca.

Prairie des meuh meuh

Futur camping

La route des étangs

Les fleurs que l'on a bien envie de cueillir

Les fleurs que l'on a bien envie de cueillir

La rue des écoles

Les fleurs que l'on a bien envie de cueillir

Ici, un jour, en sortant du sport on a vu un chat tout aplati

La médathèque est à environ 5 km du centre ville, je crois...

Le Welcome

La médiathèque est à environ 5 km du centre ville, je crois...

ZONE S.I.P

Ecole de danse

Salle de basket

Parking

Ici, j'ai peur des toilettes publiques.

ici, il y a des traces du marché du dimanche matin

La mairie

La maison des jeunes

Ecole de musique

La plus grande

MA GRANDE MAISON

La mairie, c'est pour nous l'endroit le plus important de la ville. Même les enfants peuvent y aller. On y rentre comme on veut. Ce qu'il faudrait changer ? Peut-être ajouter des diamants au lamier du plafond

Elle est classée notre mairie, non ? Moderne et tout!

ICI, ON DIT QU'IL Y A DES JEUNES QUI VOLENT OU QUI FONT DU TRAFIC. A CAUSE

Il y a une tombe de gaulois à St-Avé, mais on ne sait pas où elle est?

L'endroit où il y a beaucoup de larmes mais pas d'inondations quand même. C'est là où j'irai dans 70 ans.

l'épistémologie ce que l'ascétisme extrême est à la moralité » (p. 430). Cet éthos qui culmine dans le rêve paradoxal d'une « vision aveugle », c'est-à-dire dépouillée de toute projection imaginaire de la part du sujet observateur, se traduit par ailleurs en une reconfiguration du champ esthétique. La suréva-

Le grand mérite de la machine photographique était de court-circuiter l'imaginaire humain.

luation du moi – et de la « subjectivité » – dans une certaine conception (romantique) de l'art apparaît comme une réaction à cette ascèse de l'objectivité. Les efforts de désobjectivation pratiqués par une autre conception (moderniste) de l'art apparaissent comme une prise en charge, à l'intérieur du champ esthétique, de cette ascèse du non-agir.

Ce que met en scène le livre, c'est cette polarisation des discours, des pratiques et des débats, autour de ces deux directions opposées mais intimement solidaires que deviennent alors « l'objectivité » et « la subjectivité ».

Jugement exercé et retour du refoulé

Telle que la racontent les atlas analysés par les deux auteurs, l'histoire (et l'historicisation) de l'objectivité n'est toutefois pas seulement celle d'une évolution de l'archétype idéalisé vers la réalité enregistrée. Elle est surtout celle d'un entrecroisement de pratiques et d'exigences qui se superposent plutôt qu'elles ne se succèdent. À la suite de la vérité d'après nature, qui a dominé jusque vers 1850, et de l'objectivité mécanique, qui s'est imposée autour de 1880, un troisième mouvement a pris forme dès le début du xx^e siècle, avec la promotion du *jugement exercé*.

Les photographies d'un cerveau humain ou de galaxies lointaines étaient sans doute plus « véridiques », mais elles étaient aussi beaucoup moins « lisibles » que des gravures permettant de marquer clairement au regard les différentes zones de l'encéphale ou le nombre précis d'étoiles à repérer dans une constellation. Dès lors que, vers la fin du xix^e siècle, le nombre d'étudiants en sciences augmente de façon exponentielle, il devient beaucoup plus important d'entraîner des regards discriminants, en les habituant à reconnaître certains *patterns* significatifs, plutôt que de permettre à quelques ascètes de contempler une nature intouchée par les déformations subjectives. C'est le besoin de produire des experts à la chaîne, au sein de ces nouvelles usines que devenaient les universités, qui conduisit aux premières critiques de l'objectivité mécanique.

L'entraînement à la reconnaissance de certaines formes pertinentes témoigne d'un retour du refoulé interprétatif. Le grand mérite de la machine photographique était de court-circuiter l'imaginaire humain, qui impose sur le réel des *Gestalts* déformantes en pré-paramétrant nos attentes et nos sensibilités. Or c'est ce pré-paramétrage que cherchaient à produire les nouvelles usines du *general intellect*. Les auteurs d'atlas vont donc s'efforcer de montrer des photographies, pour donner un accès direct au réel, mais lorsque celles-ci manqueront de lisibilité, ils demanderont à un graveur d'accentuer les contours pertinents et de faire émerger les *Gestalts* à fonction prégnante. Le jugement exercé marque le retour d'une compétence interprétative, il doit fonctionner comme un filtre retenant les données « significatives ».

Quand voir, c'est faire

En tressant constamment des questions d'épistémologie avec des questions d'éthique, de sociologie ou d'esthétique, le livre de Daston et Galison aide à repérer le mérite et la force – la « vertu » – qui font le propre de l'objectivité mécanique. Cette vertu apparaît le plus clairement dans les dernières pages de l'ouvrage.

Un quatrième et dernier régime de visibilité est en effet esquissé en conclusion, celui de *l'image-outil*, dans lequel la simulation remplace la représentation. Les images virtuelles produites aujourd'hui dans les nanotechnologies, par exemple, ne cherchent plus, contrairement aux trois régimes précédents, à donner une re-présentation fidèle d'objets déjà existants dans « la nature » : leur but est de *présenter* des vues ou des objets inédits, que ce soit à des fins esthétiques ou, plus généralement, manufacturières. Avec ce type d'images-outils, « voir, c'est faire » (p. 439).

Le parcours proposé par le livre raconte ainsi une histoire qui part du graveur, passe par le photographe, superpose à la photographie quelques traits saillants ajoutés à fin de clarification, avant de donner la première place, dans le quatrième régime de l'image-outil, au *designer*, qui est la forme mutante du dessinateur-graveur. Or, c'est au sein de ce quatrième régime, actuellement émergent, que la vertu de l'objectivité prend toute son importance – indissociablement esthétique et politique.

Machines et appareils

Un livre récent de Pierre-Damien Huyghe permet de comprendre les enjeux actuels de l'objectivité mécanique. Dans *Le Cinéma avant après*, l'auteur condense sous forme de textes brefs une série de réflexions qu'il avait présentées plus longuement dans ses livres antérieurs – et ce dernier recueil constitue une voie d'accès idéale à une pensée originale et

importante. Le propos est centré ici sur le cinéma, dont on met en valeur l'*avant* (ce qui se passe devant la caméra au moment du tournage) et l'*après* (les modes de diffusion qui commandent les réalités effectives de ce qui circule comme un film), mais la réflexion concerne plus généralement tout le champ esthétique, dont Pierre-Damien Huyghe devient, de livre en livre, l'un des théoriciens les plus intéressants.

Parmi les nombreuses lignes argumentatives tracées par cette pensée, je n'en retiendrai ici qu'une seule, qui introduit une distinction entre « machines » et « appareils ». Qu'elles soient de nature physique (une voiture) ou symbolique (un récit), ou qu'elles relèvent d'un mélange complexe des deux (la *machina* scénique d'où sort un *deus* en fin de spectacle), les *machines* s'inscrivent dans des projets de maîtrise. Un machinateur tente d'imposer sa souveraineté à une matière, qu'il s'efforce de transformer selon un programme préétabli : une machine est « prévisible, calculable, économisable » (p. 45).

Pour comprendre ce qu'est un *appareil*, le mieux est de réfléchir au fonctionnement d'un appareil-photo ou d'une caméra. Certes, l'opérateur peut en programmer certains paramètres (le découpage du champ, la focale utilisée, l'exposition, le moment de déclenchement), mais « sur l'appareil une fois déclenché, sur le tournage de cet appareil, au fond il n'y a pas de maîtrise parfaite. Photographier, filmer, c'est toujours prendre un risque. L'appareil opère ou tourne de lui-même » (p. 42). Tourner un plan-séquence en son direct à l'extérieur d'un studio, comme s'est aventurée à le faire la Nouvelle Vague, relève d'un exploit périlleux et coûteux, parce qu'on ne sait jamais quel coup de vent va décoiffer l'acteur principal ou quel bruit d'avion va envahir la bande-son.

L'important tient en ceci : durant l'enregistrement, même s'il a été pré-paramétré, l'appareil suspend la souveraineté du sujet programmeur, il l'« expose » à l'inconnu de ce qui se sera « révélé », par le mouvement propre d'un réel qui nous échappe, sur la surface d'enregistrement. « *Ce que donne un appareil, lorsqu'il n'est pas engoncé dans une quelconque logique d'instrumentation, ce qui, donc, appartient à sa puissance spécifique, échappe, dans un certain laps de temps au moins, à ce qui peut être envisagé, dessiné, calculé, prévu, etc.* » (p. 46).

Le grand refoulement de l'appareillage

On touche ici du doigt ce qui fait la force de l'objectivité mécanique, telle que la décrivaient Daston et Galison. Pour découvrir (d'abord avec horreur et consternation) que les éclaboussures ne sont jamais aussi symétriques que l'imaginaient les gravures de tous les atlas existants, Arthur Worthington a dû construire un appareil compliqué dans lequel un

électro-aimant synchronisait la chute d'une goutte avec celle d'une bille d'ivoire, qui déclenchait une étincelle assez forte pour prendre la photographie. La grande maîtrise technique que suppose la production de cet appareil a produit des effets significatifs en ce qu'elle a « révélé » un réel différent de nos imaginations préexistantes. L'appareil a permis d'échapper à ce qui était « envisagé, dessiné, calculé, prévu » (figure 3).

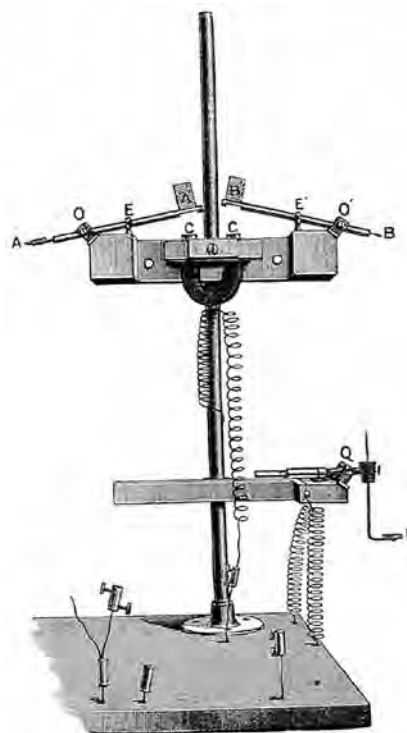
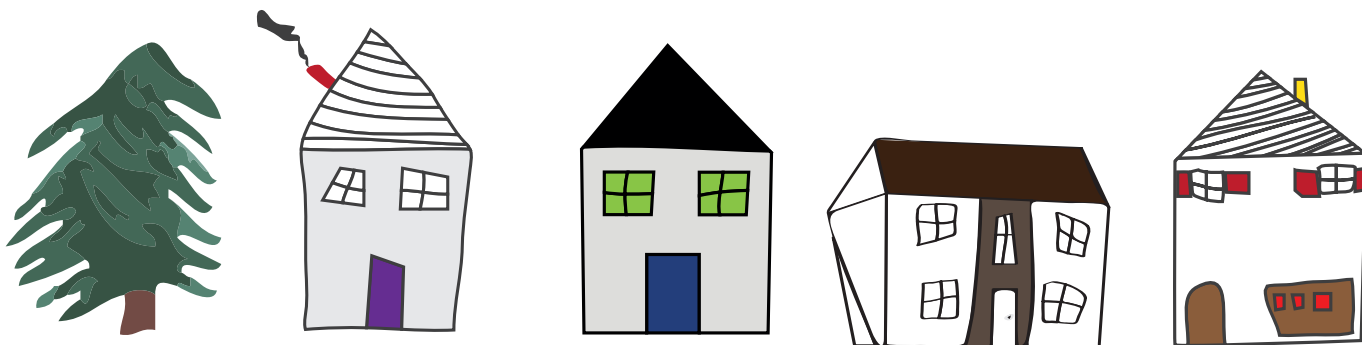


Figure 3 : appareil inventé par Arthur Worthington pour photographier les éclaboussures (1895). Illustrations publiées avec l'aimable autorisation des Presses du réel

En concentrant notre attention sur ce qui se passe *avant* le cinéma (à savoir *devant* la caméra), Pierre-Damien Huyghe nous invite à recadrer nos conceptions de l'histoire du cinéma – d'une façon qui résonne intimement avec l'histoire racontée par Daston et Galison. Comme le souligne également Lev Manovich, le cinéma ne s'est pas contenté de filmer l'arrivée d'un train en gare ou la sortie d'une usine. Avec Méliès (redevenu très à la mode récemment), il s'est rapidement trouvé mis au service de la prestidigitation et s'est inscrit dans une longue histoire d'animation du dessin (avec les différentes machines produites aux XVIII^e et XIX^e siècles pour faire bouger les images)². Comme les atlas, le cinéma a donc originellement baigné dans un monde de dessinateurs.

En dehors d'un cinéma expérimental et d'épisodes éphémères comme la Nouvelle Vague, la plupart des films se sont efforcés de refouler les propriétés



d'ouverture, d'imprévu, d'incalculable, de non-programmable, apportées par l'appareillage de la caméra et du magnétophone. Par volonté de souveraineté des auteurs, mais bien davantage encore par besoin économique de réduire les coûts et de produire des marchandises pré-formatables, le dispositif cinématographique a le plus souvent été réduit à une simple machine : *la machination narrative a muselé l'appareil d'enregistrement*.

L'accélération effrénée du montage et la mobilité toujours plus étourdissante de la caméra sont de nos jours les signes d'une « reprise en main » des potentialités de l'appareil par la volonté de souveraineté exercée à travers la machine (p. 83-84). Dans des plans réduits à quelques secondes, au cours desquels un mouvement de caméra dessine l'espace davantage qu'il ne le filme, avec une soupe sonore concoctée après coup, plus rien d'imprévu ne peut se passer devant la caméra. Le fait que les grandes productions commerciales tendent de plus en plus à filmer les rictus et les gesticulations d'acteurs devant un écran bleu, ajoutant non seulement le son mais tout l'environnement visuel au moment de la post-production, atteste le retour du cinéma vers ses origines d'animation. L'« ontologie de l'image photographique » chère à André Bazin³ et servant d'inspiration à toute une veine (minoritaire, cinéphilique) de la seconde moitié du XIX^e siècle, n'a littéralement plus lieu d'être à l'âge d'*Avatar*, qui est un pur produit du dessin. À travers la figure du *designer*, le graveur est revenu écraser le photographe. Le triomphe du logiciel achève le refoulement de l'appareillage.

Huillet et Straub : objectivistes

Pierre-Damien Huyghe fait fréquemment référence à Danièle Huillet et Jean-Marie Straub pour donner l'exemple d'un cinéma qui parviendrait à faire percer les propriétés de l'appareil cinématographique à travers la domination actuelle de son refoulement filmique. (*Voir à ce propos, dans ce même numéro de la RDL, l'article de Philip Watts consacré à la parution récente de leurs Écrits.*)

C'est bien la force de l'objectivité mécanique que mobilise un tel dispositif cinématographique : « on apprend du micro, en tournant en son direct, à

entendre objectivement, et à forcer aussi le spectateur à entendre objectivement », disait Jean-Marie Straub dès 1970. « L'unique devoir pour quelqu'un qui fait des films est de ne pas falsifier la réalité et d'ouvrir les yeux et les oreilles des gens avec ce qu'il y a, avec la réalité⁴ ».

Dans un livre qui fourmille d'analyses détaillées et de perspectives éclairantes, Benoît Turquety a revisité toute l'œuvre des Straub en les décrivant comme des « objectivistes en cinéma ». À travers un parallèle *a priori* surprenant mais judicieux avec le courant « objectiviste » de la poésie américaine (regroupant des auteurs comme Louis Zukofsky, George Oppen ou Charles Reznikoff), il situe au fondement de l'art objectiviste « une nécessité à la fois poétique et morale, celle de ne pas altérer les objets qu'il considère ou emprunte » (p. 86).

Le défi de l'objectivité mécanique s'enrichit ici de la notion de *sincérité*, que les poètes américains dépsychologisent pour en faire un effort d'authenticité respectant les formes propres du matériau enregistré ou transposé : « l'originalité de la théorie objectiviste de l'art, c'est d'affirmer qu'abstraction (objectivation) et figuration (sincérité) ne sont pas deux mouvements antagonistes, mais complémentaires : que la sincérité est nécessaire à l'objectivation, mais aussi, en retour, que l'objectivation seule permet l'exactitude – le détail – qui est le cœur même de la sincérité » (p. 88).

Imagination au pouvoir ou retour vers l'objectivité ?

La façon très particulière dont les objectivistes américains et les cinéastes français redéfinissent la sincérité permet de renouer les fils laissés épars ci-dessus. Si l'objectivité mécanique se propose, dans un premier temps, de suspendre les interférences imposées par nos habitudes subjectives, de façon à s'ouvrir aux effets révélateurs issus des appareillages, on voit que l'effort d'objectivité mérite d'être reconnu comme *une forme particulière de subjectivation*, individuelle et collective. Telle est sa force persistante, et telle est son urgence présente.

Dans une citation de 1987, Jean-Marie Straub s'étonne que tous les peintres ne se soient pas mis à peindre comme Cézanne à la fin du XIX^e siècle : « les

gens auraient commencé à voir clair [...] parce qu'il n'y aurait pas eu des gens qui se prenaient pour plus importants que la réalité et qui, sous prétexte de création artistique, déformaient la réalité en s'interposant, avec leurs petits problèmes, et leur petite vanité, entre le sujet et l'objet qu'ils fabriquaient» (p. 401). De Cézanne (contemporain de l'apogée de l'objectivité mécanique dans les atlas) à Straub et Huillet, en passant par les objectivistes américains, le défi majeur – à la fois épistémologique, éthique, esthétique et politique – est de réussir à se constituer par là où le réel nous échappe. La souveraineté illusoire de nos petites vanités, de nos programmes et de nos imaginations doit être (momentanément) suspendue pour arrêter d'interposer nos petits problèmes pré-formatés. La sincérité objectiviste est une forme d'ascèse, d'effacement de soi, de non-agir.

On voit en quoi l'effort d'objectivité est plus nécessaire que jamais. Non – heureusement ! – tout n'est pas socialement construit par le regard du spectateur ! C'est Karl Rove, le conseiller de George W. Bush, bien plus que Bruno Latour ou Jean Baudrillard, qui prétend aujourd'hui que « nous créons notre propre réalité au moment où nous agissons⁵ ». L'imagination est passée du côté du pouvoir : à force de publicités et de séries télévisées, d'images virtuelles et d'agendas médiatiques, elle nous fait baigner dans des petits problèmes et des petites vanités, dont les « attendus iconiques et rhétoriques », à force de « déformer la réalité », nous empêchent de « voir clair » dans ce qui nous entoure et nous constitue.

Nous avons désespérément besoin d'un retour de l'exigence d'objectivité pour contrer la puissance des programmes imaginaires qui colonisent de plus en

plus intimement nos petites vanités. Notre époque, qui s'est enorgueillie de proclamer « la fin des idéologies » (communistes), est bien celle du triomphe des iconologies (néolibérales), au sens où des imaginaires commercialisés neutralisent par avance les capacités de révélation offertes par nos appareils d'enregistrement, en les inféodant à des logiciels (iconiques, rhétoriques, narratifs) désormais assez puissants pour créer la réalité qu'ils simulent.

Écologie sonore

Un dernier ouvrage permettra d'élargir les enjeux de cet indispensable retour vers l'objectivité. Dans le recueil d'écrits (accompagné par un CD) intitulé *Extractions des espaces sauvages. Cybernétique de l'écoute, écologie sonore*, le musicien et théoricien David Dunn explique comment et pourquoi il a été conduit, dans ses compositions récentes, à faire entendre « le grattement strident de fourmis qui communiquent au fond de leur nid souterrain, les sifflements et bourdonnements calmes d'invertébrés dans l'eau claire des étangs, [...] le pépiement et grattage insistant de coléoptères minuscules qui mâchent l'écorce interne des pins » (p. 85).

Le principe d'une « musique objective » peut paraître une contradiction dans les termes, puisque, du moins pour la plupart d'entre nous aujourd'hui, la musique n'est pas un art « représentatif ». Et pourtant, en employant ses appareils d'enregistrement « comme autant de moyens d'extraction de ce qui est hors de portée de la carte mentale de l'humain, afin d'en intégrer la recomposition dans son champ d'audition » (p. 13), David Dunn illustre admirablement l'effort objectiviste dans le domaine musical.

EXTRAIT / LE CINÉMA ET LES VERTUS DE L'APPAREILLAGE

La technique offre en fait des cas d'ouverture. Elle permet des enregistrements selon des formes de sensibilité qui ne sont pas celles d'un esprit humain, mais qui recèlent des spatio-temporalités spécifiques. Ainsi une caméra ne voit-elle pas comme des yeux, ainsi un magnétophone n'entend-il pas comme des oreilles. La durée d'attention d'un appareil en marche, ouvert, ne connaît pas les accidents d'une vue ou d'une écoute. Elle est beaucoup plus constante, inerte en quelque sorte et d'une certaine manière davantage faite au recueil de l'objectivité. Ici, point de modulation subjective au fur et à mesure de l'expérience, point de travail d'entendement pour rapporter le perçu à des concepts, point d'assignation du sensible à des catégories, seulement des dispositions sensibles réglables. Une caméra et un magnétophone peuvent être considérés

comme des sensibilités à formes propres. Mais tandis que ces formes, une fois activées, cadrent le sensible qu'elles recueillent, nulle autre opération ne s'ajoute pour concourir à la fabrication de leurs données. Pas de schème, pas d'imagination, pas d'entendement. Des appareils d'enregistrement ne se disent rien à eux-mêmes pendant le temps de leur ouverture. Ils ne phrasent pas le monde, ils ne portent aucun jugement sur ce qui leur arrive et qu'ils gardent en eux. Une fois enclenchés, ils opèrent, un point, c'est tout. [...]

Tout l'art du cinéma consiste à maintenir dans le produit projeté les droits de la réalisation. Les exemples de réussite ne manquent pas mais sont essentiellement localisés. Le cinéma se montre comme une sorte d'exception au jeu des puissances qui attendent, demandent et finalement règlent

un certain genre projetable d'enchaînement de plans et de séquences. La question est de savoir définir aussi justement que possible la valeur de ces exceptions. Que se passe-t-il quand le cinéma pointe dans un film ? Rien que de très insignifiant, comme dans la photographie au fond : un peu de mobilité des êtres passés dans le champ d'un appareillage, un peu de lumières et d'échos, un morceau de réalité brute de fiction. Rendre cet insignifiant digne d'une parution, tenir sa présence pour quelque chose, l'exposer dans le montage, telle est, dans l'économie des films, l'affaire propre, ni représentative ni littéraire, du cinéma.

Pierre-Damien Huyghe, *Le Cinéma avant après*, Grenoble, De l'incidence éditeur, 2012, p. 106-109.



<http://www.saint-ave.fr/>
www.geographie-subjective.org

MAT • PISANT

• Enver par se les
 fructif.

Stedam



Ici aussi, il s'agit de lutter contre le triomphe de l'imagination régnante. Ici aussi, c'est par le recours à un appareillage révélant quelque chose d'inimaginable ou d'inaudible: «voilà des sons que l'homme ne peut pas entendre sans l'aide de dispositifs spéciaux d'enregistrement. Mon travail de compositeur consiste entre autres à dévoiler la présence sonore de ces mondes, afin que l'homme puisse contempler leur beauté» (p. 85).

La subjectivité n'est nullement dissoute. Elle se soumet seulement à un certain type d'ascèse, qui tend à la réduire au statut de chambre d'écho. L'objectivité mécanique consiste ici à se laisser habiter par le grattement de fourmis ou de coléoptères. Contre le triomphe de l'idéologie, le besoin d'objectivité prend la forme d'une *échologie*⁶.

Échologie politique

On mesure les enjeux politiques de cette échologie qui prend la forme d'une «haine de l'imaginatif» revendiquée par Cézanne, par ses descendants objectivistes et par tous ceux qui, comme eux, s'efforcent de se transformer en «réceptacles de sensations» et en «appareils enregistreurs»⁷. J'évoquerai trois de ces enjeux:

1. *L'échologie politique resitue les questions de subjectivation (obsédées par le va-et-vient entre identité et altérité) au sein de notre rapport au milieu dans lequel se tisse notre être.* L'échologie sonore de David Dunn rejoint le tournant vers un «communisme paysan ou écologique» qui, selon Jacques Rancière, caractérise l'œuvre de Straub et Huillet à partir de 1978⁸. On ne peut pas devenir écho, plaque sensible



et révélatrice, sans se réorienter autour d'une sensibilité écosophique. En découpant nos projections imaginaires coutumières, l'effort d'objectivité ne met plus notre « identité » seulement en face d'un Autre (ethnalisé, genré, queeré) qui lui fait face comme son double dans le miroir : il nous réinscrit également dans les conditions concrètes de notre vie matérielle, où d'énormes menaces écologiques surdéterminent massivement nos politiques identitaires.

2. *L'échologie politique nous plonge moins dans un grand environnement totalisant que dans une multiplicité de petites parties prenantes de la nature.* À l'opposé de l'équation simpliste établie entre « objectivité », « science », « modernité occidentale » et « maîtrise », les livres rassemblés ici convergent pour faire de l'objectivité une affaire d'abandon de

souveraineté. Ils appellent à détacher le regard non seulement de ces grands Autres que sont la Femme, le Queer, le Noir ou le Musulman, mais aussi de cette altérité globale que serait « la Nature » ou « l'environnement » conçus comme des totalités. En termes spinoziens, ils nous remettent, nous parties de la nature, au contact d'autres parties de la nature, toujours partielles et nécessairement singulières.

Il est révélateur que ces parties soient généralement petites : flocons de neige, éclaboussures de gouttes, mouvements de feuilles, esquisses de sourire, grattements de coléoptère. L'alternative à l'idéologie est peut-être à chercher du côté d'une *idiologie*, à entendre étymologiquement comme un discours tenu à partir d'un particulier (*idiôtes*), dont la concrétude matérielle doit rester notre première et principale source d'inspiration pour dépasser les fausses contradictions de la logique. Tel est sans doute le sens de l'entreprise d'*extraction* que Jean-Marie Straub et David Dunn mettent au cœur de leur travail : « *Brecht définit le réalisme comme ça. Il dit herauszugraben... Extraire du sol, déterrer la vérité sous le dépôt, le sédiment de ce qui va de soi et des généralités, et partir toujours du particulier pour arriver au général et non l'inverse*⁹ ».

L'échologie politique doit nous sensibiliser aux multiplicités de petites *parties prenantes* de notre monde : à leurs saillances et aux affordances qu'elles nous proposent, mais aussi aux droits et aux emprises qu'elles ont sur nous, plutôt que nous sur elles. Elle nous apprend à nous « laisser prendre » par elles, au lieu d'essayer toujours de les enrôler et de les contrôler dans nos programmes imaginaires.

3. *L'échologie politique met en question nos modes d'instrumentalisation des machines et notre refoulement des vertus propres aux appareils.* Comme le souligne Pierre-Damien Huyghe, « *l'appareillage est une conduite essentielle d'existence*¹⁰ ». Si s'efforcer d'ouvrir les yeux et les oreilles, en les débarrassant autant que possible de nos habitudes imaginaires, est un premier pas indispensable à l'effort d'objectivité, le principal terrain de lutte concerne la façon dont nous réduisons nos appareils, porteurs d'ouvertures inimaginables, à n'être que des machines de contrôle refermant notre horizon sur la répétition des clichés. L'avertissement porté par David Dunn vaut pour tous les arts et toutes les pratiques instrumentales : « *si les créateurs n'utilisent pas cette technologie de façon à encourager la diversité, mais plutôt à la circonscrire, nos pires craintes deviendront alors réalité* » (p. 57).

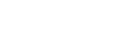
Pour de nouvelles objectivités

S'agit-il bien ici d'un *retour* de l'objectivité ? Mieux vaudrait sans doute parler d'un *appel à de nouvelles objectivités*. Le passage du singulier au pluriel suffit à saper les prétentions universalistes inhérentes au

Légende

Zones :

	Zone de Saint Avé
	Zone où je vais avec mes amis
	Zone où je vais avec les parents
	Zone où je vais tout seul
	Zone de la vieille ville historique
	Zone de la ville moderne



mythe scientifique. Il y a une infinité d'objectivités possibles, dès lors que celles-ci ne se définissent plus par le fait d'aligner notre point de vue sur celui d'un Dieu surplombant, mais par le fait d'exposer nos perceptions à l'ouverture d'un appareil enregistreur.

Surtout : ces nouvelles objectivités, telles que les illustrent le cinéma de Huillet et Straub ou la musique de David Dunn, ne cherchent nullement à refouler l'activité interprétative. Comme dans le cas de la recherche scientifique, elles ne font que la relancer en la soumettant à une contrainte de « sincérité » supérieure. Qu'elle soit de nature technique ou interprétative, l'imagination n'y est pas bâillonnée ou déniée, mais « exposée » aux défis de l'appareillage.

Conjuguées au pluriel, les nouvelles objectivités nous exposent à la fois à la reconnaissance de très anciennes nécessités matérielles, et à l'ouverture de toutes nouvelles contingences anthropo-écologiques. Depuis plus d'un siècle, les objectivistes de tout poil tentent de se hisser à la hauteur des défis que nos appareillages lancent à nos souverainetés imaginaires. Faute de mesurer les enjeux socio-politiques de leurs efforts, les dernières décennies se sont complu à les mépriser comme des reliquats attardés d'un passé révolu. Le temps est peut-être venu de reprendre avec eux l'interminable lutte contre les aveuglements et les facilités d'une imagination aujourd'hui dominée par l'emprise de la programmation marchande. ■

NOTES

1. Voir par exemple, Peter Galison, *Image and Logic: a Material Culture of Microphysics*, Chicago, University of Chicago Press, 1997, et Lorraine Daston et Katharine Park, *Wonders and the Order of Nature 1150-1750*, New York, Zone Books, 2001.
2. Voir Lev Manovich, *Le Langage des nouveaux médias* (2001), Paris, Les Presses du réel, 2010.
3. André Bazin, « Ontologie de l'image photographique » (1945), in *Qu'est-ce que le cinéma ?*, Paris, Cerf, 1976.
4. « Entretien avec Jean-Marie Straub et Danièle Huillet », *Cahiers du cinéma* n° 223 (août-septembre 1970), p. 48-57.
5. Cité dans Daniele Giglioli, « Trois cercles : critique et théorie entre crise et espoirs », *RdL. La Revue des Livres* n° 6 (juillet-août 2012), p. 60.
6. Pour une conception du monde en termes d'échos et de résonances, voir le beau livre de Zbigniew Karkowski, *Physiques sonores*, trad. C. Indermuhle et T. Walter, Paris, Van Dieren, 2008.
7. Joachim Gasquet, *Cézanne*, reproduit dans Michael Doran (dir.), *Conversations avec Cézanne*, Paris, Macula, 1986, p. 109 et 126.
8. Philippe Lafosse, *L'Étrange Cas de Madame Huillet et de Monsieur Straub*, Toulouse, Ombres, 2007, p. 146.
9. Philippe Lafosse, *L'Étrange Cas*, op. cit., p. 124.
10. Pierre-Damien Huyghe, *Du commun (philosophie pour la peinture et le cinéma)*, Paris, Circé, 2002, p. 114. Voir aussi le dernier chapitre « Pour une théorie esthétique des appareils expressifs » de *Modernes sans modernité. Éloge des mondes sans style*, Paris, Lignes, 2009.

LA RÉALITÉ PUREMENT SENSUELLE DE L'ESPACE

PAR PHILIP WATTS*

À PROPOS DE

Jean-Marie Straub
et Danièle Huillet, *Écrits*,
Paris, Independencia, 2012,
297 p., 27,38 €

Danièle Huillet et Jean-Marie
Straub, *vol.1-7, série de DVD*,
Paris, Éditions Montparnasse, collection
«Le Geste cinématographique»,
2007-2012.

Alors que le corpus quasi-intégral de leurs films paraît en DVD, *Écrits* rassemble de nombreux textes rédigés au cours du dernier demi-siècle par les cinéastes Danièle Huillet et Jean-Marie Straub. Depuis des critiques publiées à l'occasion de la Mostra de 1954 jusqu'aux partitions vocales de leurs films les plus récents, c'est l'occasion de revisiter l'une des œuvres les plus importantes de notre époque, au point de convergence entre esthétique objectiviste et communisme écologique.

C'est en 1981, dans un cours sur le nouveau cinéma allemand, à Santa Barbara – ville «hors du monde», disait Brecht – que j'ai vu pour la première fois un film de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub. C'était *Nicht versöhnt oder Es hilft nur Gewalt wo Gewalt herrscht* («Non réconciliés, ou Seule la violence aide où la violence règne», 1965). Des personnages, du scénario, de l'intrigue – à part le coup de pistolet final –, je n'ai pendant longtemps gardé aucun souvenir précis. Ce qui m'a le plus marqué, c'est la sorte de stupeur euphorique que j'ai éprouvée en sortant de la salle de projection, par une nuit fraîche et silencieuse. Les angles obliques, le rythme exceptionnel, l'immobilité mêlée à la violence, les silences pesants et angoissants, tout ceci constituait une façon radicalement nouvelle d'arranger et de distribuer images et sons. À une époque où les États-Unis subissaient la révolution réactionnaire de Reagan, où Hollywood se renouvelait dans une cinématographie de plus en plus excessive, coûteuse et baroque (*Blow Out* de De Palma date de 1981), où une partie du cinéma français se cherchait dans des films bariolés et scintillants (*Diva*, de Jean-Jacques Beineix, sort également en 1981), un film de 1965, un film pratiquement hors du temps, faisait irruption devant nous pour nous rappeler les possibilités radicales du cinéma contemporain.

L'héritage d'une tradition

Ce choc venait de loin, et l'une des grandes vertus du splendide volume des *Écrits* de Jean-Marie Straub et Danièle Huillet est de tracer l'itinéraire de ces deux cinéastes à travers écrits publics, notes de repérage, plans de tournage, lettres de Danièle Huillet à leurs

collaborateurs, scénarios annotés de la main des cinéastes pour marquer les pauses et respirations des acteurs, dossiers de presse, photos de plateau de Renato Berta documentant la carrière des cinéastes, depuis *Othon*, tourné à Rome en 1969, jusqu'à *Quei loro incontri*, l'un des derniers films tournés avant la mort de Danièle Huillet en 2006, ou encore la traduction par Huillet de la nouvelle de Franz Kafka, «Chacals et Arabes», source d'un des films les plus récents de Straub.

Écrits commence avec une série d'articles et de textes écrits lors de la Mostra de Venise. En 1954, Straub envoie deux articles sur la Mostra au journal *Rythmes*, et bien que l'on entende parfois dire que les films de Straub et Huillet cherchent à déconstruire et à démanteler le cinéma classique, en lisant ces premiers textes, on voit que leur travail s'inscrit dans une profonde continuité avec un certain cinéma classique. Straub se dit «*fervent de Hitchcock*», et en particulier de *Rear Window* (*Écrits*, p. 16). Il aime et défend Mizoguchi, Kurosawa, Dreyer, Nicholas Ray, Rossellini (celui de *Stromboli* aussi bien que celui de *Rome ville ouverte*), Robert Bresson, qu'il appelle «*mon vieux maître*» (p. 34), Buñuel, Ernst Lubitsch et John Ford. Comme l'a montré Tag Gallagher, les westerns de Ford resteront une référence essentielle pour Straub et Huillet, en particulier pour leur façon de cadrer les personnages en pleine nature.¹ De plus, Straub lit – et cite longuement – des articles d'André Bazin, d'Amédée Ayfre, de Jacques Rivette et de Maurice Schérer (*alias* Éric Rohmer).

Straub serait-il donc un cinéaste de la Nouvelle Vague ? Pas tout à fait, mais les documents de ce volume aident à comprendre ses liens avec ce

*Philip Watts enseigne la littérature et le cinéma à l'université de Columbia. Il est l'auteur de *Allegories of the Purge* (1999), le co-éditeur de *Jacques Rancière. History, Politics, Aesthetics* (2009), et il termine un ouvrage sur Roland Barthes et le cinéma.



courant. Comme Rivette et Godard, avec qui il a gardé des relations proches pendant de longues années, Straub est issu d'une culture de cinéphilie (il dirigeait un cinéclub à Metz); comme eux, il défend un cinéma commercial d'art, en opposition à un cinéma mercantile et, comme eux, il ne supporte pas Henri-Georges Clouzot, et en particulier son film *Le Salaire de la peur*, qu'il juge «*esthétiquement indéfendable*» (p. 16). Ce que Straub dit de Nicholas Ray dans un court essai de 1955 – que ses films recueillent «*l'héritage des plus grands des cinéastes*» (p. 30) – est tout aussi vrai de sa propre génération qui, pendant les années 1950, fit des salles de cinéma une école à partir de laquelle elle réinventa le cinéma mondial. Fidélité au cinéma, donc, mais aussi fidélité à certains peintres, Cézanne en particulier, et à un panthéon personnel d'auteurs littéraires – Corneille, Hölderlin, Mallarmé, Barrès, Kafka, Brecht, Pavese, Vittorini – dont les récits et les formules reviennent

de film en film. Ce volume montre donc que, très tôt, Straub a son dispositif en place et une conception précise du cinéma comme ce qu'il appelle le «*miracle d'une réalité transfigurée*» (p. 28).

Pour une transfiguration «*objectiviste*» de la réalité

En quoi les films de Danièle Huillet et Jean-Marie Straub proposent-ils une transfiguration politique et esthétique de notre monde? Il y a en fait très peu de déclarations proprement politiques dans ce volume des *Écrits*: pétitions, commentaires, interprétations, tout l'appareil de l'engagement est anathème pour Straub et Huillet. La politique, chez eux, est sensuelle plutôt que gesticulatoire: dans une présentation du film *Othon* pour la télévision allemande en 1971, Straub parle de leur tentative de rendre «*la réalité purement sensuelle de l'espace*», soulignant combien cette réalité «*serait douce sans la tragédie*

du cynisme, de l'oppression, de l'impérialisme, de l'exploitation – notre terre, libérons-la!» (p. 74).

Filmer «la réalité purement sensuelle de l'espace». Cet impératif est au cœur de ce cinéma et de ce que certains critiques, notamment Benoît Turquety, ont appelé son objectivisme². Sans doute, l'objectivisme en art a été l'un des grands rêves du modernisme, une tentative de rendre le monde physique sans la subjectivité de l'auteur, sans la trace de la main de l'artiste, sans l'intermédiaire d'un appareil interprétatif. Ce rêve déjà présent chez Flaubert, qui travaille sous le signe de l'impartialité scientifique, et chez Cézanne, qui se décrit, avant toute chose, comme un «appareil enregistreur» et une «plaque sensible», est repris à son compte par le cinéma, dans de nombreux contextes dont le plus célèbre reste l'essai d'André Bazin sur l'«Ontologie de l'image photographique». «Pour la première fois entre l'objet initial et sa représentation, rien ne s'interpose qu'un autre objet. Pour la première fois une image du monde extérieur se forme automatiquement sans intervention créatrice de l'homme, selon un déterminisme rigoureux³.»

L'importance de cette objectivité ne se trouve pas seulement dans une représentation scientifiquement précise du monde, mais surtout dans le fait que l'appareil photo et la caméra sont ouverts au hasard, véritable instrument de la transfiguration. La perte de contrôle de l'artiste permet une ouverture de l'œuvre d'art à tout ce qui ne peut pas être calculé, prévu, organisé d'avance et contrôlé. C'est pour cela que Bazin, à travers tous ses essais, a insisté sur le fait que la caméra nous permet surtout de voir et d'entendre à nouveau ce qu'il y a de plus banal, de quotidien et d'éphémère dans le monde : un trottoir mouillé, le geste d'un enfant, la porte battante d'un restaurant, le bruit d'une balle de ping-pong, le trot d'un cheval

sur les pavés, un panier d'anguilles, le clapotis des vagues contre le bois d'une barque, les marques de la petite vérole sur le visage d'un acteur. Bazin n'était pas le seul, bien sûr, à insister sur l'émerveillement que pouvait apporter la reproduction objective et mécanique du monde, et il ne faudrait pas le réduire à cette seule prise de position, mais il a néanmoins été l'un de ceux qui a défini le plus éloquemment le cinéma comme une machine à révéler un monde auquel les habitudes, le mercantilisme, la fatigue aussi, nous rendraient insensibles. Malgré les problèmes inhérents à l'amalgame que fait Bazin entre photographie et cinéma, malgré, surtout, les nombreuses tentatives faites depuis les années 1970 et le tournant sémiotique pour déconstruire la supposée naïveté de Bazin, c'est Bazin que Straub cite dans son premier article, et c'est à Bazin que nous pensons lorsque Straub rejette la subjectivité de l'artiste et déclare vouloir saisir la réalité sensuelle du monde.

Un regard précis et inexorable

En 1968, dans un long article sur le documentariste allemand Peter Nestler, dont l'œuvre reste malheureusement peu connue, Straub écrit que «son regard [est] précis et inexorable car la seule chose qui l'intéresse, c'est de trouver ces points où la matière est plus vulnérable, où elle peut révéler son secret. Parce que l'auteur, justement, s'interdit toute ingérence directe, ce qu'on aperçoit derrière ces plans ce n'est pas la résignation, comme on pourrait le croire au premier abord, mais l'accusation qui tire son pathos précisément du fait qu'elle est informulée. Ainsi, la beauté et la poésie mêmes de ces films n'ont rien à voir avec la beauté formelle des images poétiques : ce sont celles qui ressortent quand la réalité est portée à la lumière» (p. 50).

EXTRAIT / UNE OBJECTIVITÉ ESSENTIELLE

L'originalité de la photographie par rapport à la peinture réside donc dans son objectivité essentielle. Aussi bien, le groupe de lentilles qui constitue l'œil photographique substitué à l'œil humain s'appelle-t-il précisément «l'objectif». Pour la première fois, entre l'objet initial et sa représentation, rien ne s'interpose qu'un autre objet. Pour la première fois, une image du monde extérieur se forme automatiquement sans intervention créatrice de l'homme, selon un déterminisme rigoureux. La personnalité du photographe n'entre en jeu que par le choix, l'orientation, la pédagogie du phénomène; si visible qu'elle soit dans l'œuvre finale, elle n'y figure pas au même titre que celle du peintre. Tous les arts sont fondés sur la présence de l'homme; dans la

seule photographie nous jouissons de son absence. Elle agit sur nous en tant que phénomène «naturel», comme une fleur ou un cristal de neige dont la beauté est inséparable des origines végétales ou telluriques. [...]

Dans cette perspective, le cinéma apparaît comme l'achèvement dans le temps de l'objectivité photographique. Le film ne se contente plus de nous conserver l'objet enrobé dans son instant comme, dans l'ambre, le corps intact des insectes d'une ère révolue, il délivre l'art baroque de sa catalepsie convulsive. Pour la première fois, l'image des choses est aussi celle de leur durée et comme la momie du changement. [...]

Les virtualités esthétiques de la photographie résident dans la révélation du réel. Ce reflet dans le trottoir mouillé, ce geste d'un enfant, il ne dépendait pas de moi de les distinguer dans le tissu du monde extérieur; seule l'impassibilité de l'objectif, en dépouillant l'objet des habitudes et des préjugés, de toute la crasse spirituelle dont l'enrobait ma perception, pouvait le rendre vierge à mon attention et partant à mon amour.

André Bazin, «Ontologie de l'image photographique», in *Qu'est-ce que le cinéma?*, Paris, Éditions du Cerf, 1958, p. 15-18.

Les films de Peter Nestler, mais aussi bien sûr ceux de Straub et Huillet, proposent un regard précis et inexorable, qui se fixe sur l'objet – que cet objet soit le visage d'un paysan sicilien, une fontaine baroque,

Ces films constituent la tentative la plus radicale dans le cinéma contemporain de rendre la réalité purement sensuelle de l'espace.

une fugue de Bach ou le mont Palatin – jusqu'à ce que cet objet se transforme, perde son évidence, nous laisse le voir comme pour la première fois. Straub et Huillet insistent sur le fait que l'art ne doit pas essayer d'imposer une forme au monde, que l'art cinématographique est un art « objectif » – politique justement par son objectivité, par sa volonté de mettre ensemble ce qu'ils appellent des « *blocs inséparables d'image et de son non-interchangeables* » (p. 111).

Il apparaît de plus en plus clairement aujourd'hui que ces films constituent la tentative la plus radicale, la plus lyrique, la plus réussie aussi dans le cinéma contemporain de rendre la réalité purement sensuelle de l'espace, de « *retomber dans la sensation* », selon la belle expression de Philippe Lafosse⁴. D'où l'importance de certains choix esthétiques : les plans-séquences du vent qui souffle à travers les feuilles des arbres (dans *Othon* ou *La Mort d'Empédocle*), les longs plans de la sortie d'usine d'ouvriers au Caire (*Trop tôt/trop tard*) ou d'Œdipe et Tirésias sur un chariot (*De la Nuée à la résistance*), les longs panoramiques de montagnes, de collines, de villages, de banlieues (*Toute révolution est un coup de dés, Fortini/Cani, Sicilia!*, *Itinéraire de Jean Bricard*), la répétition du même panorama (*Europa 2005*) ou encore, à la fin de *Quei loro incontri*, ce mouvement par lequel la caméra révèle d'abord une mare, une palissade et un village, puis, à la fin, rien d'autre que le sommet d'une montagne et un fil électrique.

Sans doute, les panoramiques de Straub et Huillet reprennent la tradition des *establishing shots* du cinéma classique : quand ces longs plans saisissent un personnage ou une trace humaine dans un paysage, ils nous rappellent en particulier les vastes panoramiques de John Ford. Mais il y a en même temps tout autre chose dans un film comme *Sicilia!* ou *Europa 2005*. Les panoramiques du cinéma classique saisissent le monde, nous l'offrent, l'organisent pour notre regard et notre compréhension, nous donnent un contexte et nous proposent une issue vers un personnage ou un récit. Straub et Huillet

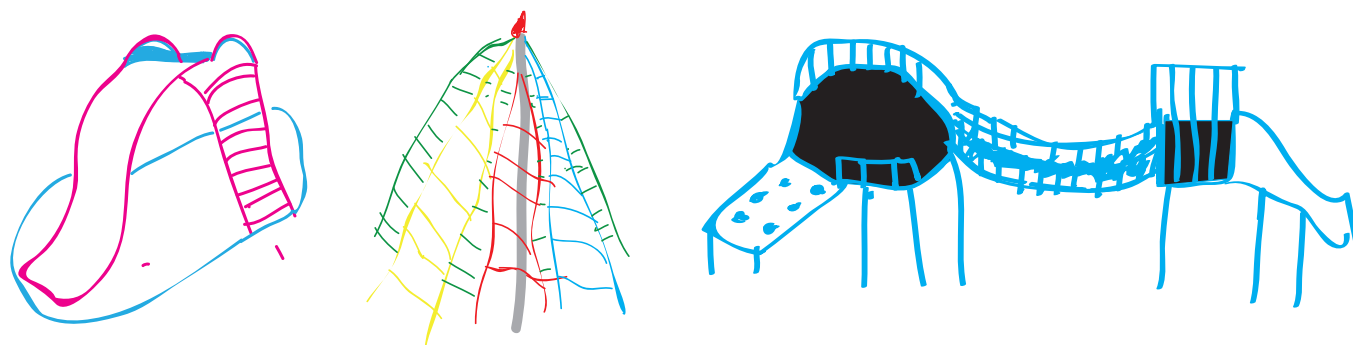
interrogent et transforment les normes de l'industrie cinématographique. Leurs panoramas durent trop longtemps, ils se répètent, reviennent à leur point de départ, nous refusent souvent un passage immédiat à autre chose, à un autre lieu. Ce faisant, ils servent moins à nous fournir des renseignements qu'à nous apprendre à revoir les collines, les monts, les villages, la banlieue et la présence humaine dans ces lieux. Dans leurs prises de vue, leurs enregistrements, leurs répétitions, leurs lenteurs (en tout cas par rapport aux coupes frénétiques du cinéma contemporain), Straub et Huillet renouvellent dès les années 1960 notre regard sur le monde en nous interdisant toute compréhension immédiate.

La terre, les hommes, la violence

Filmer le monde naturel, c'est aussi réfléchir aux liens, souvent violents, entre les hommes et la terre. Et en ceci, le regard attentif, précis, soucieux de Straub et Huillet fait de leurs films l'une des grandes œuvres historiques des temps modernes. Au sujet du grand panoramique de la première scène de *Moïse et Aaron*, Danièle Huillet écrit qu'il évoque « *la découverte de la géologie mêlée à l'Histoire humaine* » (p. 110). Cette phrase est une des clés de leurs films. Si leur caméra est si constamment tournée vers la terre, les champs de blé, les collines et les arbres, c'est qu'ils veulent à la fois éviter le spectacle de la violence et porter notre attention sur cette terre et la violence qui lui est faite.

C'est en ce sens que *De la nuée à la résistance* est exemplaire. Basé sur deux romans de Cesare Pavese, ce film réunit deux longues séquences. La première partie, basée sur les *Dialogues avec Leucò* (1947), est une série de dialogues philosophiques entre des personnages grecs sur la violence des hommes et des dieux. L'une des dernières séquences s'achève sur les paroles d'un étranger grec, voué à être lacéré et égorgé pour féconder les champs de blé phrygiens, qui se révolte contre son hôte pour mettre fin à cette injustice. La caméra est immobile – on voit le seigneur, les champs de blé, le Grec qui parle – et cette immobilité nous fait sentir, mieux que tout mouvement, la violence de l'ordre social et la nécessité de lui résister.

La deuxième partie du film, tirée de *La Lune et les feux* (1950), met en scène un village italien, bouleversé par la découverte des corps de deux partisans tués lors de la Seconde Guerre mondiale et enterrés dans les champs de blé à l'extérieur du village. C'est ici que se rejoignent la connaissance intime de l'histoire de Straub et Huillet et leur poétique objectiviste. Le regard qu'ils portent sur la terre est toujours marqué, conditionné, porteur des signes de la présence et de la violence humaine. Ce geste esthétique et politique, Straub, citant Brecht, en parlait dès



l'époque de *Nicht versöhnt*: «*Déterrer la vérité sous les gravats de l'évident, relier de manière voyante l'individuel avec le général, conserver le particulier dans le grand processus, c'est l'art des réalistes*» (p. 34).

Des paysages pleins des traces de l'histoire

Les cinéastes les plus objectivistes de notre époque sont donc aussi parmi les plus conscients du poids de l'histoire. Les films de Straub et Huillet rejettent toute politique progressiste (le «*progrès*» étant, selon eux, l'une des causes de la ruine de la terre), mais ils sont marqués par le signe de l'histoire, par une rumination mélancolique sur les liens entre monde moderne et violence. Straub l'évoque dans sa présentation d'*Othon* en 1971. Ce film n'est pas une déconstruction ou un détournement du texte de Corneille, mais plutôt son intensification, manifestant une attention extrême à Corneille et un désir de lui rendre sa modernité et son étrangeté. Straub insiste sur le fait qu'il faut aussi entendre la pièce de Corneille comme l'allégorie d'un empire décadent, prêt à s'écrouler: «*Pierre Corneille n'était pas homme de cour, il était juriste à Rouen, et haïssait la*

cour – et des Romains du moins aussi le patriotisme et l'impérialisme [...]. Dans Othon il s'agit du pouvoir et de l'amour. Le pouvoir, c'est-à-dire seulement menace, chantage, cynisme d'une classe qui depuis des siècles travaille à sa propre ruine et à celle de notre planète» (p. 69). *Othon*, filmé à Rome non loin du Mont Palatin, où les partisans italiens cachaient leurs armes en 1943, est aussi une allégorie anti-impérialiste, celle d'une révolte contre une classe de citoyens œuvrant à la destruction du peuple et de la planète.

Voilà où résident la tension et la force des films de Straub et Huillet: à la lenteur des prises de vue et à l'intensité esthétique de leurs films s'ajoutent les traces de l'histoire politique des temps modernes. Leur cinéma est un art du contrepoint, du montage de blocs inséparables de son et d'image, en collision les uns avec les autres. Deleuze avait évoqué le «*vide*» des paysages de Straub et Huillet, mais ces paysages vides et silencieux sont aussi pleins de l'histoire moderne, pleins, comme dans *De la nuée à la Résistance*, des corps de partisans. La Commune, la Résistance, la lutte anti-fasciste, les combats

EXTRAIT / UN FILM OÙ «*TOUT SOIT OUVERT*»

6 juin 1981
(après le tournage, mais avant le montage)

Cher Andi,

Tu me demandes de t'écrire une page où nous expliquions quelle a été notre «*intention*» en faisant ce film, ou ce que nous voulons «*exprimer*» avec ce film. Il a toujours été difficile pour nous, tu le sais, d'affirmer ce genre de choses à propos de nos films et nous nous sommes presque toujours refusé à le faire; mais dans le cas de celui-ci (*Trop tôt/trop tard*), cette impossibilité est plus grande encore, parce que jusqu'à présent il n'y a aucun de nos films où tout soit aussi ouvert, aussi libre, de manière à ce que ce soient les spectateurs eux-mêmes (et nous deux comme premiers spectateurs) qui doivent établir les liens, les relations,

les «*rapports*», et apprendre à déchiffrer, à faire des connexions, à «*interpréter*» la réalité, ou mieux, les réalités! De plus, il ne s'agit pas d'une «*fiction*» mais de ce qu'on appelle un «*documentaire*», même si cette manière de documenter est, je crois, nouvelle (mais elle a des antécédents; par exemple *La Sortie des usines Lumière*) – pas de narration «*contraignante*», pas d'interprète. Ce qui se raconte: luttes, révoltes, défaites, retards ou anticipations, statistiques; ce qui se représente: histoire, topographie, géographie, géologie, lumière, lumières, vents et nuages, terre (transformée et travaillée par les hommes), traces – effacées ou encore visibles – et ciel (beaucoup de ciel); on essaie de trouver le point de vue juste (le plus juste), la hauteur juste, la proportion juste, entre le ciel et la terre, de manière à pouvoir faire des

panoramiques sans devoir modifier la ligne de l'horizon, même à 360 degrés.

On voit beaucoup de théâtres de l'oppression, de la rébellion, on entend les bruits du présent, l'histoire de classe de la France dans les mois qui précèdent 1789 est racontée au moyen d'un texte de Friedrich Engels et d'une voix de femme (la mienne! – en allemand, en anglais, en italien avec l'accent français pour qu'il existe un lien entre les paysages et les noms) et puis, par une voix d'homme avec l'accent arabe, l'histoire des luttes paysannes en Égypte et de la libération de la colonisation occidentale, mais pas de l'oppression de classe dans le pays lui-même.

Extrait d'une lettre écrite par Danièle Huillet au distributeur Andi Engel, trad. G. Passerone et J. Revel, *Écrits* p. 109-110.



féministes, la proclamation de la République égyptienne en 1953, la violence meurtrière de la police en banlieue parisienne – toutes ces scènes historiques viennent s’opposer au spectacle de la violence et du militarisme triomphant qui nourrissent le cinéma et la télévision aujourd’hui. Comme des élégies dessinant un avenir possible, ces traces de violence hantent la sensualité du cinéma de Straub et Huillet.

Communisme écologique et Internationale straubienne

Chacun de leurs films est précis et distinct, lié à un lieu particulier, à une terre particulière, à une langue particulière. Les textes des *Écrits* disent clairement l’importance du parlé dans leurs films. Dans plusieurs d’entre eux les cinéastes dénoncent le doublage de leurs films : « *un film doublé est un film assassiné* », aime dire Straub en citant Renoir. Et il n’y a qu’à lire les annotations de Danièle Huillet sur sa copie du scénario d’*Une Visite au Louvre* pour se rendre compte de l’importance de la parole dans leurs films. Aucun cinéma de notre temps ne travaille la langue – les accents, les intonations, les rythmes, la respiration – autant que le leur.

Aucun cinéma n’est, pour cette raison, plus ancré dans un monde spécifique, ni plus éloigné de la globalité et de l’anglophonie mondiale qui traverse un certain cinéma contemporain. Cependant, les films de Straub et Huillet, et ceux que Jean-Marie Straub a réalisé en digital plus récemment après le décès de sa compagne, sont en même temps une contribution incontournable au cinéma international. En touchant une nouvelle génération de cinéastes tout en regardant vers le cinéma d’art mondial d’une génération précédente, en circulant à travers le monde, vers ces spectateurs de rivages éloignés que Serge Daney a appelé l’« Internationale straubienne », en nous demandant dans quel monde nous voulons vivre, ces films définissent les possibilités politiques et esthétiques du cinéma à venir. ■

NOTES

1. Tag Gallagher « *Lacrimae Rerum* matérialisées », trad. B. Eisenschitz, *Cinéma* 10 (automne 2005), p. 20-49.
2. Benoît Turquety *Danièle Huillet et Jean-Marie Straub : « Objectivistes » en cinéma*, Lausanne, L’Âge d’homme, 2009.
3. André Bazin « Ontologie de l’image photographique », in *Qu’est-ce que le cinéma?*, Paris, Éditions du Cerf, 1958, p. 13.
4. Philippe Lafosse *L’Étrange Cas de Madame Huillet et Monsieur Straub*, Toulouse, Ombres, 2007, p. 16.

**POUR VOUS ABONNER
À LA **RdL** RENDEZ-VOUS SUR
WWW.REVUEDESLIVRES.FR**

LUMIÈRES ET ANTI-LUMIÈRES SUR L'HISTOIRE DES IDÉES DE ZEEV STERNHELL

PAR ENZO TRAVERSO*

Une conception on ne peut plus traditionnelle de l'histoire des idées, et pourtant des travaux qui ont bouleversé l'historiographie du fascisme et contribué à renouveler la lecture de la modernité. L'œuvre de Zeev Sternhell, qui a suscité les plus vives controverses, témoigne à la fois d'une grande force d'analyse et d'un certain schématisme. De la genèse du fascisme à la description de la modernité comme un vaste conflit entre « Lumières » et « Anti-Lumières », elle mérite d'être réexaminée avec la plus grande attention.

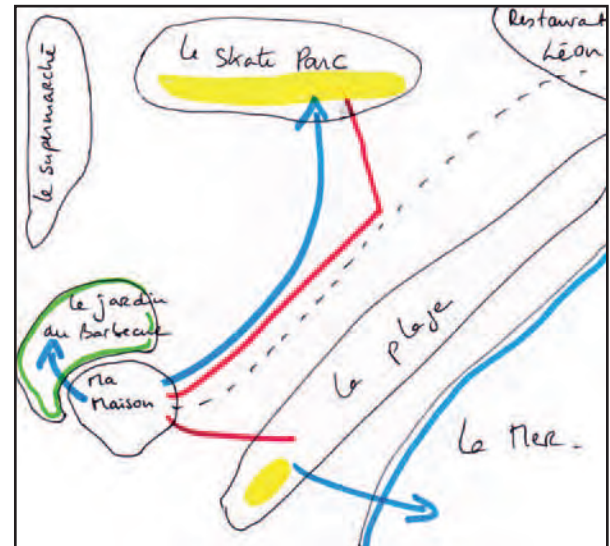
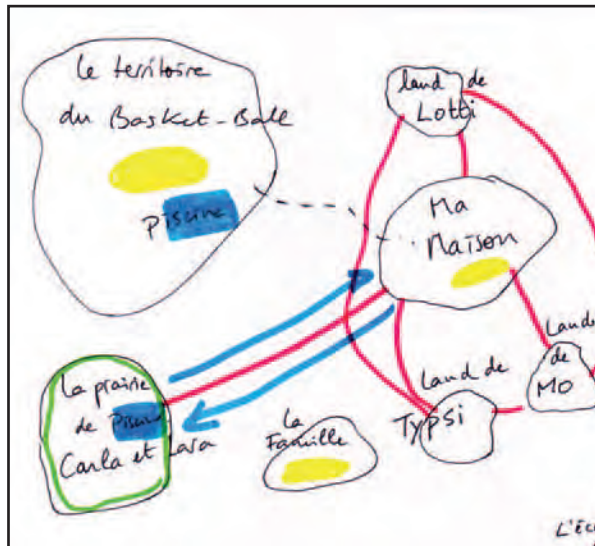
La place de Zeev Sternhell dans le paysage intellectuel contemporain est assez paradoxale. Son œuvre a renouvelé l'historiographie du fascisme et plus généralement l'histoire intellectuelle, bien qu'il revendiquât avec force son ancrage dans une tradition ancienne. Méthodologiquement, ce professeur de science politique de l'université de Jérusalem est un conservateur déclaré. Les courants historiographiques apparus au cours des cinquante dernières années ne présentent à ses yeux pas le moindre intérêt, leur seul effet étant d'engendrer des régressions dangereuses appelant la critique la plus ferme. Ainsi l'histoire sociale a le défaut d'ignorer l'autonomie des idées. Quant à Quentin Skinner et J.G.A. Pocock, les fondateurs de l'École de Cambridge, soucieux de contextualiser sur le plan textuel la philosophie politique, ils tombent dans les pièges du particularisme et du relativisme. Le *linguistic turn* post-moderniste n'est qu'une forme d'irrationalisme, la version contemporaine d'un obscurantisme ancien opposé aux Lumières. À ces tendances dangereuses, Sternhell oppose des références un peu datées : Ernst Cassirer, Raymond Aron et Arthur Lovejoy. Les deux premiers étaient des historiens et des philosophes de combat, engagés dans une bataille intellectuelle inspirée par un libéralisme éclairé. Le dernier a codifié une conception de l'histoire des idées comme dialogue entre des catégories intemporelles de la pensée (*unit-ideas*) susceptibles de traverser les époques, les langues et les cultures, qui ne trouve guère de défenseurs aujourd'hui. Pour Sternhell, en revanche, il s'agit d'un « *instrument sans pareil* » pour interpréter l'expérience des sociétés humaines (*Les Anti-Lumières* (AL), p. 34)¹. À ses yeux, démocratie, libéralisme, nationalisme, communisme et fascisme sont avant tout des idées. Leur histoire matérielle, sociale, culturelle, politique n'est que dérivée, secondaire. Les idées, pourrait-on dire avec une formule qui n'appartient pas à son langage, sont « performatives ». Cette méthode a toujours inspiré son œuvre. Comme j'essaierai de montrer dans ces pages, elle

est mise au service d'un projet critique – dénoncer le soubassement idéologique des formes de domination du monde moderne – et ses résultats sont souvent fructueux, en dépit de ses limites évidentes. Voilà le paradoxe incarné par Sternhell : on peut renouveler la pensée critique avec un outillage très archaïque.

Dénoncer le mythe de l'immunité française au fascisme

Pendant plus de trois décennies, Sternhell a exploré l'histoire du nationalisme français. Lorsqu'il prépare sa thèse de doctorat à l'Institut d'études politiques (IEP) de Paris, au milieu des années 1960, Vichy demeure un tabou. L'historiographie politique de la France contemporaine est alors dominée par René Rémond, un des piliers de l'IEP, dont la thèse sur les « trois droites » est une sorte de canon indiscutable. Selon Rémond, depuis 1789, l'hexagone aurait connu une droite légitimiste, une bonapartiste et une orléaniste, mais pas une droite *fasciste*². La première est née avec la contre-révolution et s'étale sur un siècle, de Joseph de Maistre à Charles Maurras ; elle est réactionnaire, nostalgique de l'Ancien Régime et empreinte de catholicisme. La deuxième est autoritaire : entre Napoléon Ier et le général de Gaulle, en passant par Napoléon III et le maréchal Pétain, elle traverse toutes les sensibilités du conservatisme, en s'affichant comme la gardienne de la nation. La troisième est technocratique, favorable à une modernisation respectueuse de l'ordre et des hiérarchies sociales. Elle est apparue en 1830 avec la monarchie de Louis Philippe et s'est manifestée au sein de tous les régimes politiques français, jusqu'à la Ve République post-gaullienne. Dans ce tableau, pas de fascisme. En France, le fascisme n'aurait jamais été qu'un produit d'importation, sans racines et sans avenir, la mouvance de quelques enragés apparus sous l'occupation allemande, pendant une période éphémère, mais restés marginaux et isolés. Selon Rémond, le régime de Pétain est bien davantage un mélange singulier de ces trois droites qu'une variante

*Enzo Traverso a enseigné les sciences politiques, il est actuellement professeur de Romance Studies à Cornell, New York. Ses derniers ouvrages sont *L'Histoire comme champ de bataille. Interpréter les violences du xx^e siècle* (2012), *Où sont passés les intellectuels? Entretien avec Régis Meyran* (2013) et *La Fin de la modernité juive. Histoire d'un tournant conservateur* (2013).



du fascisme. Son ouvrage ignore pratiquement l'histoire de l'antisémitisme, pourtant l'un des piliers du nationalisme français depuis l'Affaire Dreyfus. Bref, c'est la thèse, alors consensuelle, d'une France « immunisée » contre le fascisme³.

Ce mythe, Sternhell a été le premier à le dénoncer, à le soumettre à une critique systématique et, finalement, à le renverser. Dès 1972, il publie un portrait de Maurice Barrès (tiré de sa thèse) dans lequel il présente l'écrivain nationaliste comme un idéologue proto-fasciste⁴. C'est Barrès qui, pendant l'affaire Dreyfus, abandonne le cosmopolitisme et le socialisme de sa jeunesse pour incarner un tournant nationaliste radical et subversif. Il va au-delà de la dénonciation de la « décadence » – l'obsession du « pessimisme culturel » fin-de-siècle – et s'oriente vers une synthèse nouvelle entre la tradition conservatrice – un certain romantisme, le rejet du progrès, l'autoritarisme, le respect des hiérarchies, un anticapitalisme aristocratique – et la modernité. Son culte du chef et de la jeunesse, son mythe du sang et du sol, sa haine des valeurs bourgeoises, son antisémitisme racial dessinent un irrationalisme de type nouveau qui tend à créer une sorte de modernité alternative. Il ne regarde pas vers le passé mais se projette vers

l'avenir. S'il rejette la démocratie c'est pour la dépasser vers un ordre autoritaire, non pas pour restaurer l'Ancien Régime. Son éloge de la virilité, de la force primitive, de la vitalité du peuple le rapproche davantage d'Ernst Jünger que de Joseph de Maistre ou Louis de Bonald. Il n'adhère pas à l'Action française, la principale mouvance antirépublicaine et antidreyfusarde, car son nationalisme populiste transcende la contre-révolution. Son antisémitisme va au-delà de l'antijudaïsme économique et religieux de Drumont, son racisme a déjà assimilé les codes du darwinisme social.

La France, matrice du fascisme

Quelques années plus tard, Sternhell systématise son interprétation dans *La Droite révolutionnaire* (1978), un ouvrage où la France de la fin du XIX^e siècle apparaît comme le véritable berceau du fascisme européen, résultat de la synthèse entre une droite qui abandonne son conservatisme aristocratique pour devenir populiste et une gauche qui cesse d'être marxiste et républicaine pour devenir nationaliste⁵. Le nationalisme constitue le magma dans lequel se mêlent ces différents courants, de l'antisémitisme de l'Action française et de Drumont à l'eugénisme

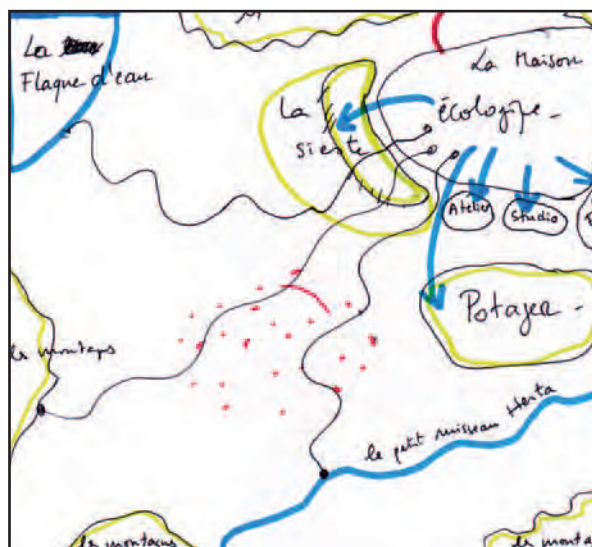
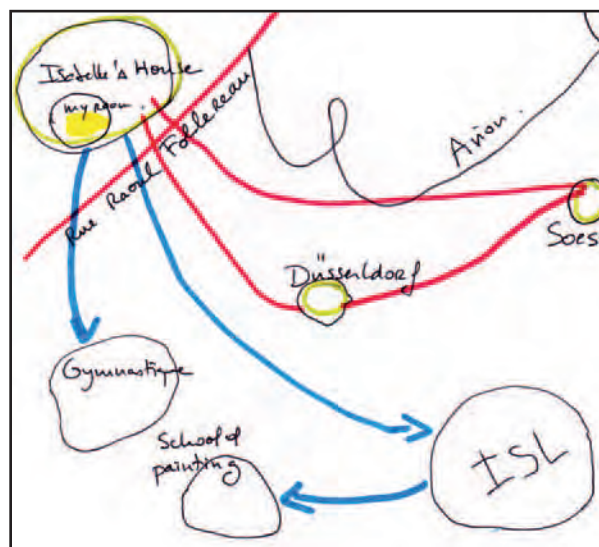
EXTRAIT / LE FASCISME, ÉTRANGER AU « GÉNIE DE LA FRANCE » ?

Le trait caractéristique essentiel [de l'historiographie française] dont les fondateurs furent Robert Aron, André Siegfried et René Rémond, est le refus absolu de considérer Vichy comme autre chose qu'un accident de parcours, simple produit de la défaite, sans véritables racines dans l'histoire et la culture nationales. Pour ces

hommes, toute conception idéologique qui ne se situe pas dans la « tradition républicaine » est par définition soit importée de l'étranger, soit marginale. Selon eux, la France n'a pas produit de version locale de fascisme parce que par définition elle ne pouvait pas la produire : dans un pays immunisé une fois pour toutes contre le virus totalitaire, Vichy,

régime conservateur, paternaliste et à la botte de l'ennemi, n'a jamais été qu'un accès de fièvre regrettable.

Zeev Sternhell, « Ce passé qui refuse de passer », *Le Monde*, 21 septembre 1994.



de Georges Vacher de Lapouge et Gustave Le Bon, du populisme du Cercle Proudhon à l'irrationalisme antirépublicain et antidémocratique de Georges Sorel. Le modèle est ainsi fixé. Au cours des années suivantes, Sternhell consacre plusieurs ouvrages à l'étude de la révision idéologique qui conduit plusieurs courants de gauche vers le socialisme national et enfin vers le fascisme : « *Le socialisme national, sans lequel il n'y a pas de fascisme, émerge dès la fin des années 1880, et la tradition se perpétue de manière continue jusqu'à la Seconde Guerre mondiale*⁶. » L'éclosion du fascisme, poursuit-il, « *s'accomplit ainsi avant la Grande Guerre et sans aucun rapport avec elle*⁷ ». C'est l'affaire Dreyfus avec son mélange de militarisme, d'anti-républicanisme, d'antilibéralisme et d'antisémitisme qui le rend possible. Ce processus aboutit à une « *imprégnation fasciste* » quasi générale du nationalisme français pendant les années 1930. Entre les émeutes de février 1934 et l'avènement du régime de Vichy, le fascisme ne se réduit pas, selon Sternhell, à quelques mouvements subversifs tels le Parti populaire français de Jacques Doriot, les « chemises vertes » d'Henri Dorgères ou le « néo-socialisme » de Marcel Déat, ni non plus à quelques écrivains enragés tels Louis-Ferdinand Céline, Robert Brasillach, Lucien Rebatet ou Pierre Drieu la Rochelle. Il inclut aussi le planisme d'Henri De Man et la sociologie politique de Roberto Michels pour qui les classes populaires, incapables de se diriger elles-mêmes, seraient toujours dominées par une élite, prouvant ainsi l'impossibilité de la démocratie. Mais le chaudron fasciste est encore plus vaste, car Sternhell ne manque pas d'y ajouter le socialisme populiste de Georges Valois, l'irrationalisme d'Édouard Berth et Georges Sorel et le spiritualisme de Thierry Maulnier et Emmanuel Mounier.

La Sternhell Controversy

Pendant deux décennies, l'historien de Jérusalem a été au centre d'un vaste débat international, une véritable *Sternhell Controversy* qui a été un moment majeur du renouveau des interprétations du fascisme⁸. Bien que rarement approuvées, tout au moins dans leur intégralité, ses thèses ont graduellement acquis droit de cité : personne n'avait reconstitué la généalogie intellectuelle du nationalisme français dans une vision d'ensemble aussi profonde et complète. Nombreux sont les historiens qui lui ont reproché une interprétation téléologique faisant découler le fascisme, de façon linéaire et quasi inéluctable, de la crise de la démocratie libérale et de la réaction contre les Lumières de la fin du XIX^e siècle. D'autres ont émis des doutes sur une interprétation qui, en renversant radicalement la thèse « immunitaire » traditionnelle, fait de la France le paradigme même du fascisme. Peut-on généraliser un tel modèle interprétatif ?

La vision du fascisme comme produit de la rencontre entre une gauche révisionniste et une droite révolutionnaire trouve certaines correspondances dans la genèse du fascisme italien, comme l'ont montré plusieurs disciples de Sternhell. La fusion qui s'opère à la fin de la Grande Guerre entre le socialisme national de Mussolini, le syndicalisme révolutionnaire de Sergio Panunzio, le nationalisme radical d'Enrico Corradini et Alfredo Rocco, l'irréductibilisme de Gabriele D'Annunzio, le spiritualisme de Giovanni Gentile et le futurisme de Filippo Tommaso Marinetti, semble en effet une répétition, avec quelques variantes et dans un contexte plus chaotique, du cocktail idéologique expérimenté en France lors de l'affaire Dreyfus⁹. Le rôle joué par Sorel dans les débats qui précèdent la naissance du fascisme italien éclaire un mécanisme analogue de

surgissement idéologique. Mais ce modèle ne trouve guère d'équivalent dans d'autres pays affectés par la fascisation de l'Europe pendant les années 1930. Certes pas en Espagne, où le fascisme prend finalement la forme du national-catholicisme franquiste en abandonnant le modernisme de la première Phalange, ni au Portugal, où il serait bien difficile

**Peut-on considérer comme
paradigmatique un fascisme qui
a toujours été minoritaire et n'est arrivé
au pouvoir que pendant une courte
période, entre 1940 et 1944 ?**

de trouver une matrice de gauche au salazarisme. Ni dans le clérico-fascisme autrichien, de souche social-chrétienne mais pas socialiste, ni non plus dans les nationalismes fascisants d'Europe centrale, particulièrement vivaces en Hongrie, en Roumanie et en Slovaquie, où ils seront la base des fascismes d'occupation pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais surtout, il ne trouve pas d'équivalent dans le nazisme, dont les origines résident dans l'idéologie *völkisch*, le racisme biologique et le modernisme réactionnaire, aux antipodes de toute forme de syndicalisme ou de révisionnisme marxiste¹⁰. Ce qu'on a appelé la « gauche nazie » — le courant de Gregor Strasser, enclin à accentuer la rhétorique « anticapitaliste » du discours nationaliste — ne venait pas de la gauche et fut éliminé dès 1934, lors de la « nuit des longs couteaux ». Le « national-bolchevisme », dont un des inspirateurs était Friedrich Jünger, le frère du plus célèbre Ernst, préconisait une rencontre entre pangermanistes et slavophiles, mais ne fut jamais pris au sérieux ni par les nazis ni par la gauche allemande.

Le modèle sternhellien s'avère ainsi problématique. Peut-on considérer comme paradigmatique un fascisme qui n'a pas été exporté et n'a jamais exercé aucune influence majeure sur la politique européenne ? Peut-on, surtout, considérer comme paradigmatique un fascisme qui, à la différence de ses homologues européens, a toujours été minoritaire et n'est arrivé au pouvoir que pendant une courte période, entre 1940 et 1944, dans les circonstances de l'occupation allemande ? Sternhell lui-même a parfois reconnu les limites de son approche : afin de défendre l'idée d'une origine française du fascisme, il s'est vu obligé d'en exclure le nazisme, au prétexte que son idéologie était entièrement axée sur le déterminisme biologique¹¹. Son modèle fait aussi abstraction de la différence, désormais canonique, entre les idéologies, les mouvements et les régimes¹². L'idéologie fasciste n'est pas toujours incarnée par des mouvements de

masse et ces derniers ne sont pas toujours parvenus à conquérir le pouvoir, ni à se transformer en régimes. Si le fascisme occupe une place si importante dans l'histoire du xx^e siècle, ce n'est pas du fait de la synthèse idéologique opérée par Maurice Barrès et Jules Soury dans la France des années 1890, mais à cause des bouleversements sociaux et politiques introduits à l'échelle du continent par l'arrivée au pouvoir de Mussolini, Hitler et Franco. Le refus par Sternhell de prendre en considération l'impact de la guerre sur la pensée européenne le prive ainsi d'un critère décisif pour comprendre l'essor du fascisme, sa diffusion et ses métamorphoses liés à sa pénétration au sein de contextes culturels et nationaux fort différents. Seul un adepte de l'histoire des idées la plus traditionnelle — les idées comme distillations chimiquement pures de la pensée, dotées d'une vie propre et imperméable aux cataclysmes du monde — pouvait s'atteler à la définition d'une idée purement « platonicienne » du fascisme.

La ténacité, l'ampleur et la profondeur de son enquête ont cependant donné des résultats fructueux. Sa démonstration de l'existence d'un fascisme français a remis en question des clichés anciens et favorisé une révision féconde. Petit à petit, le modèle des « trois droites » a été abandonné et le constat de l'existence d'un fascisme français est devenu consensuel. Dans un contexte intellectuel marqué d'abord par l'essor de la mémoire juive de la déportation puis par la montée du Front National, la « controverse Sternhell » est devenue un moment essentiel de ce que Henry Rousso a décrit comme le « syndrome de Vichy » : une mutation de la mémoire collective et une transformation de la conscience historique. Si aujourd'hui la « révolution nationale » du maréchal Pétain n'est plus vue comme un accident de parcours mais comme le débouché — cohérent bien que non inéluctable — d'une longue trajectoire du nationalisme français, cela est dû, dans une large mesure, à Sternhell (et à d'autres historiens qui, comme Robert Paxton, ont commencé à contester la thèse selon laquelle Vichy n'aurait été qu'une « parenthèse » historique). C'est donc l'histoire des idées la plus traditionnelle qui a renouvelé l'historiographie du fascisme en France. Son impact a été énorme du point de vue de l'usage public de l'histoire.

**La modernité, affrontement des Lumières
et des anti-Lumières**

Une fois apaisées les polémiques sur le fascisme, Sternhell a élargi l'horizon de sa recherche en étudiant l'histoire de la pensée conservatrice en Europe depuis la Révolution française jusqu'à la fin du xx^e siècle. La modernité — dont il saisit la matrice dans les Lumières — est un processus contradictoire marqué par une opposition irréductible, permanente,

entre le rationalisme et ses ennemis. Autrement dit, l'histoire de la modernité est indissociable de celle des anti-Lumières, sa *pars destruens*. Le concept d'anti-Lumières (*Gegenaufklärung*) remonte à Nietzsche et son usage est devenu courant en Allemagne dès la fin du XIX^e siècle, bien avant d'être systématisé par Isaiah Berlin dans ses études sur le *Counter-Enlightenment*¹³. Comme il l'avait déjà fait pour la notion de fascisme, Sternhell en propose une définition large, susceptible d'inclure de nombreuses variantes. À la différence de Berlin, pour qui le père spirituel des anti-Lumières serait l'apocalyptique et mystique Johann Georg Hamann, le « *Mage du Nord* », Sternhell attribue un rôle fondateur à Vico, l'auteur de *La Scienza nuova* (1725), pourfendeur du cartésianisme et partisan d'une vision cyclique de l'histoire. Les anti-Lumières deviennent une idéologie politique à la fin du XVIII^e siècle grâce à la prose enflammée d'Edmund Burke et de Joseph de Maistre, les deux grands ennemis de la Révolution française. Edmund Burke rejette les droits de l'Homme au nom des droits ancestraux de l'aristocratie britannique, dont il oppose le caractère historique et concret au concept abstrait d'humanité « universelle ». Joseph de Maistre, quant à lui, les repousse au nom d'un pouvoir sacré, intemporel et indiscutable, incarné par le roi et le bourreau. C'est Herder qui, à cette époque de transition, essaie de trouver une synthèse cohérente entre l'antirationalisme, le relativisme, le communautarisme nationaliste et l'historisme. Ce philosophe allemand récuse l'idée d'un monde gouverné par la raison et oppose la singularité des cultures à l'universalisme, ainsi qu'une conception mystique des langues et des communautés nationales aux droits des individus ; il oppose enfin l'historisme – au sens d'une conception providentielle de l'histoire – au constructivisme d'une société d'individus libres et maîtres de leur destin. Selon Sternhell, Herder constitue « *le premier maillon d'une chaîne qui conduit à la dislocation du monde européen* » (*AL*, p. 24).

Une seconde vague, au ton certes moins apocalyptique, mais tout aussi ferme dans ses principes antirationalistes et anti-universalistes, se déploie à partir du milieu du XIX^e siècle. Des savants comme Thomas Carlyle, Hyppolite Taine, Ernest Renan et les « pessimistes culturels » allemands (Paul de Lagarde, Julius Langbehn et Arthur Moeller van den Bruck) commencent alors à greffer le poison du darwinisme social, du racisme et de l'antisémitisme sur le tronc du conservatisme. La troisième vague apparaît vers la fin du siècle, annoncée par Nietzsche puis approfondie d'abord en France par les antidreyfusards puis en Allemagne par les « *révolutionnaires conservateurs*¹⁴ ». Grand ennemi de la modernité, Nietzsche demeure un « *aristocrate de la pensée qui ne descend pas dans la rue* » (*AL*, p. 457). Ses successeurs, en revanche, retrouvent les accents militants des origines. Avec leur diagnostic du déclin de l'Occident, ils suggèrent une autre voie possible à la révolte nationaliste. Leur rejet du cosmopolitisme se nourrit de l'exaltation des racines, du mythe du sang et du sol. Si la proximité avec le fascisme de cette troisième vague est évidente, Sternhell y inclut aussi des conservateurs plus modérés comme Benedetto Croce et Friedrich Meinecke, qui feront preuve d'un antifascisme passif et timoré pendant les années 1930 et 1940.

Dans l'après-guerre, les anti-Lumières connaissent une dernière métamorphose, en s'abritant derrière le bouclier de l'anticommunisme. Leur principal représentant, selon Sternhell, est alors Isaiah Berlin, l'une des vedettes de l'émigration blanche au Royaume-Uni, un libéral conservateur qui ne cachait pas son admiration pour Vico et Herder et détestait profondément les Lumières françaises, et en particulier Rousseau, qui selon lui avait ouvert la voie aux totalitarismes du XX^e siècle. La distinction célèbre établie par Berlin (dans le sillage de Benjamin Constant) entre, d'une part, les libertés « négatives » des modernes visant à protéger la propriété et les prérogatives individuelles et, de l'autre,

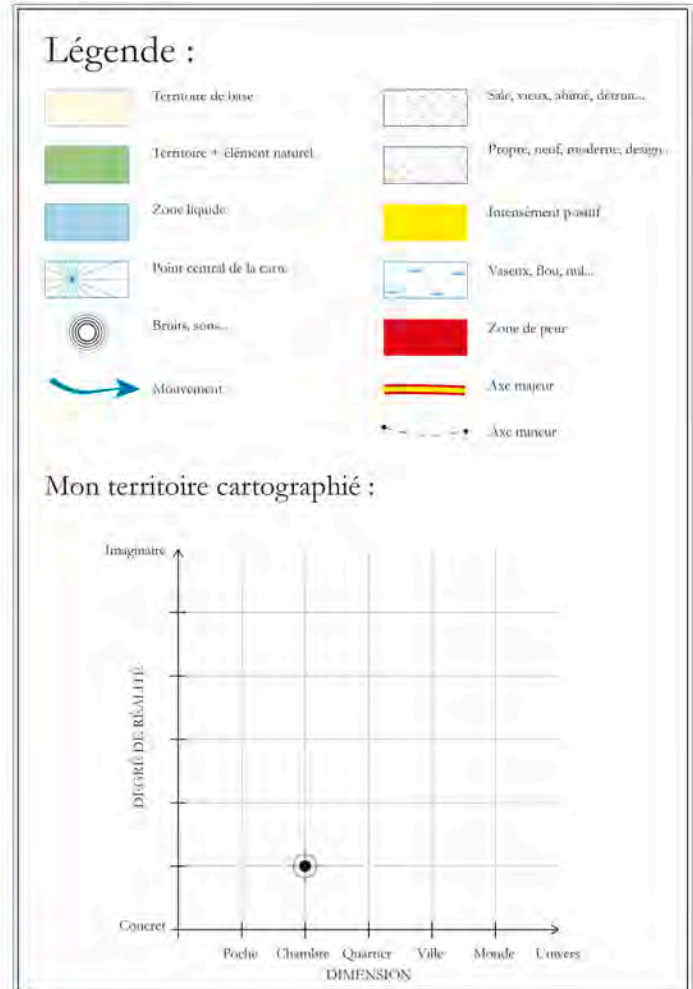
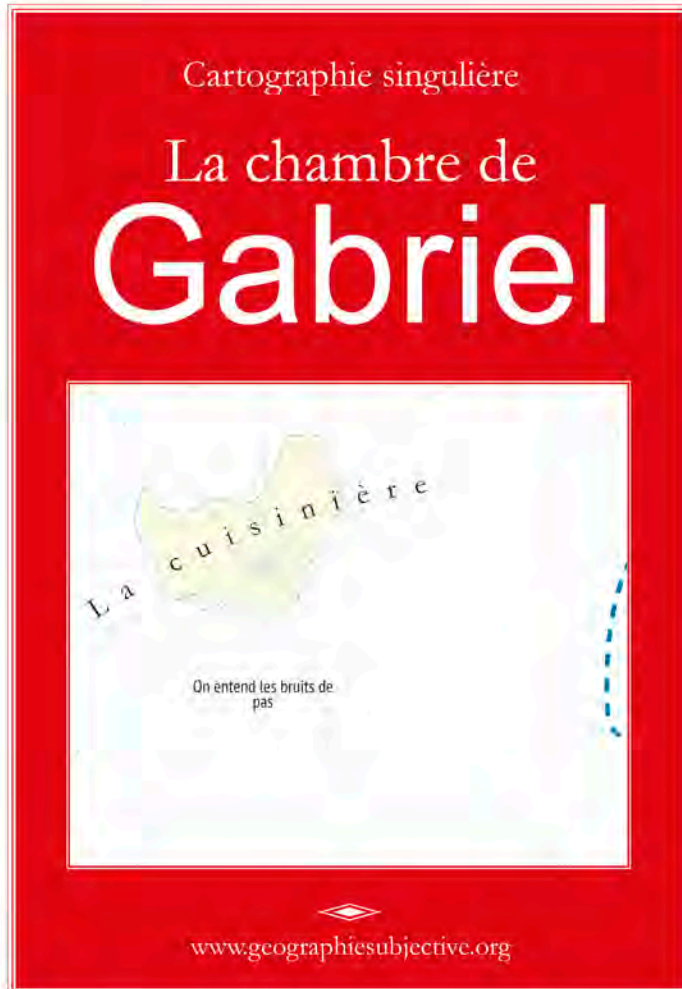
EXTRAIT / LES ORIGINES FRANÇAISES DU FASCISME

Dans cette suite de travaux [*Maurice Barrès et le nationalisme français* (1972), *La Droite révolutionnaire. Les origines françaises du fascisme* (1978), *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France* (1983) et *Naissance de l'idéologie fasciste* (1989)], le fascisme est perçu comme un véritable phénomène de civilisation, le noyau de la révolte anti-Lumières qui gronde dès avant la Révolution française, mais qui, en devenant dans les dernières années du XIX^e siècle un phénomène de masse, se radicalise à

l'extrême. La crise de la modernité idéologique prend alors des proportions démesurées et le lendemain de la Première Guerre mondiale nourrit la catastrophe européenne de l'entre-deux-guerres. Il apparaît ainsi que la structure intellectuelle du fascisme est formée bien avant août 1914. Si l'on veut réellement comprendre l'histoire de notre temps, on doit nécessairement revenir à ces années charnières du tournant du siècle. [...] Non seulement le refus des Lumières n'est pas moins profond en France

qu'en Allemagne ou dans ce grand centre culturel qu'est la Vienne de cette époque, mais c'est en France que se trouve le véritable laboratoire idéologique du fascisme en tant que phénomène européen.

Zeev Sternhell, « La droite révolutionnaire entre les anti-Lumières et le fascisme », préface à la réédition de *La Droite révolutionnaire* (1978), Folio-Gallimard, Paris, 1997, p. ix-x.

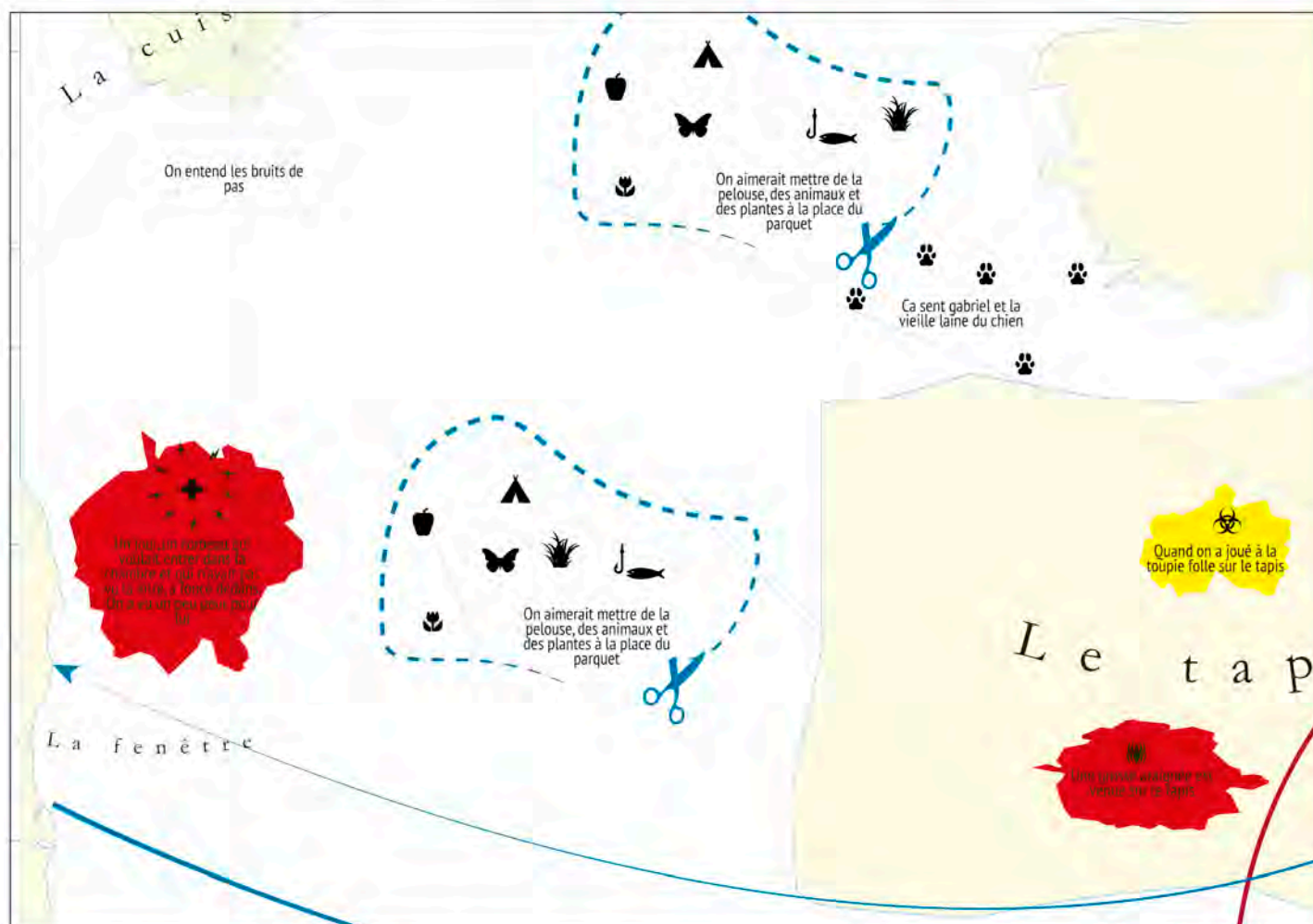


les libertés « positives » des anciens, orientées vers l'action publique et la défense du bien commun, ne fait que reformuler l'un des postulats des anti-Lumières: le rejet du principe d'égalité au nom d'un relativisme anti-universaliste (*AL*, p. 523). À côté de Berlin, Sternhell place les porte-paroles du néo-conservatisme américain, notamment Irving Kristol et Gertrude Himmelfard, auteure d'un violent pamphlet contre les Lumières françaises¹⁵, ainsi que les deux historiens anticommunistes Ernst Nolte et François Furet¹⁶.

Un certain schématisme

Cette mise en perspective historique du conservatisme est un tour de force admirable qui séduit par son souffle mais laisse nombre de questions sans réponse. Les anti-Lumières sont un phénomène réactif, comme leur nom l'indique; elles supposent les Lumières qui, cependant, ne sont jamais clairement définies par Sternhell. Dans son livre, elles sont à la fois omniprésentes et insaisissables. Nous sommes informés de leur matrice « franco-kantienne » (*AL*, p. 27), ainsi que de l'existence de branches anglaises et écossaises, de John Locke à Adam Ferguson et

David Hume, et c'est tout. On a l'impression, en lisant, qu'elles s'arrêtent en 1784 avec un célèbre essai de Kant (« Qu'est-ce que les Lumières ? »). Il ne resterait ensuite qu'à les défendre. Certains passages semblent indiquer qu'il s'agit d'un courant de pensée essentiellement libéral, allant en droite ligne de Locke et Montesquieu à Raymond Aron et Leo Strauss (oui, Leo Strauss, le défenseur de la philosophie classique contre la décadence moderne amorcée par la Renaissance et poursuivie par les Lumières, aujourd'hui considéré comme l'un des inspirateurs du néo-conservatisme américain) (*AL*, p. 19). Comme le fascisme n'avait pas attendu la Grande Guerre pour apparaître sur la scène de l'histoire, ainsi les anti-Lumières n'ont pas eu besoin de la Révolution française pour assumer un profil intellectuel et politique cohérent, en dépit de ce que suggèrent de nombreux historiens, à l'instar de Roger Chartier dans *Les Origines de la Révolution française*. Interprétés dans cette perspective téléologique, les totalitarismes contemporains seraient déjà contenus, *in nuce*, dans les anti-Lumières des origines, notamment chez Herder, « le premier à battre en brèche la confiance en elle-même de la civilisation occidentale, phénomène



qui devait avoir, au *xx*^e siècle, des résultats désastreux» (*Les Origines...*, p. 414).

Selon Sternhell, les Lumières et les anti-Lumières s'opposent comme des blocs de béton, et il n'y a rien de commun entre ces deux courants qui façonnent une histoire de la pensée politique en noir et blanc. Un tel schématisme laisse sceptique. D'une part, cette vision semble ignorer délibérément tout ce qui, dans l'histoire des Lumières, ne rentre pas dans la généalogie de la démocratie libérale. Elle n'accorde aucune attention à ce que l'historien Jonathan Israel a défini comme les « *Lumières radicales* », surgies en Hollande, avec Spinoza, un demi-siècle avant le *Traité du gouvernement civil* de Locke (1690). Leur projet ne consistait pas à naturaliser la propriété et l'État, ni à justifier une alliance entre la foi et la raison dans le cadre des monarchies existantes. Pour les tenants du spinozisme, les Lumières prenaient une coloration tendanciellement athée, républicaine et collectiviste, avec une remise en question de la grande propriété foncière au nom de la souveraineté du bien commun, dans laquelle s'inscrivait leur reconnaissance de la liberté individuelle. Outre le républicanisme, la reconstitution de Sternhell ignore

aussi le marxisme, qui constitue la principale tentative de renouveler les Lumières à partir du milieu du *xix*^e siècle. Et pourtant, son ouvrage fait irrésistiblement penser à *La Destruction de la raison* (1954), la somme dans laquelle Georg Lukács a formulé en termes marxistes une téléologie analogue (et tout aussi unilatérale) de l'irrationalisme occidental. Dans quelques passages de son livre, Sternhell définit l'anticommunisme comme l'une des formes privilégiées des anti-Lumières à l'époque de la Guerre froide, mais il ne développe pas cette hypothèse fort intéressante.

D'autre part, Sternhell fait preuve d'un aveuglement quasi total sur les contradictions qui traversent l'histoire des Lumières elles-mêmes. Dans sa vision apologétique, la « *dialectique de la raison* » prétendument mise en évidence par Adorno et Horkheimer est un mythe ou une nouvelle forme de relativisme dangereux. La transformation du rationalisme occidental en dispositif de domination coupé de toute visée émancipatrice – un questionnement qui traverse l'œuvre d'une large partie de la pensée contemporaine, de Max Weber à l'École de Francfort, de Günther Anders à Zygmunt Bauman – ne semble

guère l'effleurier. Nous pouvons bien considérer le fascisme comme « une forme exacerbée de la tradition anti-Lumières » et le nazisme comme « une attaque totale contre le genre humain » (AL, p. 578), mais nous ne pouvons pas oublier le lien qui unit la tradition des Lumières au stalinisme, qui s'en réclamait explicitement, ou le rapport du colonialisme et de la bombe atomique avec la démocratie libérale, ou encore les conséquences écologiques d'une « maîtrise » de la nature par la raison devenue rationalité technologique. Nous n'avons plus le droit, au XXI^e siècle, de lire Condorcet avec l'innocence de ses contemporains. Sternhell évite de poser la question, ou l'évacue en affirmant simplement que de telles dérives seraient étrangères aussi bien à « l'esprit des Lumières franco-kantiennes qu'à celui des Lumières anglaises et écossaises » (AL, p. 40). On appelle cela une esquive.

Le sionisme, une exception au sein des nationalismes ?

Il était inévitable que l'historien des nationalismes en Europe finisse, tôt ou tard, par se confronter au sionisme. À la différence de ses parents, Sternhell a survécu à la Seconde Guerre mondiale et à la Shoah — il a passé les années de guerre dans sa Pologne natale, caché par une famille catholique — et s'est installé en Israël à l'âge de seize ans, en 1951, après un séjour de six ans en France, comme il l'évoque dans un entretien donné au *Haaretz*¹⁷. Engagé dans la gauche sioniste et favorable au démantèlement des colonies juives dans les territoires palestiniens, il est un acteur de la vie politique israélienne : l'histoire du sionisme l'interpelle comme citoyen avant de l'intéresser comme chercheur. Il ne le cache d'ailleurs pas : « Pour moi, Israël n'est pas une question politique. C'est quelque chose de beaucoup plus profond, élémentaire. C'est un retour à l'humanité. [...]

Je ne suis pas seulement sioniste. Je suis super sioniste. » Dans ce domaine, l'intellectuel engagé inter-fère souvent avec l'historien, en dépit de ses efforts de distanciation critique. Appliquant à l'histoire du sionisme les mêmes critères analytiques déjà adoptés pour interpréter les nationalismes européens, il constate lucidement dans *Aux origines d'Israël* sa matrice « herderienne » et « tribale ». Un mouvement né en Europe centrale à la fin du XIX^e siècle comme réponse à la crise du libéralisme et au blocage du processus d'émancipation ne pouvait pas échapper aux contraintes culturelles de son temps. Le socialisme des pères fondateurs (Berl Katznelson, Aron David Gordon et David Ben Gourion) était une couche extérieure, superficielle, sous-tendue par un nationalisme vigoureux et combatif. Certains idéologues sionistes comme Haïm Arlosoroff et Nachman Syrkin s'inspiraient ouvertement du nationalisme allemand d'Oswald Spengler et de Moeller van den Bruck, tandis que Martin Buber se livrait, en 1911, à une idéalisation mystique du « sang » juif. Cela suffirait largement, sur la base de l'herméneutique mise en œuvre dans les ouvrages antérieurs de Sternhell, à placer ces intellectuels aux côtés de Barrès, Maurras et Spengler dans le champ des anti-Lumières, sinon du fascisme. Sauf que, dans ce cas, notre historien redécouvre les vertus de la contextualisation, en saisissant une différence fondamentale entre ces deux courants : le nationalisme allemand prônait une politique de conquête impériale, alors que le sionisme recherchait une solution politique aux problèmes d'un peuple menacé. Autrement dit, le sionisme est bien né comme une variante du nationalisme tribal, mais il s'agissait du nationalisme tribal d'un peuple opprimé. Dans un essai plus récent, Sternhell présente Theodor Herzl comme un « juif libéral assimilé » dont le nationalisme cachait en réalité « une intuition de génie » : il avait compris « le danger qui

« LA CRÉATION DE L'ÉTAT D'ISRAËL A ÉTÉ POUR MOI COMME LA CRÉATION DU MONDE. »

Sioniste libéral de gauche, Sternhell s'oppose à l'occupation des territoires palestiniens et défend l'idée de deux États, l'un juif, l'autre palestinien, vivant côte à côte. Dans un entretien avec Ari Shavit pour le quotidien israélien *Haaretz*, il explique les racines de son sionisme en décrivant ainsi sa réaction à la naissance d'Israël, lorsqu'il se trouvait en France, où il avait été amené par la Croix-Rouge deux ans plus tôt, après avoir survécu à la guerre et aux persécutions nazies en Pologne :

« Puis est arrivée la déclaration d'indépendance de l'État d'Israël, en mai 1948. Votre génération ne peut pas comprendre

l'enthousiasme qui nous a saisis. Cela ne faisait que quatre ans que l'Armée Rouge nous avait libérés, six ans depuis que les Nazis avaient liquidé le ghetto. Et la transition de cette horreur et de cette impuissance vers un État juif qui gagne une guerre... J'avais alors treize ans, et j'avais très peur que les Arabes massacrent les Juifs. Il semblait n'y avoir que 60 000 Juifs entourés de millions d'Arabes. Et puis, le fait que l'armée des Juifs ait combattu, gagné, et que l'État soit né, pour moi, c'était quelque chose au-delà de l'imaginable. Le fait même que ces Juifs, qui venaient du ghetto, qui avaient été pourchassés dans les rues, tués,

massacrés, se soient levés et aient créé un État pour eux, je voyais vraiment cela comme un miracle, un événement historique d'une dimension quasi métaphysique. Soudain, il y avait des Juifs ministres, officiers. Et un passeport, des uniformes, un drapeau. Maintenant, les Juifs avaient ce qu'avaient les goyim (non juifs). Ils ne dépendaient plus des goyim. Ils pouvaient s'occuper de leurs affaires. La création de l'État d'Israël a été pour moi comme la création du monde, cela m'a mis dans une sorte d'extase. » (Haaretz, 7 mars 2008).

menaçait les juifs d'Europe dès que l'ordre libéral commencerait à vaciller» car, à ses yeux, «l'antisémitisme n'était qu'un aspect de la grande bataille contre les Lumières» qui allait dominer le xx^e siècle¹⁸. Aux antipodes de Herder, Herzl devient ici une sorte de combattant des Lumières en lutte contre l'antisémitisme. Voici donc Sternhell soudainement réconcilié avec le providentialisme sioniste sur la base d'une argumentation rationaliste «franco-kantienne» qui, en principe, s'accorde mal avec une idéologie nationaliste dont la source ultime de légitimation réside dans la Bible (comme il le reconnaît lui-même sans difficulté¹⁹).

Au-delà de sa téléologie rétrospective hautement discutable (lorsque Herzl publie *L'État des juifs*, en 1897, personne n'est en mesure de prévoir l'Holocauste), cette reconstitution historique ne manque pas de soulever de nouvelles questions. Si le projet du sionisme travailliste consiste à bâtir une société nationale juive *sans Arabes*, ses sources ne résident peut-être pas dans le racisme hiérarchique des anti-Lumières, mais certes pas non plus dans une conception républicaine de la nation comme communauté politique ouverte, non délimitée par des frontières ethniques ou religieuses. Or, il ne fait pas de doute qu'Israël, en tant qu'«État juif», est bien plus «herderien» que «franco-kantien». Sternhell reconnaît que la guerre de 1967 a «créé une situation de type colonial»²⁰, mais il refuse d'admettre que les contradictions qui traversent aujourd'hui la société israélienne étaient déjà inscrites dans l'État qui a vu le jour en 1948. Il faut maintenant espérer que ce grand historien du nationalisme, du fascisme et des anti-Lumières accepte enfin de retourner ses armes critiques contre la tradition des Lumières elle-même. Non pas pour la rejeter, loin de là, mais pour en saisir les contradictions, les ambiguïtés et aussi les usages, qui n'ont parfois rien à envier aux pratiques de la réaction. C'est là la seule manière fructueuse de les défendre et de les sauver. ■

NOTES

1. Zeev Sternhell, *Les Anti-Lumières. Du xviii^e siècle à la Guerre froide*, Paris, Fayard, 2006, p. 34.
2. René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982 (éd. or. 1954).
3. Cf. Michel Dobry (dir.), *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003.
4. Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985 (éd. or. 1972).
5. Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, Paris, Gallimard, 1997 (éd. or. 1978).
6. Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983, p. 34. Une nouvelle édition, considérablement augmentée, de l'ouvrage est à paraître chez Gallimard en janvier 2013.
7. *Ibid.*, p. 35.
8. Cf. Robert Wohl, «French Fascism. Both Right and Left: Reflections on the Sternhell Controversy», *Journal of Modern History*, 1991, n° 63; António Costa Pinto, «Fascist Ideology Revisited: Zeev Sternhell and his Critics», *European History Quarterly*, 1986, XVI; Robert Soucy, *The French Fascism. The Second Wave 1933-1939*, Yale University Press, New Haven, 1995.
9. Zeev Sternhell, Mario Sznajder, Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard, 1989. Pour une critique argumentée de cette thèse, cf. Francesco Germinario, «Fascisme et idéologie fasciste. Problèmes historiographiques et méthodologiques dans le modèle de Sternhell», *Revue française des idées politiques*, 1995, n° 1, p. 39-78.
10. Philippe Burrin, «Le fascisme», in Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France, I. Politique*, Paris, Gallimard, 1990, p. 613-617.
11. Zeev Sternhell, «Le concept de fascisme», *Naissance de l'idéologie fasciste, op. cit.*, p. 20.
12. Cf. Renzo De Felice, *Le interpretazioni del fascismo*, Bari-Roma, Laterza, 1986; Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme? Histoire et interprétation*, Paris, Folio-Gallimard, 2004, ch. I.
13. Isaiah Berlin, *À contre-courant*, Paris, Albin Michel, 1988, p. 59-86.
14. Les études de Sternhell sont, de ce point de vue, l'équivalent français des travaux de Fritz Stern, *Politique et désespoir. Les ressentiments contre la modernité dans l'Allemagne pré-hitlérienne*, Paris, Armand Colin, 1990, et de Jeffrey Herf, *Reactionary Modernism: Technology, Culture, and Politics in Weimar and the Third Reich*, New York, Cambridge University Press, 1984.
15. Gertrude Himmelfard, *The Roads to Modernity: the British, French, and American Enlightenments*, New York, Vintage, 2005.
16. Voir Zeev Sternhell, «Le fascisme: ce "mal du siècle"», in Michel Dobry (dir.), *Le Mythe...*, *op. cit.*, p. 401-403.
17. Cf. Entretien avec Ari Shavit, *Haaretz*, 7 mars 2008.
18. Zeev Sternhell, «In Defence of Liberal Zionism», *New Left Review*, 2010, n° 62, p. 107.
19. Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël*, Paris, Fayard, 1996, p. 111.
20. Zeev Sternhell, «In Defence of Liberal Zionism», *op. cit.*, p. 114.

L'EMPIRE DE « LA SEXUALITÉ » OU PEUT-ON NE PAS ÊTRE HOMOSEXUEL (OU HÉTÉROSEXUEL)?

ENTRETIEN AVEC JOSEPH MASSAD*

PROPOS RECUEILLIS PAR FÉLIX BOGGIO ÉWANJÉ-ÉPÉE ET STELLA MAGLIANI-BELKACEM**

À PROPOS DE

Joseph Massad, *Desiring Arabs*,
Chicago, University of Chicago
Press, 2007, 472 p., 22,50 \$.

De prime abord, rien de commun entre les politiques réactionnaires et criminelles des organisations qui promeuvent l'abstinence avant le mariage pour lutter contre le sida, et les revendications d'égalité des droits pour les homosexuels au Moyen-Orient. Mais, nous dit Joseph Massad, cette première appréhension masque le fait que les deux camps, aussi opposés soient-ils, ont en commun d'universaliser une certaine conception de la sexualité et de naturaliser le dualisme homo/hétéro. En participant ainsi à l'exportation impérialiste d'un cadre de pensée, ils invisibilisent et détruisent les formes de vie singulières des pays dont l'histoire n'a été celle ni de l'Europe ni des États-Unis.

La dualité homo/hétéro, une exportation coloniale

Dans vos travaux et vos interventions, vous soulignez que l'imposition des catégories homo/hétéro dans le monde non occidental est inséparable de la politique des impérialismes et de la domination du mode de production capitaliste. Pouvez-vous décrire ce processus ?

La difficulté à parler d'un terme *particulier* comme «sexualité» tient aux efforts actuellement déployés en Europe et aux États-Unis pour l'*universaliser*. Dans ce contexte spécifiquement euro-américain, le besoin ou, plutôt, la nécessité de la considérer comme une catégorie toujours déjà *universelle* s'est imposée et a augmenté de façon sensible depuis les années 1970. Le but de mon travail n'est pas de rappeler que la «sexualité» fait l'objet d'expériences différentes dans des contextes historiques et géographiques différents, et que des interprétations «culturelles» variées l'informent ; non, ce sur quoi il s'agit pour moi d'insister, c'est que la «sexualité», en tant que catégorie épistémologique et ontologique, est le produit d'histoires et de formations sociales euro-américaines spécifiques, que c'est une catégorie «culturelle» euro-américaine qui n'est pas universelle ni *nécessairement universalisable*. En effet,

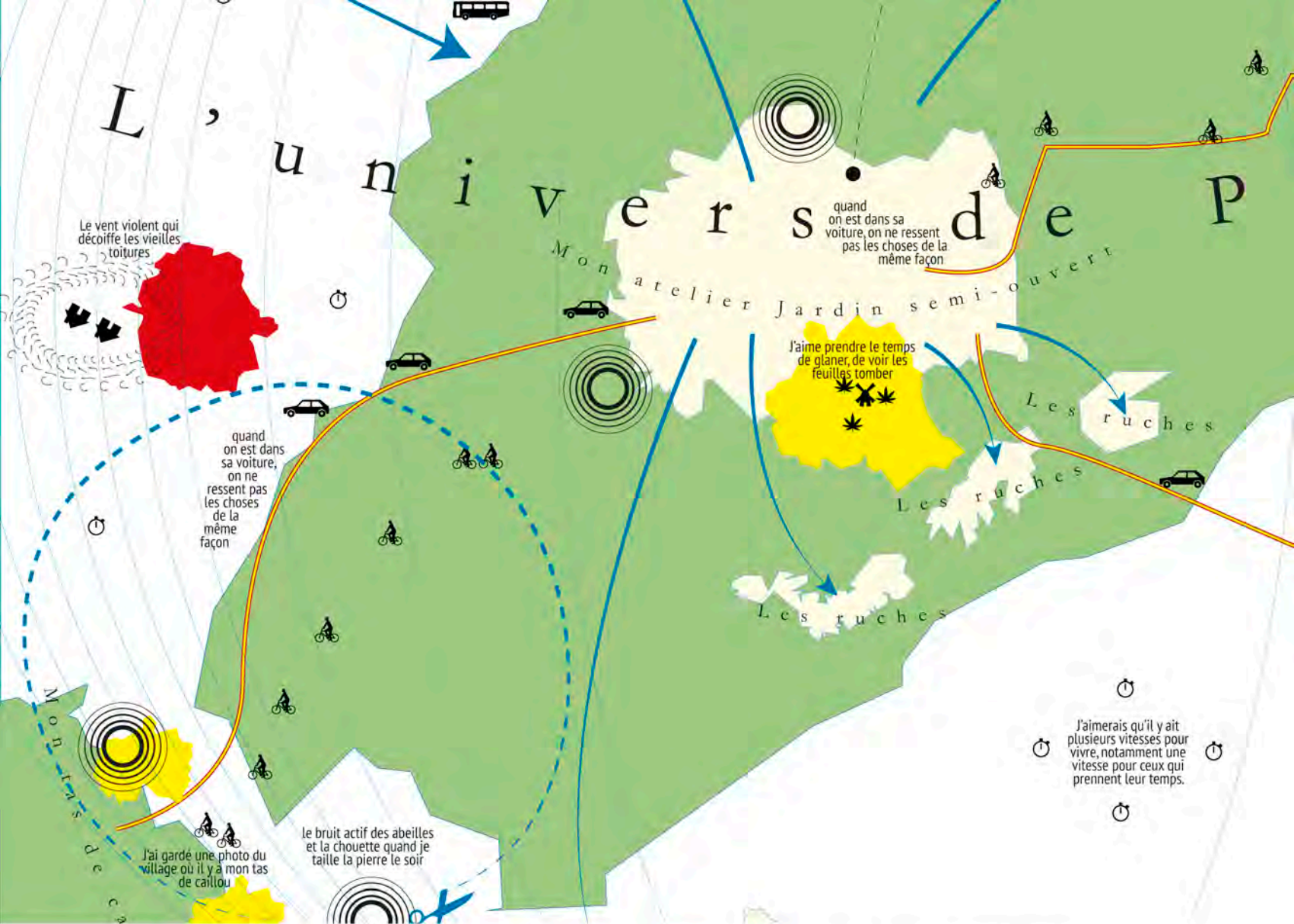
même si la catégorie de sexualité a voyagé avec le colonialisme européen et a été introduite dans les États non européens, le processus de son adoption dans ces contextes n'a été ni identique ni même nécessairement symétrique à son déploiement en Euro-Amérique

John D'Emilio a avancé il y a déjà de nombreuses années l'idée selon laquelle «*les gays et les lesbiennes n'ont pas toujours existé. Ils sont le produit de l'histoire et sont apparus à une époque historique spécifique [...] en liaison avec les rapports capitalistes.*» Il nous faut ici préciser que cela est également vrai des hommes et des femmes *straight* et hétérosexuels ; eux aussi sont le produit d'une époque historique spécifique, et leur production et émergence historiques sont également spécifiques aux régions du monde – et en leur sein aux classes – où un type spécifique d'accumulation de capital est intervenu et où certains types de rapports de production capitalistes se sont imposés.

Dans *Islam and Liberalism*, mon prochain livre, je soutiens que les formes d'intimité propres au capitalisme, en tant que mode de production universalisant, et ses modes de structuration des rapports capitalistes n'ont pas été institutionnalisés de la même façon de part et d'autre des frontières juridiques et économiques nationales, ainsi que dans le quotidien et les pratiques intimes de différents peuples,

*Joseph Massad enseigne à l'université de Columbia, à New York, il est notamment l'auteur de *Colonial Effects: The Making of National Identity in Jordan* et de *The Persistence of the Palestinian Question* (2006).

**Félix Boggio Éwanjé-Épée et Stella Magliani-Belkacem ont coordonné *Race et capitalisme* (2012) et coécrit *Les Féministes blanches et l'Empire* (2012).



et qu'elles n'ont pas produit en tous lieux les mêmes effets qu'aux États-Unis et en Europe occidentale. Cela ne veut du reste pas dire que la dualité hétéro/homo est parvenue à normaliser intégralement les sociétés euro-américaines, mais plutôt que cette opposition s'est imposée comme la forme hégémonique d'organisation des identités et qu'elle continue à normaliser les populations qui, en Occident même, lui résistent (en affirmant qu'elles souffrent d'homophobie refoulée, de fausse conscience et d'autres maux semblables). La façon dont l'opposition binaire homo/hétéro et les identités socio-sexuelles qui s'y rattachent se montrent incapables de s'instituer de façon identique en tous lieux n'est pas différente de la façon dont bien d'autres catégories et produits qui voyagent avec le capital des métropoles impériales vers les régions inégalement développées de la périphérie ne sont pas utilisés et consommés de la même façon qu'en métropole.

L'ordre sexuel du contexte postcolonial dans lequel les identités sexuelles occidentales contemporaines sont introduites est déjà l'effet d'une épistémologie coloniale qui a fait l'objet d'une traduction et d'une itération à une époque antérieure. Comme

je le raconte dans *Desiring Arabs*, la dénonciation des pratiques et des désirs sexuels des non-Européens par les Européens a commencé dès les premiers temps de la colonisation, suscitant en réaction un discours d'assimilation aux normes européennes (et parfois de différenciation d'avec elles). Par conséquent, l'exportation impérialiste plus récente de la binarité homo/hétéro et plus spécifiquement des identités gay et lesbienne intervient dans un contexte qui a déjà subi un processus de traduction. Celui-ci a produit une compréhension « périphérique » particulière des désirs naturels et normatifs marqués par les taxinomies et les arguments médicaux et scientifiques occidentaux, mais n'est pas parvenu de façon générale à instituer une réplique du régime occidental de la sexualité.

Attention, je ne prétends pas que les identités sexuelles échouent toujours à s'instituer, que ce soit en Occident ou ailleurs, et que cet échec est complet. Ce que je dis, c'est qu'elles parviennent à s'instituer ou échouent à le faire de façon différente selon les pays et les classes en fonction de l'effet sur différentes classes des structures capitalistes et de leur production de certains styles de vie et formes ou modes de

vie intime, ces classes étant elles-mêmes le produit du développement inégal capitaliste. Si le capital impérialiste produit souvent de nouvelles identités, et notamment des identités sexuelles liées à la dissémination au niveau mondial de la forme de la famille nucléaire bourgeoise et hétérosexuelle, les nouvelles identités sexuelles qu'il crée dans la périphérie se définissent rarement selon la dualité homo/hétéro. Le fait que les mouvements internationalistes gay s'efforcent d'assimiler ces identités en les forçant à entrer dans le cadre de la dualité homo/hétéro est en soi un symptôme culturellement impérialiste de la pénétration du capital impérialiste dans ces pays, et non pas le résultat ou l'effet d'une telle pénétration, dans la mesure où, dans la plupart des cas, le capital impérialiste s'est montré incapable d'imposer les normes de l'identité sexuelle européenne à la majorité de la population. Ici, nous devons garder à l'esprit que, comme Edward Saïd nous le rappelait : « *l'impérialisme est une exportation d'identité* ». » Son mode d'action consiste à produire ce qui n'est pas l'Europe comme différent ou parfois comme presque identique (ou potentiellement identique) à l'Europe.

Cherchant à montrer l'effet du capitalisme sur l'émergence des identités gay et lesbienne en Occident, D'Emilio a suggéré que ces identités sexuelles étaient le produit de la conjonction d'un certain état des relations de travail, qui exigeaient de nouveaux modes d'habitation et de migration, de la dissolution ou du moins de l'affaiblissement des liens familiaux, du développement d'une société de consommation et de l'émergence de réseaux de sociabilité produisant, modelant et permettant la formulation de désirs sexuels nouveaux. Mais si les croisés

de l'identité sexuelle ont tant insisté sur la présence de telles identités dans divers pays de la périphérie, y voyant une preuve du parallélisme entre leur histoire et celles de l'Europe et des États-Unis, ils flattaient avant tout par là les identifications subjectives d'une petite élite dans ces pays, et négligeaient entièrement l'absence des structures économiques et sociales qui avaient conduit à l'émergence de ces identités en Occident.

Du rôle des ONG dans l'universalisation de valeurs impérialistes

Votre travail a mis en cause les politiques d'internationalisme gay menées par des ONG occidentales et leurs éventuels partenaires dans le monde arabe. Quelles sont les conséquences politiques de cette mise en cause, en particulier dans la lutte contre l'hétérosexualisation du monde ?

Depuis les années 1980, et de façon encore bien plus intense depuis la chute de l'Union soviétique, l'impérialisme néolibéral américain s'est efforcé de supplanter tout militantisme indépendant issu de la société civile dans le monde par des organisations non-gouvernementales qu'il a lui-même créées ou récupérées, et dont il assure la formation et le financement. Ces organisations sont acquises à un programme américain internationalisé – lui-même sous-tendu par une épistémologie et une ontologie sexuelles occidentales – touchant aussi bien aux identités, aux droits individuels, aux principes de gouvernement, à l'économie, à l'administration, au droit, à la finance et aux investissements internationaux qu'à la religion, à la culture,

EXTRAIT / « LE SEXE », CLÉ DE CE QUE NOUS SOMMES ?

Entre chacun de nous et notre sexe, l'Occident a tendu une incessante demande de vérité : à nous de lui arracher la sienne, puisqu'elle lui échappe ; à lui de nous dire la nôtre, puisque c'est lui qui la détient dans l'ombre. Caché, le sexe ? Dérobé par de nouvelles pudeurs, maintenu sous le boisseau par les exigences mornes de la société bourgeoise ? Incandescent au contraire. Il a été placé, voici plusieurs centaines d'années, au centre d'une formidable *pétition de savoir*. Pétition double, car nous sommes astreints à savoir ce qu'il en est de lui, tandis qu'il est soupçonné, lui, de savoir ce qu'il en est de nous.

La question de ce que nous sommes, une certaine pente nous a conduits, en quelques siècles, à la poser au sexe. Et non pas tellement au sexe-nature (élément du système du vivant, objet pour une biologie),

mais au sexe-histoire, ou sexe-signification, au sexe-discours. Nous nous sommes placés nous-mêmes sous le signe du sexe, mais d'une *Logique du sexe*, plutôt que d'une *Physique*. Il ne faut pas s'y tromper : sous la grande série des oppositions binaires (corps-âme, chair-esprit, instinct-raison, pulsions-conscience) qui semblaient renvoyer le sexe à une pure mécanique sans raison, l'Occident est parvenu non pas seulement, non pas tellement à annexer le sexe à un champ de rationalité, ce qui n'aurait sans doute rien de bien remarquable, tant nous sommes habitués depuis les Grecs à de telles « conquêtes », mais à nous faire passer presque tout entier – nous, notre corps, notre âme, notre individualité, notre histoire – sous le signe d'une logique de la concupiscence et du désir. Dès qu'il s'agit de savoir qui nous sommes, c'est elle qui

nous sert désormais de clef universelle. Depuis plusieurs décennies, les généticiens ne conçoivent plus la vie comme une organisation dotée en outre de l'étrange capacité de se reproduire ; ils voient dans le mécanisme de reproduction cela même qui introduit à la dimension du biologique : matrice non seulement des vivants, mais de la vie. Or, voici des siècles, d'une façon sans doute bien peu « scientifique » les innombrables théoriciens et praticiens de la chair avaient déjà fait de l'homme l'enfant d'un sexe impérieux et intelligible. Le sexe, raison de tout.

Michel Foucault, *Histoire de la sexualité I, La volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976, p. 102-103.

aux arts ou encore à la littérature. L'objectif était de réduire à néant toutes les tentatives d'organisation collective qui avaient pu se développer dans ces pays pour lutter contre des dictatures pro-occidentales, ou l'économie néolibérale, ou encore le contrôle impérialiste américain ou européen, pour n'évoquer que les principaux points de confrontation. Le rôle de ces ONG a été déterminant pour exporter le système de valeurs spécifique et restreint des libéraux américains protestants de la classe moyenne blanche et urbaine, et pour le faire apparaître comme universel. De même que ce système de valeurs a été imposé en Europe occidentale aussi bien au niveau des élites qu'à celui du peuple, il s'agissait désormais de l'imposer au reste du monde, première étape de l'imposition de la vision américaine du futur de l'humanité (une humanité forcément néolibérale). Ces ONG ont donc parachevé le travail de terrain déjà amorcé par le FMI et la Banque mondiale au cours des décennies précédentes, travail qui avait mené à la crise de la dette des années 1980.

Ce modèle avait bien sûr déjà été imposé à l'intérieur des États-Unis: il avait remplacé le type d'organisation caractéristique des années 1960, initié par des groupes qui par exemple refusaient la façon dont l'État et la société définissaient la citoyenneté selon une perspective racialisée et genrée ou qui résistaient à la normativité sexuelle, pour n'évoquer que quelques-unes de ces luttes. Une bonne partie de cette énergie a été récupérée dans les années 1970 pour être réinvestie dans des ONG financées par l'État ou par des fondations privées ayant acquis pendant la Guerre froide une longue expérience de la promotion des politiques impériales américaines (il faut ici mentionner le rôle majeur joué dans cette entreprise par la fondation Ford). Les territoires palestiniens occupés furent le plus vaste théâtre de la mise en œuvre de ce programme en dehors des États-Unis. La grande majorité des organisations de la société civile en Cisjordanie et dans la bande de Gaza furent ainsi décimées et remplacées par des ONG occidentales liées au processus de paix et soumises aux règles découlant de l'alliance américaine et européenne avec la colonie de peuplement

juive et ses intérêts. Dans le cas de Gaza et, dans une moindre mesure, de la Cisjordanie, ces efforts firent l'objet d'une contre-offensive politique, mais celle-ci prit une seule forme, à savoir la constitution d'ONG islamistes financées localement ou internationalement, mais pas par l'Occident.

La grande majorité des organisations de la société civile en Cisjordanie et dans la bande de Gaza furent ainsi décimées et remplacées par des ONG occidentales.

C'est dans ce contexte que l'internationalisation de l'identité gay – une entreprise plus publique et plus particulière que l'internationalisation de l'identité *straight* et de l'hétérosexualité, qui est un projet bien plus général, et qui porte sur une échelle de temps bien plus étendue – se voit défendue par des hommes gays blancs, néolibéraux et américains (ou européens). Au même moment, partout dans le monde, des femmes blanches américaines (ou européennes) impérialistes s'affairent pour sauver des femmes non-blanches d'hommes non-blancs. Ainsi les uns et les autres travaillent à apporter la liberté aux masses «homosexuelles» opprimées de par le monde, tandis qu'au même moment la moitié des États américains ont dans leur code civil des lois criminalisant l'homosexualité – des lois qu'il fut finalement nécessaire d'abolir toutes en 2003 par l'intervention de la Cour suprême américaine, afin de pouvoir mieux promouvoir ce programme d'universalisation des valeurs libérales américaines.

Dans ce cadre, seule une organisation gay internationaliste arabe a été créée au Liban, et quelques autres en Israël, ces dernières étant animées par des citoyens palestiniens d'Israël qui soutiennent que l'adoption de la dualité homo/hétéro pour se définir est essentielle à la lutte pour la libération de ceux qui sont opprimés en raison de leur sexualité, dans leur pays et au-delà. Ce faisant, ils contribuent à leur insu

EXTRAIT / DES CONDITIONS HISTORIQUES DU DÉVELOPPEMENT D'UNE « IDENTITÉ GAY »

À mesure que le travail salarié se répandait et que la production devenait socialisée, il devint possible d'affranchir la sexualité de l'« impératif » de reproduction. Idéologiquement, l'expression hétérosexuelle en est venue à constituer un moyen d'établir une intimité, de promouvoir le bonheur et d'éprouver du plaisir. En enlevant au foyer son indépendance

économique et en encourageant la séparation de la sexualité vis-à-vis de la procréation, le capitalisme a créé les conditions permettant à certains hommes et à certaines femmes d'organiser leur vie personnelle autour de leur attirance érotique/émotionnelle envers leur propre sexe. Il a rendu possible la formation de communautés urbaines de lesbiennes et

d'hommes gays ainsi que, plus récemment, d'une politique fondée sur l'identité sexuelle.

John D'Emilio, « Capitalism and Gay Identity », in *Powers of Desire: The Politics of Sexuality*, Ann Snitow, Christine Stansell et Sharan Thompson (dir.), New York, New Feminist Library Series, Monthly Review Press, 1983, p. 104.

(ou peut-être sciemment, à force) à la répression de ceux qui ne sont pas acquis au dualisme occidental hétéro/homo. Leur tentative de normaliser le monde arabe en le transformant en une imitation de l'Euro-Amérique découle de leur croyance naïve – mais néanmoins pernicieuse – que les Arabes sont *déjà* soumis à la dualité homo/hétéro, et qu'il s'agit simplement de libérer les homosexuels parmi eux. On a ici affaire à une croyance presque religieuse, comme le manifeste leur zèle missionnaire. En réalité, leur intervention participe à l'hétérosexualisation de la majorité des Arabes et à l'homonormalisation d'une minorité d'entre eux. Ce que ces organisations tentent d'imposer, c'est un régime de sexualité qui dépend d'une ontologie occidentale relativement récente, selon laquelle les désirs sexuels de chacun(e) expriment sa vérité profonde, la vérité de l'identité de chacun(e), de ce qu'il/elle est.

Ces organisations sont secondées dans cette entreprise par les groupes internationalistes gays arabes au sein de la diaspora américaine et européenne, qui sont partie intégrante de l'internationale gay impérialiste blanche. Si, à une époque antérieure, Gayatri Spivak a pu décrire une situation dans laquelle des hommes blancs désiraient sauver des femmes « basanées » d'hommes « basanés »², à l'ère de l'internationale gay et de la réappropriation par la droite du concept d'« agency », de puissance d'agir, la situation s'est considérablement compliquée. Aujourd'hui, s'il fallait la décrire, il faudrait dire que *des femmes basanées (gay ou straight) et des hommes gays basanés (qui soit résident dans la métropole euro-américaine, soit travaillent dans leur pays d'origine pour des ONG financées par des fonds euro-américains) et leur alliés blancs de tous genres et de toutes sexualités ont entrepris de sauver des femmes basanées (qu'elles soient « gay » ou « straight ») et des hommes « gay » basanés (dans le Tiers-Monde aussi bien qu'en Europe et aux États-Unis) d'hommes « straight » basanés.*

Dans le même temps, les efforts des internationalistes aussi bien gay que *straight* sont soutenus par l'internationalisation de l'homophobie et son exportation dans des régions du monde où ni les identités homosexuelles ni les identités homophobes n'existaient auparavant. Partout dans le monde, les organisations et les idéologies conservatrices et homophobes, qu'elles soient laïques ou religieuses, travaillent à exporter les « valeurs familiales » américaines. Il s'agit par là d'hétérosexualiser les non-Européens et de leur enseigner l'homophobie, deux processus toujours conjoints. Cet objectif est poursuivi non seulement à travers des projets d'ingénierie sociale, comme ceux mis en œuvre par les ONG financées par l'Occident, mais aussi par des interventions au niveau législatif. On a ainsi, d'un côté, des appels à criminaliser certains types de conduite sexuelle considérés comme faisant obstacle à l'imposition de la dualité américain hétéro/homo – ici désignée comme l'expression des « valeurs familiales » chrétiennes et américaines – et, de l'autre, au contraire, la revendication par les internationalistes gays que ces conduites soient « décriminalisées », pour permettre la réalisation de leur propre projet de dualisation hétéro/homo – désigné dans ce cas comme la « libération » des minorités sexuelles. Nous avons vu à quoi cela a conduit en Ouganda, où les internationalistes gays américains et les évangélistes américains s'affrontent sur ces questions, prétendument au nom des Ougandais, ou encore avec l'intervention de plus en plus importante de Pat Robertson, l'évangéliste américain de droite, islamophobe et homophobe, dans des pays comme le Kenya ou le Zimbabwe, où il a installé des bases de son American Center for Law and Justice. Nous assistons donc ici à une exportation des guerres culturelles occidentales, les deux camps étant tout aussi racistes et colonialistes l'un que l'autre, et partageant une exportation impérialiste majeure : la dualisation hétéro/homo du monde. L'effet principal de ce processus ne peut être que, d'un côté, l'hétérosexualisation massive des

EXTRAIT / LES DÉSIRES TROP « INSTABLES » DES HOMMES ARABES

Rex Wockner, l'auteur d'un article profondément étrangeant [*othering*] sur « les gays et les lesbiennes » dans le monde arabe et en Iran qui a été diffusé dans un grand nombre de publications gays aux États-Unis et en Grande-Bretagne, s'émerveille de ces hommes arabes et iraniens qui ont à la fois des pratiques sexuelles d'« insertion » avec des personnes du même sexe et des contacts avec des personnes de sexe différent, et qui refusent de se reconnaître dans la catégorie occidentale de gay.

« Est-ce de l'hypocrisie ? S'agit-il d'un monde différent ?, s'interroge-t-il plein de stupéfaction. Ces hommes « straight » sont-ils en fait des « gays » qui ont trop attendu la libération ? Ou les humains sont-ils par nature bisexuels, et les hommes arabes et musulmans sont-ils plus en phase avec la réalité que les Occidentaux ? Sans doute tout cela à la fois. » C'est précisément cette instabilité perçue des désirs des hommes arabes et musulmans que l'internationale gay s'efforce de réduire, car leur polymorphie fait échec à l'épistémologie

sexuelle gay (et *straight*). [...] Les présupposés qui sous-tendent la mission de l'internationale gay exigent que ces désirs « orientaux » résistants, qui existent, à en croire Wockner, dans des « patries oppressives – et dans certains cas criminelles » soient réorientés vers et soumis à un Occident « plus éclairé ».

Joseph Massad, *Desiring Arabs*, Chicago, University of Chicago Press, 2007, p. 164.



non-Européens qui se rangeront à l'impératif du dualisme en acceptant l'hétérosexualité et, de l'autre, la minorisation de ceux d'entre eux qui se rangeront à cet impératif en acceptant l'homosexualité et l'identité gay, ou qui refuseront de s'y ranger en rejetant ce dualisme – ces deux dernières catégories devenant par là les cibles d'une autre exportation occidentale, à savoir l'homophobie.

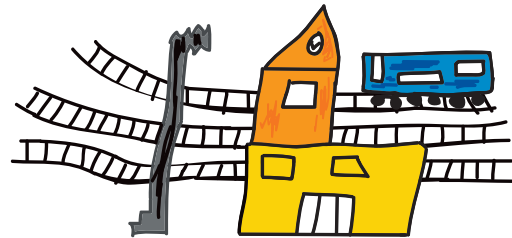
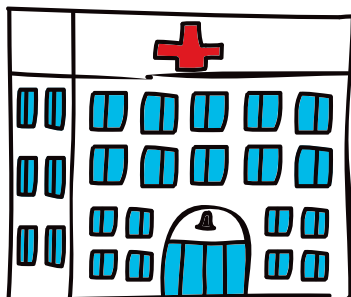
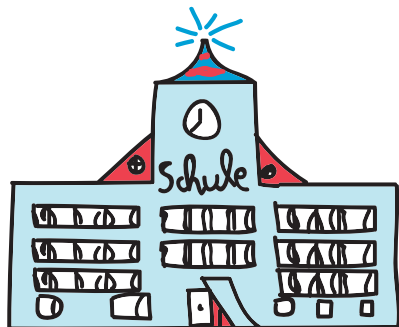
Une complicité épistémologique et ontologique avec l'impérialisme

Que répondez-vous à ceux de vos détracteurs qui vous accusent d'invisibiliser les Arabes qui s'identifient comme gays, ou encore de faire des organisations LGBT arabes des agents de l'impérialisme?

Je n'ai jamais cherché à rendre qui que ce soit invisible. Et je serais d'ailleurs bien incapable de rendre invisibles les Arabes qui s'identifient comme « gay » ou comme « homosexuels ». Ceux des Arabes vivant dans le monde arabe qui adoptent cette identité et qui cherchent à l'internationaliser et à l'imposer à tous, à travers l'intervention d'organisations financées par l'Occident (ou plutôt, pour être tout à fait exact, à travers une organisation située à Beyrouth),

sont soutenus à la fois symboliquement et financièrement par un énorme appareil impérialiste. Celui-ci non seulement les rend visibles, mais invisibilise les Arabes, bien plus nombreux, qui par leurs désirs ou leurs pratiques sexuelles, qu'ils concernent des personnes du même sexe ou du sexe opposé, refusent la dualité hétéro/homo comme mode d'organisation de leur identité, et qui rejettent plus encore de considérer leurs désirs sexuels comme l'expression de leur vérité la plus intime – ce qui est précisément ce qu'exige le régime occidental de la sexualité.

Je n'ai jamais qualifié les « Arabes LGBT » d'agents de l'impérialisme, contrairement à ce que les internationalistes gays ont pu affirmer. Il faut noter ici que l'aile universitaire de l'internationalisme gay souffre d'un analphabétisme théorique flagrant. Ce que j'ai dit, c'est que les Arabes internationalistes gays sont complices de l'impérialisme – et leur complicité n'est d'ailleurs pas sans rapports avec celle des nationalistes arabes ou des islamistes arabes (dans *Desiring Arabs*, j'étudie la façon dont ces trois groupes sont devenus complices de l'impérialisme et de l'orientalisme euro-américains). Certes, tous ces groupes (et dans le cas des internationalistes gays, je me réfère ici à ceux qui se trouvent à Beyrouth et en Israël) sont anti-impérialistes, au sens où ils s'opposent à la présence politique, économique et



militaire des États-Unis ou des pays européens dans le monde arabe, au sens encore où ils s'opposent aux guerres menées par les États-Unis contre le monde arabe et musulman, et où ils s'opposent à l'agression israélienne et sioniste contre la Palestine et les Palestiniens. Cela est tout à fait clairement affiché dans toutes leurs déclarations officielles, dans tous les textes qu'ils produisent. Mais la complicité dont je parle se situe au niveau de l'épistémologie et de l'ontologie. Ce que j'ai étudié, c'est la façon dont tous ces groupes ont commencé à se comprendre eux-mêmes au travers d'une ontologie et d'une épistémologie européennes universalisées qui s'étaient disséminées par le biais de l'impérialisme. Le fait que les nationalistes arabes se mettent, à la fin du XIX^e siècle, à se concevoir eux-mêmes et à concevoir leur histoire en termes culturels et civilisationnels est une conséquence de cette universalisation impérialiste. Le fait que, à la même période, les musulmans commencent à parler d'une chose aux contours peu définis : l'« Islam », qui s'opposerait à quelque chose qui s'appellerait l'« Occident », et le fait que certains d'entre eux commencent à considérer l'Islam comme une « religion » ou une « civilisation » : voilà encore un effet de l'imposition et de l'intériorisation de schèmes orientalistes et impérialistes. C'est exactement la même chose pour le tout petit nombre d'Arabes qui s'identifient comme gays et sont regroupés au sein des organisations internationalistes gays : ils sont complices d'un régime sexuel impérialiste qui entend réaménager le monde pour qu'il se conforme au dualisme hétéro/homo, qu'eux-mêmes adoptent sans le

mettre en question et qu'ils veulent absolument diffuser à travers le monde arabe comme s'il s'agissait de la voie de l'émancipation.

Si l'on peut parler de complicité impérialiste de l'internationale gay, y compris de ses membres arabes, c'est au sens où ils appellent les Arabes qui refusent l'hégémonie impérialiste du dualisme hétéro/homo à désapprendre et à im-penser [*unthink*] la façon dont ils désirent, et à redéfinir leurs désirs conformément à la dualité hétéro/homo. Ce qu'ils leur disent par là, c'est que leur façon d'exister et de penser est une forme de fausse conscience, dont ils doivent se débarrasser, parce que leur vérité profonde réside dans l'adoption de la dichotomie impériale hétéro/homo, et que c'est là par conséquent la condition de leur émancipation.

Qu'est-ce qui explique selon vous que ces détracteurs aient en revanche porté leurs faveurs sur l'ouvrage de Jasbir K. Puar, *Terrorist Assemblages. Homonationalism in Queer Times*³ ?

Je pense que ces groupes internationalistes gays, qui s'opposent à l'impérialisme au niveau international et rejettent le nationalisme impérialiste américain, ont trouvé dans le livre de Puar – un livre très important et décisif – une façon de sortir de l'impasse dans laquelle ils avaient le sentiment (justifié) que mon livre, *Desiring Arabs*, les conduisait. Mon travail (et c'est une question que j'approfondirai dans mon prochain livre, *Islam in Liberalism*) part de l'idée que la sexualité est, comme je l'ai dit, une formation

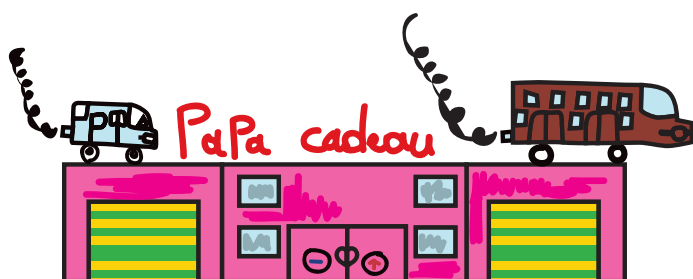
EXTRAIT / LORSQUE L'INTERNATIONALE GAY ET LES ISLAMISTES SE REJOignent...

Aussi bien l'internationale gay que les islamistes s'accordent pour dire que la déviance/l'identité gay a beaucoup à voir avec la civilisation. Pour l'internationale gay, transformer des pratiques sexuelles en identités à travers l'universalisation de l'identité gay et l'obtention de « droits » pour ceux qui s'identifient – ou, pour être exact,

qui *sont identifiés* par l'internationale gay – à elles devient le signe d'un progrès de la civilisation, tandis que le non respect de ces droits et la limitation de la circulation de l'identité gay sont des manifestations d'archaïsme et de barbarie. À l'inverse, les islamistes estiment que c'est la diffusion des déviances sexuelles et la tolérance à leur

égard qui témoignent d'un déclin de la civilisation, et que leur répression, sinon leur élimination, est seule capable d'assurer le règne de la civilisation.

Joseph Massad, *Desiring Arabs*, Chicago, University of Chicago Press, 2007, p. 195.



culturelle, et non une catégorie universelle, et que par conséquent la seule façon de diffuser « la sexualité » universellement est l'impérialisme, de sorte que ceux qui adoptent ses identifications et ses dualités relaient un projet d'universalisation impérialiste. Le remarquable livre de Puar, quant à lui, ne part pas de la contestation de l'universalisation de la sexualité ou des identités sexuelles (que l'auteur, si je comprends bien, considère comme données) : ce qu'il dénonce, c'est un phénomène plus spécifique, à savoir la nationalisation de l'identité gay aux États-Unis (et en Europe) sous la forme de l'homonationalisme (une heureuse invention lexicale de Puar) et de la forme impérialiste de son internationalisation. Ce que l'auteur décrit, c'est la façon dont le courant hégémonique du mouvement gay a comme acheté sa respectabilité en acceptant de relayer le nationalisme américain, de s'en faire le vecteur, au niveau national et international, en peignant notamment les États-Unis comme un héraut des libertés dans la mesure où ils reconnaîtraient et défendraient, sur leur territoire et dans le monde entier, les droits des homosexuels. En reprenant à leur compte l'analyse du livre de Puar, des organisations internationalistes gays comme Helem ou al-Qaws, qui est basée en Israël, ont pu se blanchir de l'accusation de complicité avec l'impérialisme et se présenter comme des adversaires de l'homonationalisme étasunien et de ses prétentions impérialistes.

Vous avez récemment travaillé sur la problématique de « la sexualité en Islam ». Selon vous, cette problématique est inadéquate et masque la vraie question que devraient poser les chercheurs occidentaux : la production de l'Islam à travers le prisme de la sexualité. Pouvez-vous nous dire ce qui est en jeu dans le retournement de la question ?

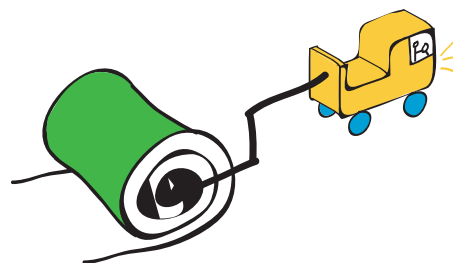
Ce que je cherche à comprendre, c'est la façon dont l'Islam est produit au sein des discours sur la sexualité, par les militants et les chercheurs. Pour moi, c'est cette production de l'*Islam dans la sexualité* qui doit être étudiée, de façon à comprendre comment un champ émerge autour de l'affirmation qu'il est

essentiel d'étudier un objet défini comme « la sexualité en Islam ». Je voudrais montrer comment cette production – qui s'opère sous la rubrique de l'étude de « la sexualité en Islam » – est précisément ce qui permet à ce discours de se dissimuler soi-même, alors que ce qu'il est en réalité en train de faire, c'est de produire l'« Islam » lui-même, un « Islam » qui est essentiel à sa compréhension de la façon dont la sexualité fonctionne en Occident, et même de la façon dont l'Occident se constitue à travers la sexualité. Tout cela relève bien sûr d'une méthode orientaliste éprouvée – on pourrait même parler de ruse, bien que le tour de passe-passe n'ait pas forcément besoin d'être conscient.

Pour moi, il faut ici mener une enquête, comme celles qu'a pu mener Foucault, sur les conditions de possibilité qui autorisent la formulation d'énoncés de vérité concernant l'« Islam » et la sexualité. Au lieu de se donner pour objet l'étude des mécanismes de quelque chose comme la sexualité au sein de la catégorie d'Islam, au lieu de présupposer toutes ces catégories comme si elles étaient données, nous devons commencer par nous intéresser aux « mécanismes positifs » qui produisent cette volonté de savoir occidentale. Ce type d'approche nous en apprendra beaucoup sur la façon dont les recherches occidentales sur la sexualité constituent non seulement quelque chose qu'elles nomment l'« Islam », mais également des catégories comme celles d'« Europe » ou d'« Occident », et comment elles produisent une normativité toujours déjà racialisée. ■

NOTES

1. Edward Said, *On Late Style, Music and Literature against the Grain*, New York, Pantheon, 2006, p. 85.
2. Cette image est au cœur de l'essai paru en 1988 de Gayatri C. Spivak *Les Subalternes peuvent-elles parler ?* (trad. J. Vidal, Paris, Éditions Amsterdam, 2010).
3. De Jasbir K. Puar, on pourra lire en français *Homonationalisme. Politiques queers après le 11 septembre*, trad. M. Cervulle et J. Minx, Paris, Éditions Amsterdam, 2012.



AU PARADIS DES SOCIÉTÉS MINIÈRES ET DU SIROP D'ÉRABLE

PAR ANNE JOLY*

À PROPOS DE

Alain Deneault et William

Sacher, *Paradis sous terre*.

Comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale, Montréal, Écosociété, 2012, 192 p., 15 €.

Paradis sous terre prolonge le réquisitoire initié par *Noir Canada* contre l'industrie minière internationale et son « port de complaisance » favori : le Canada. L'industrie minière, avec son cortège de scandales écologiques, humains et financiers, y dispose de capitaux pour exploiter les ressources naturelles partout dans le monde et elle y bénéficie d'une quasi-immunité judiciaire. Anne Joly nous propose ici un résumé saisissant d'un régime économique et politique d'exception, qui confère aux compagnies minières un pouvoir sans commune mesure. Dans *Noir Canada*, l'image d'Épinal du pays du sirop d'érable et du brave bûcheron à chemise à carreaux en prenait un coup. *Paradis sous terre* laisse entrevoir la possibilité d'une internationalisation du modèle canadien.

Noir Canada

Sorti en 2007, *Noir Canada*¹, est une sorte de livre noir du Canada, un inventaire scrupuleux des exactions humaines, environnementales et sociales commises par les sociétés canadiennes en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, souvent avec la complicité d'autorités locales corrompues. Alain Deneault – la cheville ouvrière de ce colossal travail – travaille non avec des « experts » de la question, trop souvent engoncés dans le carcan d'une langue bureaucratique qui neutralise toute critique, mais avec deux auteurs d'horizons différents : Delphine Abadie, politologue, et William Sacher, climatologue et économiste. À eux trois, ils avaient accumulé peu à peu une documentation pléthorique : rapports de l'ONU et de l'OCDE, d'organisations civiques indépendantes et d'ONG. Les sociétés canadiennes en tout genre – dans le domaine de la pharmacie, du génie, mais surtout de l'extraction minière – y apparaissaient incidemment, mais de façon fréquente. « *Virtuellement, il existait un dossier noir du Canada* », explique Alain Deneault. *Noir Canada* résulte du recensement scrupuleux des informations collectées dans ces documents.

Les rapports concernant des expropriations violentes, des désastres environnementaux et des affaires de corruption y abondent. Les méthodes d'extraction intensive des minerais conduisent souvent à l'aménagement de mines à ciel ouvert, des cratères énormes qui saccagent le paysage et produisent des millions de tonnes de déchets annuels

empoisonnés par des produits toxiques, tel que le cyanure pour l'extraction de l'or. L'impact sur l'environnement de l'accumulation de ces déchets se fera probablement sentir pendant des siècles, voire des millénaires, suggère William Sacher. Les bénéfices réalisés par ces entreprises ne profitent en outre guère à l'économie locale, puisque la plupart d'entre elles pratiquent l'évasion fiscale et paient au lance-pierre leurs employés sur place. Le livre rapporte la façon dont des sociétés minières, majoritairement canadiennes, présentes au Congo oriental en 1996 (à l'époque le Zaïre) ont soudoyé Laurent-Désiré Kabila, leader de l'opposition contre le général Mobutu. Elles auraient ainsi financé son coup d'État contre ce dernier, et lui auraient procuré des armes. En amont, bien entendu, elles auraient signé avec Kabila des contrats léonins, sous-évaluant les réserves minières appartenant à l'État, avant d'en obtenir le droit d'exploitation et de les réévaluer par la suite à la hausse sur les marchés boursiers.

À partir de plusieurs documents publiés – dont des articles de presse du Canada anglophone –, les auteurs reconstituent les pièces du dossier noir de plusieurs compagnies minières canadiennes en Afrique orientale. Ils attribuent ainsi à l'une de leurs filiales la mort, en 1996, d'au moins 52 mineurs tanzaniens vivant sur un site de prospection de l'un des plus grands gisements aurifères d'Afrique orientale : Bulyanhulu, en Tanzanie. À la suite de ces révélations, deux des entreprises concernées, Barrick Gold et Banro, poursuivirent, pour un coût total de

*Anne Joly est docteure en histoire et membre du collectif éditorial de *RdL. la Revue des Livres*.

11 millions de dollars, les trois auteurs et l'éditeur de l'ouvrage, Écosociétés. Un affrontement juridique très asymétrique s'ouvrit alors. Les manœuvres dilatoires des compagnies minières consistaient à faire durer les préparatifs du procès. Elles cherchaient ainsi à éviter le procès en « bâillonnant » leur adversaire, c'est-à-dire en l'épuisant par d'interminables préalables au procès, extrêmement onéreux en frais d'avocats – ce que l'on appelle au Québec une « poursuite-bâillon ». Le droit de se défendre devant un tribunal se monnaie cher au Québec.

C'est ainsi que le livre eut bien involontairement un écho considérable au Québec et dans le monde francophone. (Et uniquement francophone, car en raison des démêlés juridiques des auteurs, la traduction prévue du livre en anglais fut annulée.) Des milliers de lecteurs, alertés par l'affaire, purent prendre connaissance du lourd et sombre dossier de l'industrie minière canadienne avant que le livre ne disparaisse des rayonnages des libraires. L'éditeur indépendant québécois, Écosociétés, finit en effet par s'engager à retirer du marché *Noir Canada*, après trois ans et demi de lutte acharnée, avant même la tenue du procès. Depuis, Barrick Gold et Banro persistent à clamer leur innocence et ne reculent devant aucune forme d'intimidation auprès des journalistes souhaitant enquêter sur le sujet.

Doit-on s'étonner du fait que *Noir Canada* soit passé sous les fourches caudines de ces deux grandes compagnies minières canadiennes ? Au regard de la gravité des accusations, certes non. Mais peut-être plus si l'on considère que les documents sur lesquels les auteurs fondent leurs allégations avaient tous été auparavant publiés. C'est que les rapports de l'ONU ou d'ONG (dont Amnesty International)

qui rendaient publiques des informations compromettantes pour le Canada, le faisaient sous le couvert d'un vocabulaire policé. Au-delà des rapports ambivalents les liant à leurs bailleurs de fond, « *les ONG ont un cahier des charges sémantique, elles doivent respecter les contraintes d'un discours formaté* », déplore Alain Deneault. « *Elles appellent mollement les entreprises au "respect social", à la "sécurité humaine" et mettent au point une trousse consensuelle pour mieux se comporter comme s'il s'agissait d'un problème technique et non d'un problème politique. Nous avons fait un travail de synthèse large et non technicien, avec une terminologie nouvelle, pour penser de manière originale l'un des aspects de la mondialisation économique.* » Cinq ans après la parution de *Noir Canada*, on peut mesurer les progrès du débat public québécois en la matière. « *Lorsque le livre est paru en 2007, le public a été choqué. Le quotidien La Presse, qui avait tout fait pour censurer notre travail, confie Deneault, se profile maintenant comme la source de révélations.* » Au-delà de cette usurpation, dont on ne se plaindra pas, on a vu un certain nombre d'épargnants faire retirer leurs économies des fonds miniers, par mesure préventive.

Alors que, dans *Noir Canada*, le diagnostic du rôle du Canada comme paradis de l'industrie minière du monde entier était noyé sous l'abondance des cas d'abus recensés dans les pays du Sud, ce rôle apparaît clairement dans *Paradis sous terre*, avec sa terminologie propre et des éléments transposables, dans le cadre de la mondialisation. La petite histoire du Canada rejoint ici la grande histoire de l'économie mondialisée, un croisement singulier qui peut s'avérer riche d'enseignements.

EXTRAIT / LES COMPAGNIES MINIÈRES AU CONGO : UNE POLITIQUE DU PILLAGE

Le Congo oriental peine aujourd'hui à sortir d'une guerre dont les morts se comptent par millions. Les investissements financiers de sociétés minières et pétrolières attisent les conflits, quand ils ne sont pas directement à l'origine d'affrontements sanglants.

En 1996, des sociétés occidentales majoritairement canadiennes ont financé, armé et encadré Laurent-Désiré Kabila, de même que ses soutiens ougandais et rwandais, pour lui permettre de renverser le maréchal Joseph Mobutu, au pouvoir depuis des décennies. En échange de cette aide, et parfois avant même qu'il ne soit devenu président de l'ex-Zaïre devenu République démocratique du Congo, Kabila a consenti à ces sociétés des « contrats léonins » outrancièrement avantageux.

Les partenariats économiques du nouvel État avec ces sociétés maintenaient le pays sous la tutelle d'intérêts strictement financiers. La stratégie juridique des sociétés minières a consisté le plus souvent à sous-estimer dans ces contrats la valeur réelle des gisements qu'elles acquéraient à vil prix, pour ensuite les évaluer à la hausse sur les places boursières afin d'en faire l'objet de spéculations lucratives.

Toutes ont ainsi induit le droit au pillage massif des ressources congolaises et la légalisation des extorsions réservées jadis au seul clan despotique au pouvoir. Mener des affaires au Congo oriental, c'est faire de la politique là où aucun cadre formel ne fonde sérieusement les décisions d'ordre public. C'est s'ingérer totalement dans les décisions de l'État. [...]

La doctrine libérale, que font leur les têtes d'affiche de la scène économique, ne génère pas le doux commerce ni le sain contexte concurrentiel revendiqué sur le papier glacé des sociétés privées et les tribunes de clubs, mais plutôt des consortiums, cartels et monopoles prédateurs gérés depuis les paradis fiscaux.

Alain Deneault, avec Delphine Abadie et William Sacher, *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, Montréal, Écosociété, 2007, p. 42-43.

Un paradis fiscal et judiciaire pour les compagnies minières

Dans un pays qui s'est construit une image d'enfant de chœur, l'ampleur de l'impunité des compagnies minières a de quoi choquer. C'est la solide charpente du « minéralo-État » qu'est le Canada que William Sacher et Alain Deneault s'attachent à explorer de fond en comble.

Avant la découverte récente des sables bitumineux, le sous-sol canadien ne portait aucune trace d'or noir. Les minerais (or, nickel, cuivre, zinc, cobalt), en revanche, y abondaient. L'économie nationale reposait depuis la fin du XIX^e siècle sur leur exploitation. Mais dans les années 1990, l'industrie minière est en crise : l'exploitation à grande échelle a épuisé les gisements existants. Parallèlement, la

L'Éden canadien assure à ces compagnies la protection financière et judiciaire de leurs activités souterraines, même lorsque leur dimension criminelle est portée au grand jour.

mondialisation ouvre de nouvelles possibilités de coopération économique, de délocalisation et de déterritorialisation de certains secteurs industriels. En 1996, le gouvernement canadien adopte un nouveau code minier dont le pari est d'attirer à la bourse de Toronto les capitaux du monde entier destinés à être investis dans l'industrie minière où qu'elle se trouve, en particulier dans les pays du Sud. À partir de là, les sociétés minières de tous les horizons viendront s'enregistrer au Canada pour bénéficier des dérogations et facilités offertes par son régime fiscal et juridique.

Le Canada se dote d'une législation qui, d'amont en aval, lubrifie les transactions des compagnies minières du monde entier. Des financements directs sont alloués par la voie de programmes de soutien à la recherche scientifique dans le secteur extractif, de campagnes d'exploration géologique, par le financement d'infrastructures gigantesques pour la production énergétique et le transport. Surtout, le gouvernement prévoit un programme d'allègement fiscal et assouplit la réglementation pour favoriser l'investissement minier. Il apporte par ailleurs tout son soutien aux *juniors*. Ces sociétés, petites et éphémères, ont pour fonction de faire « le sale boulot ». Elles tâtent le terrain, explorent les réserves potentielles, sudoient si besoin les autorités locales et étouffent les résistances éventuelles, pour ensuite dérouler le tapis rouge aux *majors*. Ces dernières pourront alors exploiter les minerais découverts en toute quiétude.

Les premières disparaissent ou sont absorbées par les secondes dès l'ouverture du chantier d'exploitation, se soustrayant ainsi à toute poursuite judiciaire éventuelle. L'État canadien offre à ces obscures *juniors* une caution financière, assurant la solvabilité de leurs capitaux à risque, tout en les exonérant d'impôt. Elles peuvent donc reverser leurs profits directement aux investisseurs (banques, fonds de retraite, investisseurs institutionnels), ce qui représente pour l'État un manque à gagner considérable.

En aval, les compagnies minières peuvent « *se sentir totalement dégagées des suites que pourraient entraîner ici les allégations d'abus dont elles feraient l'objet ailleurs*² ». Le projet de *Paradis sous terre* avait germé avant même la lourde procédure judiciaire dont *Noir Canada* fut l'objet. Celle-ci semble toutefois avoir participé de la maturation de l'analyse. L'Éden canadien assure à ces compagnies la protection financière et judiciaire de leurs activités souterraines, même lorsque leur dimension criminelle est portée au grand jour, comme dans *Noir Canada*. La critique intérieure étant muselée, le « bas de laine » de l'industrie minière peut se remplir sans obstacle, expliquent les auteurs. Et puis, contrairement à la bourse de New York, très observée depuis les scandales boursiers des années 2000, celle de Toronto reste peu contrôlée.

Généalogie coloniale du code minier au Canada

Les auteurs brossent du Canada un portrait sans complaisance. Ce pays a selon eux toujours été une « *colonie fondée par la culture spéculative* ». Il s'agit dans les faits d'une colonie de l'Empire britannique dont l'autonomie, partielle, ne fut pas conquise par le peuple canadien mais au contraire votée au parlement de Londres en 1867. L'exploration et l'exploitation du territoire ont historiquement été favorisées par des monopoles industriels institués par le gouvernement. La législation leur a toujours été avantageuse. La colonie du Canada, à l'instar des autres colonies, serait donc intimement liée à une économie essentiellement spéculative de conquête du sol et du sous-sol. Le capital des métropoles venait y fructifier, relayé par des « *escrocs déguisés en hommes d'État et en industriels* », dit Deneault. Les auteurs parlent en effet de l'institution d'une « économie casino », indifférente aux besoins réels de la population, mais suivant avant tout une logique de pari.

Les profits des industriels et des hommes d'État se sont faits au détriment des populations amérindiennes, de l'équilibre des écosystèmes et même en dépit du bon sens. Avant même la création de la bourse de Toronto en 1861, l'extension du réseau ferroviaire au XIX^e siècle, dont l'histoire ouvre *Paradis sous terre*, témoigne de ce développement absurde.

Les terres encore enclavées étaient achetées au rabais par des investisseurs dans le secret des plans ferroviaires, qui les revendaient une fois qu'elles étaient desservies, s'assurant ainsi un bénéfice substantiel. Le réseau s'est ainsi développé, au gré des paris financiers, sans réelle logique de mise en valeur du territoire.

Dans le secteur minier, les auteurs montrent que ce modèle de l'économie casino s'est exacerbé. Les réserves minières estimées ou effectives se prêtent particulièrement à la spéculation boursière, tandis que la toute puissance de la finance, entérinée dans les codes miniers de la fin du XIX^e siècle, manifeste le désengagement de l'État. La législation canadienne en porte l'héritage puisque, aujourd'hui encore, le droit du sous-sol y prévaut toujours sur le droit de propriété censé être garanti par l'État. Un opérateur minier peut ainsi exiger l'expropriation d'un propriétaire terrien pour prospecter, et éventuellement exploiter, son sous-sol, explique Sacher. Voilà donc la généalogie de la législation permissive garantissant aux sociétés privées l'accès illimité au sous-sol.

Cent ans plus tard, en 1996, le pays ouvre donc ce havre judiciaire et fiscal qu'il offrait à ses propres sociétés minières aux sociétés minières du monde entier venues s'enregistrer chez lui. La comparaison avec le Congo colonisé que font alors les auteurs est hardie, mais éclairante. Pour eux, le Canada n'est alors rien moins qu'un « *Congo de Léopold II réussi* », c'est-à-dire un État qui, en défiscalisant le capital étranger, abdique son pouvoir au profit des investisseurs industriels du monde entier. Les chefs locaux du Congo colonisé n'avaient-ils pas signé eux aussi des traités par lesquels ils renonçaient à tous leurs pouvoirs au profit des nouveaux arrivants ?

Bien entendu, la métaphore n'est tenable qu'à la condition d'y adjoindre le qualificatif « réussi ». En effet, le Canada se situe clairement du bon côté du rapport de force mondial Nord/Sud. Néanmoins, le modèle économique d'une ancienne colonie se révèle

ici particulièrement vicieux. Tout se passe comme si le Canada, afin de conforter sa position dans le rapport de forces mondial, s'assujettissait *in fine* au pouvoir des compagnies minières internationales. Au-delà du désengagement des États face au pouvoir financier, l'explication au prisme du rapport de force colonial peut être éclairante, ce rapport devenant ici ambivalent.

Mais avant de parler de colonialisme, on pourrait objecter que les États ont toujours créé des régimes fiscaux ou judiciaires dérogatoires et autres zones franches. La démarche peut se justifier lorsque l'enjeu est de valoriser une région défavorisée ou un secteur industriel lésé. Mais il s'agit bien ici d'assurer le profit exclusif d'un lobby. Suivant peu ou prou ce modèle, le récent « Plan Nord » du gouvernement provincial québécois prévoit l'exploitation – « verte », cela s'entend – des ressources en énergie et en minerais (zinc, cobalt, or, lithium, etc.) se situant dans le grand Nord, au-delà du 49^e parallèle. Le modèle choisi est celui du gigantisme minier, largement financé par les deniers publics, donc par les contribuables. Si l'on faisait une analyse coût/bénéfices, estime William Sacher, on s'apercevrait sans doute que l'État y perd, lorsqu'il « ouvre les veines du pays » : les quelques emplois créés et les infimes impôts récoltés ne valent pas les coûts d'investissement, de défiscalisation et les subventions indirectes. Les équipements en infrastructures (aéroport, autoroutes, etc.) et leur entretien devraient en effet être très coûteux.

À l'échelle des acteurs, on comprend aisément la logique menant à une telle situation et on ne s'étonnera guère de la collusion étroite entre élites politiques et lobby minier : la plupart des Premiers ministres du Canada ont été liés à l'industrie extractive. À l'échelle d'un État toutefois, une telle politique est truffée de contradictions et mine le principe même de souveraineté. La lecture que font les auteurs de l'histoire du Canada rejoint alors celle de deux phénomènes consubstantiels, développés par

EXTRAIT / UNE ÉCONOMIE NÉOCOLONIALE QUI A UNE HISTOIRE

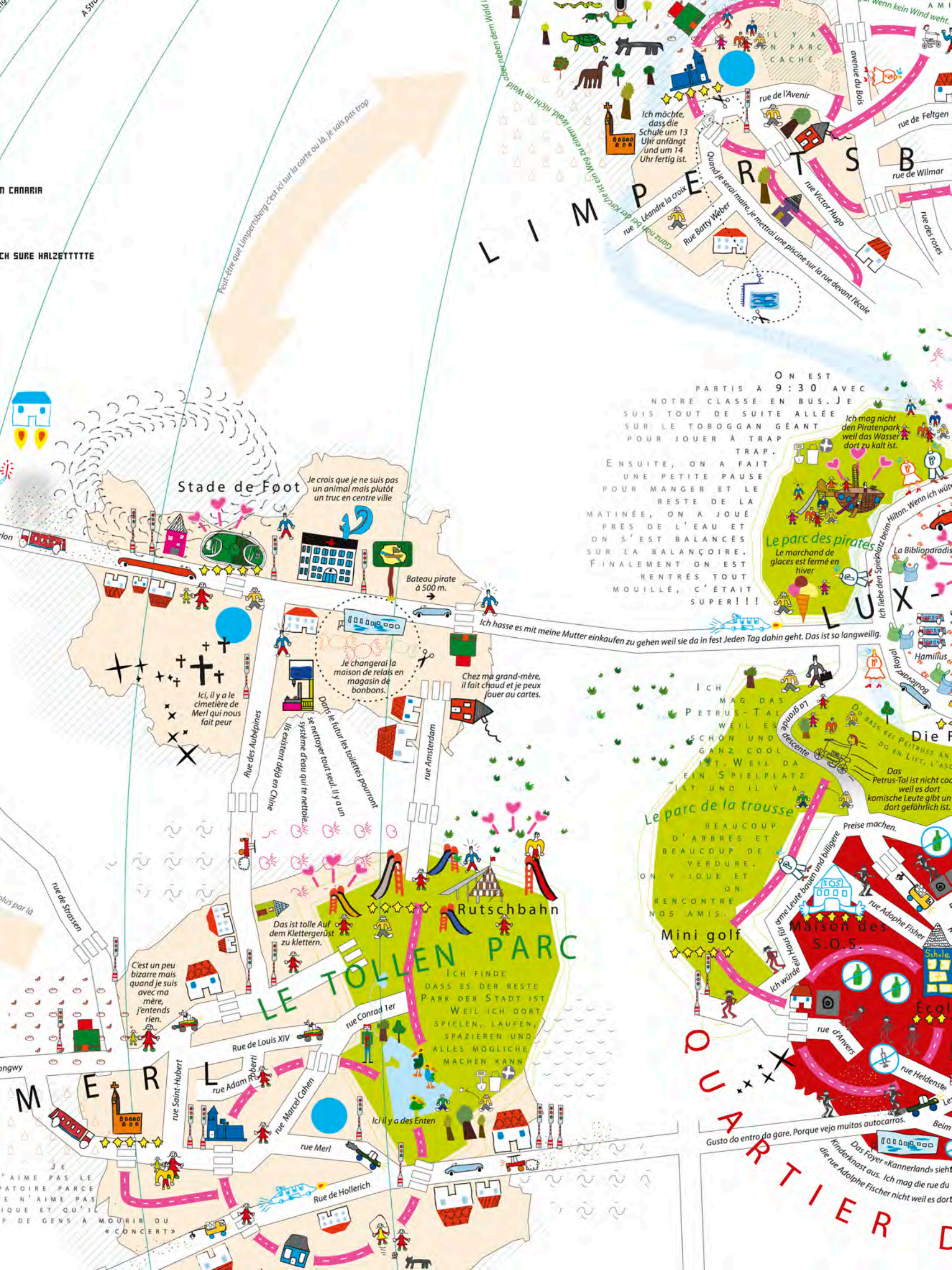
Il reste vain d'attendre du Canada qu'il encadre sans pression extérieure un secteur qui pourtant bafoue ses propres prétentions à la vertu. Ce serait aller à contre-courant de son histoire. Le Canada est d'abord cette colonie créée au gré d'investisseurs qui, depuis Londres, puis New York, cherchaient à dégager avidement des profits rapides en tablant sur ses ressources. Le Canada est ensuite devenu dans l'histoire l'outil politique et juridictionnel de l'exploitation débridée du sous-sol partout dans le monde. D'abord objet de la spéculation au sein de l'espace

impérial britannique, il s'est ensuite fait sujet d'une économie néocoloniale à l'échelle planétaire. [...] Le public canadien est le premier concerné [...] : il est en effet amené à financer lui-même l'industrie extractive par son épargne, *via* les fonds de retraite, les sociétés d'assurance et autres formes de cotisations. C'est son argent qu'on place à la bourse de Toronto. Le Canada ne censurera pas éternellement la discussion publique qui s'impose sur les avatars de son économie néocoloniale, sur la responsabilité qui est la sienne quant à la structure de sa législation et

sur l'encadrement auquel on doit dorénavant soumettre l'industrie extractive mondiale qui est née ou a trouvé refuge chez lui.

Mais ces enjeux n'ont rien d'exclusivement national. C'est à l'échelle mondiale que se mesurent aujourd'hui les torts de cette législation.

Alain Deneault et William Sacher, *Paradis sous terre, comment le Canada est devenu la plaque tournante de l'industrie minière mondiale*, Montréal, Ecosociété, 2012, p. 29-30.



IN CANARIA
 CH SURE HALZETTTTTT

Pour être que Limpertsberg c'est là sur la carte ou là, je sais pas trop

L I M P E R T S B E R G

ON EST PARTIS A 9:30 AVEC NOTRE CLASSE EN BUS. JE SUIS TOUT DE SUITE ALLÉE SUR LE TOBOGGAN GEANT POUR JOUER A TRAP. TRAP. ENSUITE, ON A FAIT UNE PETITE PAUSE POUR MANGER ET LE RESTE DE LA MATINÉE, ON A JOUÉ PRÈS DE L'EAU ET ON S'EST BALANÇÉ SUR LA BALANÇOIRE. FINALEMENT ON EST RENTRÉS TOUT MOUILLÉ, C'ÉTAIT SUPER!!!

Ich mag nicht den Piratenpark weil das Wasser dort zu kalt ist.

Ich liebe den Spielplatz beim Milton. Wenn ich würde

Stade de Foot

Je crois que je ne suis pas un animal mais plutôt un truc en centre ville

Bateau pirate à 500 m.

Ich hasse es mit meine Mutter einkaufen zu gehen weil sie da in fest Jeden Tag dahin geht. Das ist so langweilig.

Je changerais la maison de relais en magasin de bonbons.

Chez ma grand-mère, il fait chaud et je peux jouer au cartes.

ici, il y a le cimetière de Merl qui nous fait peur

Dans le futur les toilettes pourront se nettoyer tout seul. Il y a un système d'eau qui le nettoie. Ils existent déjà en Chine

ICH MAG DAS PETRUS-TAL WEIL ES SCHÖN UND GANZ COOL IST. WEIL DA EIN SPIELPLATZ IST UND IL Y A

Das Petrus-Tal ist nicht cool weil es dort komische Leute gibt und dort gefährlich ist.

Rutschbahn

LE TOLLEN PARC

ICH FINDE DASS ES DER BESTE PARK DER STADT IST WEIL ICH DORT SPIELEN, LAUFEN, SPAZIEREN UND ALLES MÖGLICHE MACHEN KANN

Das ist tolle Auf dem Klettergerüst zu klettern.

C'est un peu bizarre mais quand je suis avec ma mère, j'entends rien.

Le parc de la trousse

Mini golf

Maison des S.O.S.

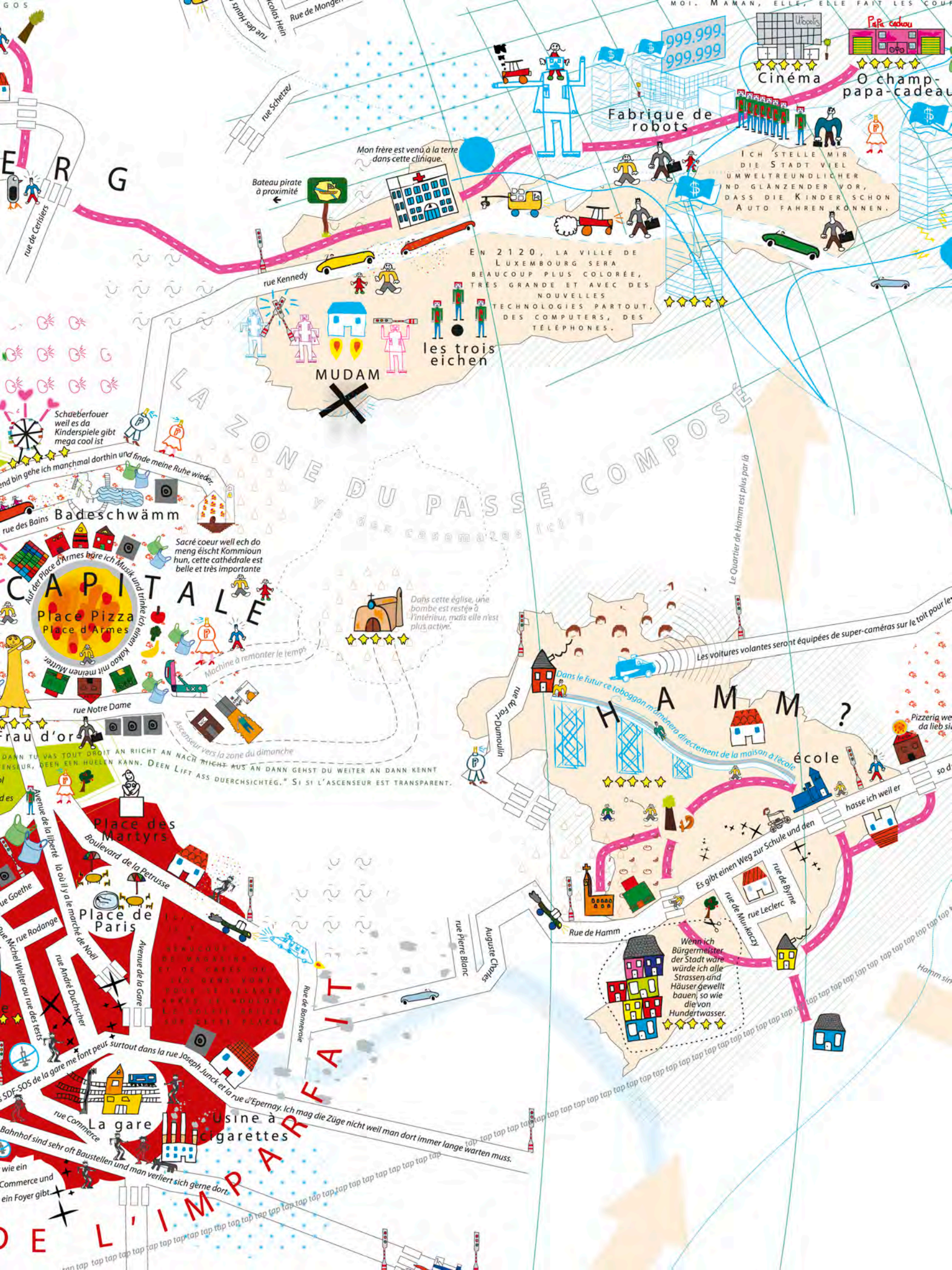
M E R L

QUARTIER D'AMERS

Gusto do entro da gare. Porque vejo muitos autocarros.

Das Foyer «Kannerland» sieht Kinderkram aus. Ich mag die rue du die rue Adolphe Fischer nicht weil es dort

JE N'AIME PAS LE PATOIRE PARCE QUE N'AIME PAS LIQUE ET QU'IL P DE GENS A MOURIR DU «CONCERT»



999.999
999.999

Fabrique de robots

Cinéma

Park cadeau
Champ-papa-cadeau

Mon frère est venu à la terre dans cette clinique.

Bateau pirate à proximité

ICH STELLE MIR DIE STADT VIEL UMWELT FREUNDLICHER UND GLANZENDER VOR, DASS DIE KINDER SCHON AUTO Fahren Können.

EN 2120, LA VILLE DE LUXEMBOURG SERA BEAUCOUP PLUS COLOREE, TRÈS GRANDE ET AVEC DES NOUVELLES TECHNOLOGIES PARTOUT, DES COMPUTERS, DES TÉLÉPHONES.

les trois eichen

MUDAM

LA ZONE DU PASSÉ COMPOSÉ

Schäberfouer weil es da Kinderspiele gibt mega cool ist

und bin gehe ich manchmal dorthin und finde meine Ruhe wieder.

Badeschwämm

Sacré coeur weil ech do meng éischt Kommioun hun, cette cathédrale est belle et très importante

CAPITALE

Dans cette église, une bombe est restée à l'intérieur, mais elle n'est plus active.

Machine à remonter le temps

DANN TU VAS TOUT DROIT AN RIICHT AN NACHT RIICHT AUS AN DANN GEHST DU WEITER AN DANN KENNT LIFT ASS DUERCSICHTEG. SI SI L'ASCENSEUR EST TRANSPARENT.

Dans le futur ce toboggan m'amènera directement de la maison à l'école

H A M M ?

Les voitures volantes seront équipées de super-caméras sur le toit pour le...

Place des Martyrs

Place de Paris

FAIT

Rue de Hamm

Wenn ich Bürgermeister der Stadt wäre würde ich alle Strassen und Häuser gewollt bauen, so wie die von Hundertwasser.

Es gibt einen Weg zur Schule und den...

hasse ich weil er

La gare

Usine à cigarettes

DE L'IMPASSE

rue de Cerisiers

rué Schetzol

rue Kennedy

LA ZONE

DU PASSÉ

COMPOSÉ

Le Quartier de Hamm est plus par là

rue de Byrme

rue Leclerc

rue de Munkacz

rue Pierre Blanc

Auguste Chaves

Rue de Bonnevoie

rue Joseph Junck et la rue d'Eprenay

rue Commerce

comme un Foyer

tap tap tap

tap tap tap

tap tap tap

tap tap tap

tap tap tap

tap tap tap

tap tap tap

Deneault dans des ouvrages précédents : d'une part, celui du *offshore* et des paradis fiscaux³, et d'autre part, celui du néocolonialisme et de la « mafrafrique ».

**« Souveraineté de complaisance »
ou « souveraineté offshore »**

« Nous sommes captifs d'une perversion de langue, relevant d'un retentissant humour noir pour désigner les souverainetés de complaisance ! », écrit Deneault à propos des paradis fiscaux et autres régimes de complaisance, « cet humour vise à représenter comme enfer ou paradis un monde colonisé et laisse penser que ces juridictions sont au loin alors qu'elles trouvent leurs assises au cœur de l'Europe ou de l'Amérique du Nord » (in *Offshore*, p. 22 et 23). Dans *Offshore* (La fabrique, 2010) consacré à l'analyse des paradis fiscaux, Deneault développe déjà sa conception propre du phénomène *offshore*, qui affecte selon lui le cœur des États de droit. D'une part, les paradis fiscaux ne seraient pas que l'affaire de fâcheux fraudeurs, de « quelques pirates qui camouflent leur magot », mais au contraire de banques, d'investisseurs et d'industriels qui ont pignon sur rue. Le fait que leur législation fantoche échappe à tout contrôle public alors même que la moitié des transactions financières internationales transitent par les paradis fiscaux prouve assez que le phénomène nous concerne tous. En outre, les paradis fiscaux s'assortissent de tout un réseau de ports francs, de zones franches où les normes du travail n'existent pas. La logique du secret, du passe-droit et du privilège infiltre si bien nos économies qu'il s'agit plutôt d'un vaste système oligarchique que d'un obscur monde parallèle échappant aux lois éclairées d'une démocratie par ailleurs bien assise.

Pour reprendre l'exemple du Canada, les profits de l'exploitation minière des pays du Sud (« paradis d'exploitation » où les autorités locales, sous la pression conjuguée du FMI ou de la Banque mondiale, ont abdicqué leur pouvoir au profit des compagnies exploitantes) transitent ensuite par les paradis fiscaux des Caraïbes (antichambre financière de l'Amérique

du Nord), avant d'être rapatriés au Canada (où elles bénéficient encore d'avantages fiscaux et sont à l'abri de toute poursuite judiciaire). La configuration de cette relation triangulaire permet aux acteurs impliqués de se soustraire à presque tout contrôle financier et judiciaire à chacun des échelons de leurs activités et transactions. Les acteurs qui ont les moyens d'opérer dans ces circuits parviennent ainsi à avoir un pouvoir considérable. Les décisions qu'ils prennent déterminent largement le cours des choses et de l'histoire. « Les chefs d'État sont des courtiers qui vendent des intérêts législatifs et juridictionnels à des investisseurs internationaux devenus souverains », en conclut Deneault. Ainsi « souverainetés de complaisance » ou « souveraineté offshore » prospèrent sur le terrain que leur cède l'État de droit souverain. Sa définition du phénomène *offshore* s'étend donc bien au-delà de quelques îlots. La formule pourrait-elle devenir un « oxymore discret », entérinant dans le langage courant l'expression d'un concept profondément absurde ?

Le Canada perpétuerait donc un comportement de colonisé, à un détail près toutefois : à partir de 1996 et l'adoption de son nouveau code minier, le territoire qu'il livre à l'appétit des exploitants de minerais n'est plus uniquement le sien, mais aussi celui des pays du Sud. C'est alors que l'histoire du Canada, avec sa généalogie coloniale propre, converge avec celle de l'économie mondialisée, dont les prémisses furent contemporaines du bouleversement géopolitique de l'Afrique.

« Il n'y a pas de "Canadafrique" »

Étudiant en doctorat de philosophie à Paris, Deneault milite au cours des années 1990 à l'association *Survie* et côtoie son président, François-Xavier Verschave (de 1995 à 2005). « *L'ardeur au travail et l'exemple moral qu'il incarnait* » impressionnent profondément l'étudiant québécois. C'est aussi sur le plan conceptuel que Verschave l'a fortement inspiré. Dans *Noir silence* (1999), le président de *Survie* exposait les travers de la « Françafrique », terme

« FAIRE L'ÉCONOMIE DE LA HAINE »

Le dernier recueil de Deneault porte un titre à double sens : *Faire l'économie de la haine*. La thèse qu'il avance est qu'au-delà des structures de l'économie de marché, des structures psychiques garantissent à ses acteurs un certain degré de censure leur permettant de ne pas prendre la mesure du fait que cette économie s'attaque à la vie. « On perd conscience d'un fait dès lors qu'on le financiarise », dit-il. Autre facteur de ce funeste flottement de la conscience :

la censure insidieuse et infraconsciente des formes cognitives qui nous dépossèdent, nous empêchent de voir l'ordre du monde tel qu'il est. « À la démocratie succède désormais le barbarisme de "gouvernance", promu par les sémanticiens de la Banque mondiale et dont l'usage est abondamment subventionné auprès d'universitaires et d'"experts". » (p. 23). Il s'agit là pour lui de la substantivisation du « temps le plus insignifiant de la langue française »

qui relève d'un « management totalitaire, d'une modalité de gestion où conflits et difficultés sont nivelés et non [d']un modèle de gouvernement ». Pour mieux vendre son « Plan Nord », on pourrait ainsi imaginer le gouvernement du Québec préférer à l'« exploitation » – un peu trop connotée –, l'« exploitation » des ressources minières, un terme sans doute bien plus propice au *greenwashing*.

parodiant l'expression de Félix Houphouët Boigny de la France-Afrique. À partir de l'étude des frasques de l'entreprise Elf dans les anciennes colonies africaines de la France, il s'agissait de pointer l'ingérence politique de la France, qui voulait faire main basse sur les ressources de ses anciennes colonies. Le titre de *Noir Canada* est naturellement emprunté à celui de ce cousin éloigné qu'est *Noir silence*. Les liens restent étroits entre les auteurs et l'association *Survie*, laquelle a organisé la tournée de lancement du livre *Paradis sous terre* dans plusieurs villes de France cet automne.

Pour autant, « *il n'y pas de "Canadafrique"* » précisent de but en blanc les auteurs à l'adresse du public français. Au concept de Françafrique, s'est progressivement substitué chez Verschave celui de « mafiafrique », que les auteurs privilégient. Les ressorts de la mafiafrique sont identiques à ceux de la Françafrique, à ceci près qu'ils s'étendent aux réseaux politico-affairistes de plusieurs pays. Comme l'explique Deneault, « *la mafiafrique ne signe pas la fin de la Françafrique, mais elle n'y est plus réductible. Tout comme le cadre national est souvent insuffisant pour comprendre la réalité mondialisée. La mafiafrique signe plutôt l'ouverture du réseau : la Françafrique est comme une autoroute avec des embranchements, alors qu'elle était fermée à l'époque de De Gaulle et de Mitterrand* ».

Avec la mafiafrique, il s'agirait donc bien plus, selon les auteurs, d'un type de relation néocoloniale qui tend à s'internationaliser. Ainsi les États du Nord font pression sur les États du Sud pour qu'ils adoptent des législations favorables au pillage de leur propre territoire par les industries du Nord. L'Europe, elle aussi, tendrait à prendre le Canada pour modèle, pour étendre ce déséquilibre économique à d'autres secteurs de son industrie, comme le secteur agro-alimentaire. « *La mafiafrique, résume Deneault, c'est la conscience que la prédation des ressources en Afrique se fait depuis des lieux de pouvoir affranchis des États de droit.* » Ces États du Nord emprunteraient aux anciennes colonies du Sud des réflexes d'offshorisation, mais pour mieux faciliter le pillage des ressources du Sud. En adoptant eux-mêmes des régimes partiels de complaisance, ils veulent attirer les capitaux pour huiler en quelque sorte les rouages du néocolonialisme. Irait-on vers une organisation du monde où chaque pays du Nord aménagerait son havre *offshore* bien à lui, en l'agrémentant de tous les avantages convoités par les acteurs économiques d'un secteur donné ? Il semble que chaque État du Nord puisse être en mesure d'accorder cet asile d'un genre bien particulier à ceux qui voudraient, et seraient en mesure de s'exonérer de toute contrainte fiscale, juridique et finalement morale en s'y ex-territorialisant.

Assiste-t-on à une redistribution des rôles dans la division internationale du travail ?

Mondialisation de la souveraineté offshore ?

Les effets sociaux, environnementaux et économiques de cette économie néocoloniale sur les pays du Sud sont bien entendu catastrophiques. Mais elle a également des effets sur les pays du Nord, bien qu'ils soient plus sournois, et c'est le mérite des auteurs que d'attirer l'attention sur eux. Ici, le prisme du rapport colonial – que le Canada subit tout en en bénéficiant – déploie toute son ambivalence. C'est sous cet angle que l'exemple canadien peut être éclairant. Outre le manque à gagner que l'État canadien s'inflige en défiscalisant l'industrie minière, il aliène sa propre souveraineté. En levant la contrainte, il croit conforter sa position du bon côté du rapport de force Nord/Sud, mais il aliène en fait son propre pouvoir.

Les analyses des auteurs vont donc bien au-delà d'une simple lecture de l'industrie minière et de l'histoire du Canada, mais elles posent les jalons d'une critique féconde des États du Nord face à la mondialisation économique. À partir du colonialisme, du néocolonialisme et du phénomène *offshore*, ils soulèvent la question : qui est souverain ? S'il est bien évident qu'une telle pensée est à même d'éclairer la conscience politique, elle est en outre porteuse d'intuitions qui méritent d'être approfondies. ■

NOTES

1. Alain Deneault, avec Delphine Abadie et William Sacher, *Noir Canada. Pillage, corruption et criminalité en Afrique*, Montréal, Écosociété, 2007. L'ouvrage, retiré de la vente, peut être lu en ligne en pdf.
2. Alain Deneault, *Faire l'économie de la haine, Douze essais pour une pensée politique*, Montréal, Écosociété, 2012, p. 47.
3. Alain Deneault, *Offshore, Paradis fiscaux et souveraineté criminelle*, Paris, La fabrique, 2010.

SEMER LE DOUTE, ENTRETENIR LA CONFUSION LA STRATÉGIE PAYANTE DES « CLIMATO-SCEPTIQUES »

PAR FRANÇOIS JARRIGE*

À PROPOS DE

Naomi Oreskes

et Erik M. Conway,

Les Marchands de doute,

trad. J. Treiner, Paris,

Le Pommier, 2012, 524 p., 29 €.

Comment des scientifiques, dont le rôle est en principe de « dévoiler la vérité sur le monde matériel », en viennent-ils à travestir les travaux de leurs collègues, à propager des affirmations infondées et des accusations mensongères ? De la peur du « rouge » à la peur du « vert », Naomi Oreskes et Erik M. Conway montrent comment jouent ici, en l'absence même de tout complot, des convergences idéologiques profondes remontant à la Guerre froide.

« / inutile de paniquer à propos du réchauffement climatique », proclamaient seize scientifiques de renom dans le *Wall Street Journal*¹ en janvier 2012. Se présentant comme des « hérétiques » résistant avec courage à la nouvelle idéologie catastrophiste dominante, les signataires de ce texte voient dans les discours sur le changement climatique un dogme absurde, comparable au lyssenkisme en Union soviétique, défendu par des « extrémistes » pour justifier la hausse des impôts et accroître le pouvoir des « bureaucraties gouvernementales ». Leur message est clair : il n'y a aucun argument scientifique qui puisse justifier des mesures visant à « décarboner » l'économie mondiale ou à freiner l'expansion du capitalisme industriel. Parmi les signataires de ce texte qui vise à instiller le doute sur l'urgence écologique, on trouve Claude Allègre, ainsi honoré dans le gratin du climato-scepticisme mondial, aux côtés de William Happer et Rodney Nichols, deux membres influents de l'institut George C. Marshall.

L'institut Marshall, sans doute peu connu des lecteurs français, est un *think tank* conservateur nord-américain créé en 1984 pour défendre le projet d'« initiative de défense stratégique » de Ronald Reagan. Son but était d'« élever le niveau de compréhension scientifique du peuple américain dans les domaines de la science ayant un impact sur la sécurité nationale et d'autres domaines d'intérêt public » – en fait de défendre la politique conservatrice en lui offrant la crédibilité scientifique nécessaire. Depuis la fin de la Guerre froide, il s'est spécialisé dans le lobbying contre toute forme de réglementation

environnementale, multipliant les publications et les interventions médiatiques pour discréditer les mises en garde écologiques ou scientifiques contre les risques sanitaires et environnementaux. Cet institut, et quelques autres qui ont fleuri aux États-Unis depuis cinquante ans, constitue l'un des fils rouges du remarquable livre que Naomi Oreskes et Erik M. Conway ont consacré aux « marchands de doute », c'est-à-dire aux lobbies et lobbyistes de la grande industrie (du tabac, du pétrole, etc.) qui entretiennent à coup de milliards de dollars la confusion dans les débats afin d'empêcher l'adoption de toute réglementation sanitaire ou environnementale qui pourrait nuire à leurs intérêts.

L'histoire des sciences dans la mêlée

Publié initialement aux États-Unis en 2010, peu après l'échec de la conférence de Copenhague et alors que les questions climatiques faisaient l'objet de débats virulents, le livre de Naomi Oreskes et Erik M. Conway est une enquête implacable, remarquable par sa précision et sa clarté. Sans jargon inutile, l'ouvrage offre une plongée dans les mutations des technosciences des cinquante dernières années, au croisement de la science, de l'argent et de la politique. Dans un contexte de repli frileux d'une partie du monde universitaire, ce livre est fondamentalement politique². Qualifié lors de sa sortie de meilleur livre de science de l'année par le quotidien britannique *The Guardian*³, et déjà considéré comme un classique outre-Atlantique, sa traduction relativement rapide en français mérite d'être saluée⁴.

*François Jarrige est historien et maître de conférences à l'université de Bourgogne. Ses travaux portent sur l'histoire de l'industrialisation et de ses controverses. Il est notamment l'auteur d'*Au temps des « tueuses de bras »*. *Les Bris de machines à l'aube de l'ère industrielle* (2009) et de *Face au monstre mécanique* (2009).



Les deux auteurs appartiennent au champ dynamique de l'histoire des sciences nord-américaine. Ils se sont fait connaître par des travaux sur quelques-unes des controverses scientifiques majeures du xx^e siècle. Naomi Oreskes enseigne à l'université de Californie à San Diego. Spécialiste de l'histoire des sciences de la Terre, elle a notamment montré comment les scientifiques américains de l'entre-deux-guerres s'étaient opposés avec rage et obstination à la théorie désormais universellement admise de la dérive des continents⁵. Erik M. Conway est historien à la NASA. Il a travaillé sur les liens entre sciences et politique aux États-Unis, à travers l'étude des programmes de construction des avions supersoniques ou des controverses sur les sciences du climat⁶. Avec beaucoup d'autres, les deux auteurs ont contribué à montrer les multiples liens entre la fabrique de la science et les rapports de force politiques et économiques à l'époque contemporaine. Leur ouvrage

prolonge leurs recherches antérieures, tout en adoptant une rhétorique et un mode d'exposition plus clairement engagés.

Depuis deux décennies, la technoscience et ses effets font l'objet d'une lutte qui transcende en partie les anciens clivages politiques – d'où son invisibilité et les difficultés à l'appréhender. D'un côté, il y a ceux qui pensent que l'épuisement des ressources, la multiplication des pollutions et la finitude de notre monde constituent des limites pour le modèle de développement industriel et technoscientifique du capitalisme contemporain. Sur le ton de la polémique – compte tenu de la sombre réputation du révérend Malthus –, cette position est disqualifiée comme néo-malthusienne par ses nombreux critiques. De l'autre côté, il y a les « cornucopiens », les optimistes invétérés, ceux qui croient que les ressources créées par l'ingéniosité de l'Homme sont illimitées, que la technologie (associée au libre marché) offrira

EXTRAIT / LE FONDAMENTALISME DU MARCHÉ ET L'HÉRITAGE DE LA GUERRE FROIDE

Pendant la seconde moitié du xx^e siècle, la politique étrangère américaine fut dominée par la Guerre froide, et la politique intérieure par l'anticommunisme. Nos protagonistes – Fred Seitz, Fred Singer, Bill Nierenberg et Robert Jastrow – étaient des anticommunistes acharnés, et ils envisageaient la science comme une aide cruciale pour prévenir l'expansion du communisme.

Au cours des premières années de leurs carrières, ils participèrent aux programmes d'armement et de fusées qui jouèrent un rôle clef dans la défense nucléaire américaine; plus tard, ils utilisèrent leurs positions d'experts et leur autorité pour défendre le maintien et le développement de la perspective nucléaire, en fournissant une crédibilité « scientifique » aux arguments

contre la détente et pour le réarmement permanent. [...]

Lorsque la Guerre froide prit fin, ces hommes recherchèrent une nouvelle grande menace. Ils la trouvèrent dans l'environnement. Les environnementalistes, disaient-ils, sont comme des « pastèques » : verts au dehors, rouges à l'intérieur. Chaque menace environnementale évoquée dans le présent livre représentait un échec du marché, un domaine dans lequel la libre concurrence avait provoqué de sérieux « effets de voisinage ». Mais en dépit de la connotation amicale de l'expression, ces effets étaient potentiellement mortels – et d'extension mondiale. Pour s'en occuper, les gouvernements devaient s'engager dans la voie de la régulation, parfois très contraignante, afin

de compenser les manques du marché. Or, c'est précisément ce que ces hommes craignaient et détestaient le plus, car, pour eux, la régulation conduisait en pente douce vers le socialisme, forme rampante du communisme.

Fred Singer découvrit son jeu lorsqu'il nia la réalité du trou de la couche d'ozone, en suggérant que les gens impliqués dans le sujet avaient « probablement [...] leurs propres programmes dissimulés – pas seulement « sauver l'environnement », mais changer notre système économique.

Naomi Oreskes et Erik M. Conway, *Les Marchands de doute*, trad. J. Treiner, Paris, Le Pommier, 2012, p. 404-405.



toujours les moyens techniques d'aller au-delà des limites existantes. Chacune de ces positions s'appuie sur la science, chacune construit un récit de l'histoire humaine et une certaine vision du monde, chacune repose sur des intérêts et des univers sociaux et politiques distincts. Dans *Les Marchands de doute*, les auteurs retracent le combat des « cornucopiens » pour défendre la grande industrie polluante, ses produits et l'idéologie du libre-marché sur laquelle elle s'appuie, contre l'évidence croissante de leurs effets toxiques.

L'ouvrage se focalise sur le travail des scientifiques et leur embrigadement dans la défense des pires dérives du capitalisme industriel. Il ne propose pas une sociologie des lobbies, ni une analyse fouillée des agences de communication qui ont proliféré à la faveur du triomphe du marketing. Son analyse est centrée sur les savants, ceux qui font profession

de savoir mieux que les autres, d'être au-dessus de la mêlée, ceux qui proclament œuvrer pour le bien de l'humanité. Les questions essentielles auxquelles s'attaque le livre sont : « Pourquoi des scientifiques qui, en principe, doivent dévoiler la vérité sur le monde naturel, déformèrent-ils les travaux de leurs collègues ? Pourquoi propagèrent-ils des accusations infondées ? Pourquoi, lorsqu'il fut démontré que leurs arguments étaient faux, refusèrent-ils d'en tenir compte ? Et pourquoi la presse continue-t-elle de les citer, année après année, quand leurs opinions, l'une après l'autre, ont été invalidées ? » (p. 21).

La « stratégie du tabac »

Pour répondre à ces questions, les auteurs suivent le parcours de quelques-uns des principaux scientifiques nord-américains de la seconde moitié du xx^e siècle. L'une des originalités du livre est de replacer

EXTRAIT / LORSQUE ARRIVE LE MOMENT DE PAYER LA NOTE...

Imaginez un gigantesque banquet. Des centaines de millions de personnes sont attablées. Elles boivent et mangent à satiété – savourant une nourriture meilleure et plus abondante qu'aux plus fines tables de l'Athènes ou de la Rome antiques, meilleure même que celle qu'on servait dans les palais de l'Europe médiévale. Un jour, apparaît un homme vêtu d'une veste blanche. Il dit qu'il apporte la note. Évidemment, les convives sont surpris. Certains nient qu'il s'agit de leur note. D'autres contestent qu'il y ait une note. D'autres encore prétendent qu'ils n'ont rien mangé. Un des convives suggère que l'homme n'est pas, en vérité, un serveur, qu'il cherche seulement à attirer l'attention sur lui ou à récupérer de l'argent pour ses propres affaires. Finalement, le groupe conclut que si on l'ignore, il s'en ira.

Voilà où nous en sommes en ce qui concerne le réchauffement climatique. Depuis cent cinquante ans, la civilisation industrielle s'est repue de l'énergie emmagasinée dans les combustibles fossiles, et aujourd'hui on nous présente la note. Et pourtant, nous sommes assis à cette table et prétendons que cette note n'est pas la nôtre, mettant en cause la crédibilité de celui qui nous la présente. Le grand économiste John Maynard Keynes a résumé toute la théorie économique en une unique phrase devenue célèbre : « *Un repas gratuit, cela n'existe pas.* » L'adage dit vrai. Nous avons connu une prospérité jamais atteinte dans l'histoire humaine. Nous nous sommes nourris jusqu'à satiété. Mais le repas n'était pas gratuit.

Il n'est pas surprenant que beaucoup d'entre nous soient dans le déni. Après tout,

nous ne savions pas qu'il s'agissait d'un banquet, nous ne savions pas qu'il faudrait payer la note. Maintenant, nous le savons. La note inclut les pluies acides, le trou dans la couche d'ozone et les dommages causés par le DDT. Ce sont les coûts environnementaux liés à la façon dont les citoyens des nations riches et développées ont vécu depuis la Révolution industrielle. Maintenant, nous devons ou bien payer le prix, ou bien changer notre façon de faire des affaires, ou les deux. Il n'est pas étonnant que les marchands de doute aient eu du succès. Ils nous ont fourni le prétexte pour ignorer le serveur pendant que nous contestions la note.

Naomi Oreskes et Erik M. Conway,
Les Marchands de doute, trad. J. Treiner,
Paris, Le Pommier, 2012, p. 433-434.



les controverses climatiques actuelles dans l'histoire longue des controverses environnementales et sanitaires du second xx^e siècle, en mettant en lumière des filiations rarement soulignées. Ils décrivent ainsi l'émergence de ce qu'ils appellent la « *stratégie du tabac* », une méthode visant à introduire de la confusion dans les débats pour paralyser toute action. Cette « stratégie » est née dans les années 1950 lorsque l'industrie du tabac, prise de panique, a décidé d'organiser « *une tromperie massive et durable visant à masquer à la population américaine les effets du tabagisme sur la santé* » (p. 31) – tromperie qui fut d'ailleurs officiellement reconnue au cours des années 2000 lors de retentissants procès qui virent les industriels du tabac condamnés pour avoir sciemment trompé l'opinion publique et les consommateurs⁷.

La thèse générale du livre peut être résumée en trois points principaux. Tout d'abord, la « *stratégie du tabac* » a été largement reprise depuis les années 1960, et souvent par les mêmes personnes, pour entretenir des controverses sur les grands problèmes environnementaux. L'ouvrage décrit les polémiques qui ont accompagné la lente reconnaissance des grands risques sanitaires et environnementaux contemporains, comme la possibilité d'un hiver nucléaire (chapitre 2), les pluies acides (chapitre 3), l'existence du trou de la couche d'ozone (chapitre 4), le tabagisme passif (chapitre 5), le réchauffement climatique (chapitre 6), ou encore les pollutions au DDT, dénoncées d'abord par Rachel Carson (chapitre 7). Deuxièmement – et c'est un point essentiel pour les auteurs –, cette stratégie prend partout l'apparence de la science et elle est orchestrée par des scientifiques reconnus, tout en n'ayant en réalité rien de scientifique. On pourrait même la dire « *antiscientifique* » dans la mesure où elle cherche à instiller le doute plutôt qu'à démontrer. Elle est fondamentalement idéologique, parce qu'elle ne vise qu'à protéger

le marché de toute velléité interventionniste ou régulatrice. Enfin, cette stratégie a été et demeure efficace, avant tout parce qu'elle permet d'entretenir le doute dans le grand public et de gagner du temps, et ainsi de retarder d'éventuelles réglementations et de se prémunir des risques de poursuites. Les auteurs dissèquent avec minutie les stratégies déployées par les scientifiques au service des industries polluantes pour disqualifier les travaux les mettant en cause ainsi que leurs auteurs. Ils montrent aussi comment l'industrie ne cesse d'instrumentaliser la presse et les médias.

Les savants, la Guerre froide et le « fanatisme du marché »

L'une des forces du livre est de montrer à quel point les controverses environnementales et scientifiques contemporaines sont fondamentalement des débats politiques, plus que des querelles d'experts. Pour Oreskes et Conway, il est clair qu'un petit groupe de scientifiques a sciemment décidé de rompre avec la déontologie et les règles de leur métier au nom de principes idéologiques. Le livre offre une impressionnante galerie de portraits de scientifiques nord-américains, comme Fred Singer, Frederick Seitz ou William Nierenberg, que l'on suit tout au long du livre. La plupart étaient initialement des scientifiques légitimes dans un domaine spécifique, mais, avec l'âge, ils ont peu à peu abandonné la recherche fondamentale pour devenir marchands de doute professionnels et artisans de controverses médiatiques. Ce sont par exemple des spécialistes reconnus de physique nucléaire comme Nierenberg qui se servent de leur crédibilité auprès des pouvoirs publics et de l'opinion pour s'aventurer loin de leurs domaines de compétence et contester les pluies acides ou le réchauffement climatique, sans jamais avoir mené eux-mêmes le moindre travail scientifique sur ces sujets.

Bouffe pognon

Quand ma famille vient à Nantes, je leur fais visiter la galerie commerciale

On le chante lorsqu'on a sorti du stade.
champion ! le reste du
champion ! le reste du ballon !
champion ! le reste du ballon !

Caillou dans la poche d'une petite fille

Le stade Saint Yves

Maison de l'enfance Méta
20 rue Firmin-Colas
t 02 40 58 56 56
meta@accoord.fr
bus 45 "Firmin-Colas" - tram 1 "Lauriers"

Ecole du Sacré Coeur

SOS medecin

La Mét

Notre Centre socioculturel
2A rue de Saint-Brévin
44100 Nantes
Tél. : 02 40 46 41 46
Fax : 02 51 80 51 31
bourderies@accoord.fr

Chercher Alpha et on se rejoint où c'est marqué ici
Voisins qui crèvent les ballons
En fait moi je vais chercher Asema et elle

Voisins qui crèvent les ballons

Parc de Bellevue

La place du bruit

Rue des Bourderies

La balade en mougonnière

QUARTIER

DU

BRUI

TIER

DU

BRUI

Voisins qui crèvent les ballons

On joue au foot dans le quartier

Ecole Jean Zay

Ecole Lucie Aubrac

Ecole Alain Fournier

Ecole du Plessis Cellier

Parc de la Bourcardière

La maison de retraite

Piste d'atterrissage de l'Hôpital

Le resto des kilos en trop sous le Pont de Cheviré

1345 le courant de la Loire va vers la gauche, par moment, il y a des mauvaises odeurs, il y a des tags, la Loire

Le bac pour passer d'une île à l'autre

La Loire se jette dans la mer

Le futur grand commissariat

La Vie

La question essentielle est évidemment de comprendre quelles sont les motivations de ces scientifiques. Il y a bien sûr des intérêts financiers, et les industriels ne se privent pas, aux États-Unis surtout, de financer la recherche privée pour tenter de contrôler ses résultats, mais là n'est pas l'essentiel selon les auteurs. Pour eux, en effet, les « marchands de doute » ne sont pas nécessairement vendus aux lobbies industriels, et il n'y a pas de complot conscient : on assiste plutôt à une forme de convergence idéologique entre les grands groupes industriels et certains scientifiques. Tous partagent un « *fondamentalisme du marché* » (p. 270) qui façonne leurs actions et leurs choix. Cette dimension essentielle, évoquée dans le chapitre 7, est celle qui mériterait sans doute le plus d'être développée par des enquêtes ultérieures. Dans la nébuleuse des scientifiques qui fabriquent le doute, nombreux sont ceux qui étaient auparavant engagés dans la Guerre froide. Pour eux, toute forme d'interventionnisme étatique était alors assimilée à un communisme rampant. Ces scientifiques ont rompu avec la science lorsque celle-ci a commencé à démontrer que le libre marché produisait des externalités négatives majeures, auxquelles il fallait remédier par une intervention des pouvoirs publics. Notre incapacité à affronter les défis environnementaux serait donc le fruit d'une illusion idéologique, partagée par les anciens scientifiques formés dans le contexte de la Guerre froide, comme par les économistes dominants et les dirigeants politiques des trente dernières années.

On voit clairement comment ces scientifiques basculent de la démarche scientifique vers la lutte politique au cours des années 1980 : leur but n'est plus alors de produire des données originales mais de s'opposer à celles qui contredisent leurs convictions. Ils s'en prennent ainsi à leurs collègues en affirmant que la communauté scientifique est infiltrée par les « *environnementalistes* », les « *socialistes* » et autres « *luddites* » défendant « *un programme politique caché* » (p. 224-226). L'étude du vocabulaire et des stratégies rhétoriques des marchands de doute est fascinante à cet égard. Évoquons Frederick Seitz (1911-2008), qui avait d'abord été un pionnier de la physique des solides avant de devenir président d'université, de l'Académie des sciences américaines, et pour finir consultant pour l'industrie du tabac et figure majeure du climato-scepticisme : il « *croyait passionnément en la science et la technologie – à la fois comme causes des progrès de la santé, de la richesse, et comme unique source d'amélioration future* » (p. 52). Les opinions contraires le rendaient furieux. Il haïssait les écologistes qui, pour lui, n'étaient que des « *luddites* » stupides aspirant à revenir en arrière. De même, pour le physicien Fred Singer, la protection de l'environnement n'était

qu'une stratégie cachée émanant de « *socialistes* » et de « *luddites anti-technologie* » pour réguler le capitalisme (p. 95 et 136)⁸.

Aux États-Unis, à partir des années 1980, nombre de scientifiques, de politiques et d'industriels conservateurs se mirent de plus en plus à considérer l'écologie politique et le combat environnementaliste comme des dangers pour la liberté. Pour eux, anciens combattants forcenés de la Guerre froide, le combat écologique prenait la place du communisme comme figure du mal absolu menaçant le mode de vie et les intérêts américains. La force de ces marchands de doute est finalement d'avoir réussi à faire passer pour des controverses scientifiques – et donc pour des débats neutres et désintéressés – ce qui n'était en réalité que des polémiques politiques entre libéraux et interventionnistes. Oreskes et Conway montrent combien le « *technofidélisme* » – c'est-à-dire la foi aveugle dans la technologie – s'est conjugué à merveille avec la foi dans le capitalisme libéral. Contrairement à ce qu'on cherche parfois à nous faire croire, cette double croyance l'a emporté à tel point que des scientifiques réputés ont choisi de faire passer avant toute chose la défense débridée du capitalisme libéral : « *Si l'on croyait au capitalisme, il fallait attaquer la science, parce que la science avait révélé les risques que le capitalisme avait entraînés dans son sillage* » (p. 279). Le parcours de ces scientifiques formés et ayant accédé à des positions de pouvoir pendant la Guerre froide recoupe d'ailleurs largement celui du mouvement anti-environnementaliste qui, depuis les années 1980, a exercé une influence croissante sur les administrations Reagan, Bush père et fils, mais aussi, dans une moindre mesure, sur celles de Clinton et d'Obama, et par conséquent sur l'ensemble de la vie politique des États-Unis.

Science, démocratie et production

L'ouvrage est centré sur les États-Unis et ne dit presque rien de la situation dans le reste du monde⁹. Mais on sait que la guerre des idées autour des controverses climatiques s'est également installée en Europe depuis la fin des années 1990 et a acquis une réelle influence en France¹⁰. Ici aussi, une forme de doute est fabriquée médiatiquement, selon une rhétorique populiste : stigmatisation des élites, appel au « bon sens », insistance sur les incertitudes et les divisions parmi les experts, appel incessant au « débat ». Les mêmes stratégies sont en cours actuellement autour de l'exploitation des gaz de schiste. Dans une enquête, elle aussi implacable, Stéphane Foucart, journaliste scientifique au *Monde*, a aussi montré les nouvelles formes de « fabrication de l'opinion » via Internet et la télévision grand public¹¹. Les publications se multiplient, les controverses font rage dans

un tourbillon médiatique qui semble rendre toute analyse, à peine publiée, déjà périmée.

Dans ce contexte, on se demande évidemment ce qu'il convient de faire. Dans leur épilogue, intitulé « Une nouvelle vision de la science », les auteurs proposent quelques pistes, qui semblent cependant bien insuffisantes. Selon eux, il faut d'abord lutter contre les marchands de doute et leur influence médiatique et politique disproportionnée en régulant davantage la pratique du lobbying et les conflits d'intérêt. En effet, contrairement à ce que ne cessent d'affirmer les industriels et les lobbyistes, nous ne souffrons pas d'un manque de connaissances et de recherche, ou d'un manque de données scientifiques. Nous sommes au contraire noyés sous la masse des données et des publications. La solution ne passerait pas par la production de davantage de données scientifiques ou par une meilleure pédagogie, mais plutôt par une meilleure connaissance du fonctionnement du travail scientifique et un meilleur contrôle de sa diffusion dans le champ politique et dans l'opinion. Devant la complexité des problèmes à traiter, face auxquels les politiques et les citoyens semblent impuissants, il conviendrait d'abord de transformer le fonctionnement institutionnel des démocraties libérales pour permettre une meilleure prise en compte des enjeux écologiques¹².

L'objectif principal serait donc de mieux protéger la communauté scientifique, et plus largement les sociétés, des attaques des marchands de doute, très coûteuses en temps et en énergie. En bref, contre les marchands de doute, qui pratiquent la « mauvaise science », il faut d'abord faire confiance à la « bonne science ». Non pas une confiance aveugle, mais une confiance raisonnée, qui, selon les auteurs, passerait par une meilleure prise en compte de la position à partir de laquelle les experts parlent et de qui les financent. Face à des enjeux scientifiques qui dépassent largement les compétences des citoyens ordinaires, seul un meilleur encadrement de la confiance pourrait nous permettre d'agir pour l'avenir.

Malheureusement, avec cette conclusion, Naomi Oreskes et Erik Conway ne nous semblent pas aller jusqu'au bout de la logique de leur démonstration. En faisant appel à l'intervention de l'État, à de saines régulations publiques et à des experts impartiaux contre les dérives du libéralisme et des « marchands de doute », ils restent au milieu du gué. Le vieux clivage entre partisans et opposants du laissez-faire, sans doute essentiel aux États-Unis, ne suffit pas à expliquer la poursuite massive d'un modèle d'industrialisation destructeur à l'échelle du monde. Le climato-scepticisme et la haine des écologistes se rencontrent aussi bien chez les libéraux que chez les interventionnistes, à droite comme à gauche. Ce

sont les fondements du modèle industriel et productiviste et les conditions même de la production qui doivent être contestés, ce que les auteurs, comme la plupart de nos contemporains, ne semblent pas prêts à faire. ■

NOTES

1. « No Need to Panic About Global Warming », *The Wall Street Journal*, 27 janv. 2012, consultable en ligne.
2. Il y a eu assez peu de recensions du livre en France, presque rien dans les grands médias, mais deux excellents comptes-rendus sont à signaler : Luc Semal, in *Développement durable et territoires*, vol. 3, n° 2, juill. 2012 ; et Jean-Paul Deléage, « Contre les marchands de doute, vive l'écologie ! », *Écologie et Politique*, 2012, n° 1, p. 139-152.
3. *The Guardian*, 8 août 2010.
4. Il a été traduit par le physicien Jacques Treiner, professeur émérite à l'université Pierre-et-Marie-Curie et président de l'association pro-nucléaire Sauvons le climat.
5. Naomi Oreskes, *The Rejection of Continental Drift*, Oxford University Press, 1999.
6. Erik M. Conway, *High-Speed Dreams: NASA and the Technopolitics of Supersonic Transportation, 1945-1999*, John Hopkins University Press, 2005.
7. Cette histoire du tabac est désormais bien connue, et elle a été révélée au grand public par le film *Thank You for Smoking* (2005). Voir aussi la somme de Robert Proctor, *Golden Holocaust: Origins of the Cigarette Catastrophe and the Case for Abolition*, University of California Press, 2012.
8. La référence fréquente aux « luddites », ces ouvriers anglais qui brisèrent des machines au début de l'ère industrielle, dans les controverses scientifiques aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, est assez caractéristique de ce discours visant avant tout à discréditer l'ennemi ; voir V. Bourdeau, F. Jarrige, J. Vincent, *Les Luddites* (Ère, 2006).
9. Un livre collectif récent tente de faire le point sur ces controverses au niveau mondial : E. Zaccai, F. Gemenne et J.-M. Delocry (dir.), *Controverses climatiques, sciences et politique*, Presses de Sciences Po, 2012.
10. Cf. le succès du livre de Bjørn Lomborg, *The Skeptical Environmentalist: Measuring the Real State of the World*, Cambridge University Press, 2001 (trad. fr. 2003).
11. Stéphane Foucart, *Le Populisme climatique. Claude Allègre et Cie, enquête sur les ennemis de la science*, Denoël, 2010.
12. Ils rejoignent ainsi Dominique Bourg et Kerry Whiteside (cf. *Vers une démocratie écologique. Le citoyen, le savant et le politique*, Le Seuil, 2010).

DES MARGES DE LA PSYCHIATRIE AUX MARGES DU « SOCIAL »

ENTRETIEN AVEC **ROBERT CASTEL***

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCK CHAUMON ET SOPHIE MENDELSON**

À relire aujourd'hui *La Gestion des risques*, ouvrage publié en 1981 par Robert Castel et récemment réédité, on ne peut qu'être frappé par la justesse de son analyse, qui ne cesse de se vérifier actuellement, « *et même au-delà de ce que l'on pouvait anticiper à l'époque* », comme il le remarque dans sa préface. Voici donc advenu l'âge de l'après-psychiatrie, de l'après-psychanalyse, dont Robert Castel décrivait en termes dramatiques les prémices, alors même qu'il avait auparavant nettement dénoncé les ambiguïtés de la psychanalyse.

Tandis que la catégorie de « dangerosité » avait déterminé au XIX^e siècle le traitement de la folie comme question sociale (le « fou » doit être soigné, sans quoi il menace la société), elle s'est vue marginalisée au profit de celle de « risque ». Or cette catégorie est la pierre d'angle d'un mode de gouvernement des individus et des populations apparu à la fin des années 1970 : la gouvernementalité néolibérale, qui repose sur la constitution de nouvelles subjectivités, façonnées par un impératif d'« autonomie » et de « responsabilité individuelle ». Il s'agit désormais de prévenir les troubles au plus proche de leur apparition, plutôt que de guérir la folie lorsqu'elle est déjà installée. Le périmètre de définition de ces troubles se voit conjointement élargi à tous les traits qui singularisent l'individu. Ce paradoxe est au centre de *La Gestion des risques* : toute marque d'individualité est suspecte, et il faut sauver la société des risques que cela lui fait encourir ; mais c'est au nom de l'individu que sont prises des mesures visant à assurer sa sécurité et son bien-être.

Les analyses développées dans *La Gestion des risques* anticipent largement les politiques publiques qui se sont développées depuis le début des années 1990 et que l'on pourrait ranger sous le nom de « politiques de santé mentale ». Vous décrivez en fait la logique structurelle du bouleversement du champ psychiatrique auquel nous assistons, et que les acteurs pourraient croire nouveau ou conjoncturel.

Je ne suis pas familier de ce terme de « santé mentale » qui n'était pas apparu nettement à l'époque. Je n'ai pas connu ces développements, mais j'ai approché certaines de ses anticipations, sous une forme plus grossière sans doute. Par exemple, sous la forme de ce qu'on appelait aux États-Unis la « thérapie pour les normaux », anticipation de ce que l'on appellera « travail sur soi », voire coaching dans sa forme finalisée. C'était une déspécification des interventions médicales et psychiatriques dans laquelle le rôle de la psychanalyse, ou plutôt d'ailleurs de ceux que j'ai appelé un petit peu méchamment les « bâtards de la psychanalyse », était majeur. Ces techniques psychothérapeutiques sous diverses formes (Gestalt thérapie, analyse transactionnelle) et autres avaient pour objet la relation duelle, avec comme effet majeur d'atténuer,

ou même à la limite de supprimer, la frontière entre le normal et le pathologique. Plus précisément, il s'agissait moins de réparer, de recoudre la subjectivité que de développer son potentiel. Le canal par lequel c'était importé en Europe était le mouvement de valorisation de ce qu'on appelait « le potentiel humain »...

Au-delà de la critique de la psychanalyse, d'autres pratiques ?

Cette perspective de maximisation du potentiel humain est précisément l'horizon du projet politique de la « santé mentale ». Mais la difficulté du champ psychiatrique à résister à l'emprise de cette perspective ne s'explique-t-elle pas aussi par les limitations de la sociologie critique elle-même ? La description très critique de l'asile comme institution totalitaire qu'Erwin Goffman propose dans son livre *Asiles*, livre que vous avez introduit en France et que vous avez prolongé, bien avant *La Gestion des risques*, avec *L'Ordre psychanalytique* (1976), ne semblait pas donner d'outils aux acteurs de la psychiatrie pour la transformer. La description que vous faisiez ne laissait pas beaucoup d'espace à des contradictions qui auraient pu avoir une portée réelle. Est-ce que vous diriez après-coup que les

*Robert Castel est sociologue. Il est notamment l'auteur de *Le Psychanalyste* (1973), *L'Ordre psychiatrique* (1977), *La Gestion des risques* (1981) et *Les Métamorphoses de la question sociale* (2000).

**Franck Chaumon et Sophie Mendelsohn sont psychanalystes.

divers mouvements réformateurs ou critiques de la psychiatrie n'ont fait qu'aménager une organisation disciplinaire planifiée dès le XIX^e siècle, ou bien ont-ils produit des alternatives?

Il me semble, en essayant de me remettre dans le contexte de l'époque, que la conception de l'institution psychiatrique était certes traversée par des lignes de conflit dans le champ des professionnels, mais qu'elle est restée largement inféodée à l'asile. Je crois que, dans les années 1960 et un petit peu au-delà, c'est cette survivance asilaire qui déterminait au moins en creux l'essentiel des réponses. La psychiatrie de secteur (cf. encadré sur la psychiatrie critique) a certes représenté une tentative de sortir de l'asile, tout comme la psychothérapie institutionnelle ; et incontestablement, la psychanalyse a renouvelé certaines pratiques asilaires en profondeur. C'était ça le noyau apparent de la conflictualité, mais, pour ma part, j'ai jugé que le secteur conservait des éléments de reproduction de l'asile. C'était je crois le fait majoritaire, en dépit de la bonne volonté de gens comme Daumézon ou Bonnafé. Il y a eu sans doute des alliances avec des professionnels, et du reste c'est ce que nous avons essayé de faire à quelques-uns, justement à travers la constitution du « Réseau alternative à la psychiatrie ». Mais je crois qu'il faut reconnaître que, du moins en France et à quelques exceptions près, les psychiatres, et même les psychiatres progressistes ou modernistes, disposaient ou croyaient disposer de deux technologies efficaces : le secteur et la psychanalyse. Et donc ils n'en avaient rien à faire de ces propositions, qui paraissaient grossières, de critique radicale de l'ordre psychiatrique...

La première fois que j'ai vu Basaglia, il était venu faire une conférence à l'hôpital Sainte-Anne, c'était en mars 1968, et beaucoup d'auditeurs étaient atterrés de la radicalité de son discours. Je me souviens qu'il y avait là un jeune psychanalyste italien, venu écouter Lacan, qui avait honte qu'un Italien dise de telles choses, qui lui paraissaient simplistes alors qu'elles étaient simplement politiquement évidentes.

Il y avait pourtant des mouvements critiques. Vous avez parlé du « Réseau alternative à la psychiatrie »...

Oui, cela a été une tentative, et je crois que je peux dire sans me vanter que Basaglia et moi avons été à son origine. Au mois d'août 1968, ma femme Françoise, qui était psychiatre, et moi, avons été faire un tour en Italie à Gorizia et nous avons rencontré Basaglia. Ça a été un peu un coup de foudre réciproque. Franco, et Franca sa femme, traduisaient Goffman au même moment. Nous avons décidé d'essayer de faire quelque chose. Cela a pris un an ou deux, on a rattaché des gens comme Félix Guattari ou David Cooper entre autres. Le réseau, c'était quelque chose de purement artisanal au début, et puis il y a eu un moment de relative audience jusqu'au congrès de Trieste, en 1977, qui fut le très grand rassemblement de l'« antipsychiatrie » européenne. L'idée, c'était qu'il y avait des tas de gens qui essayaient des choses alternatives un peu partout, de manière un peu marginale, et qu'il fallait les mettre en lien, en réseau, sous le double rapport du savoir et des pratiques. C'était une forme de publicisation qui renforçait la position des gens qui se lançaient dans

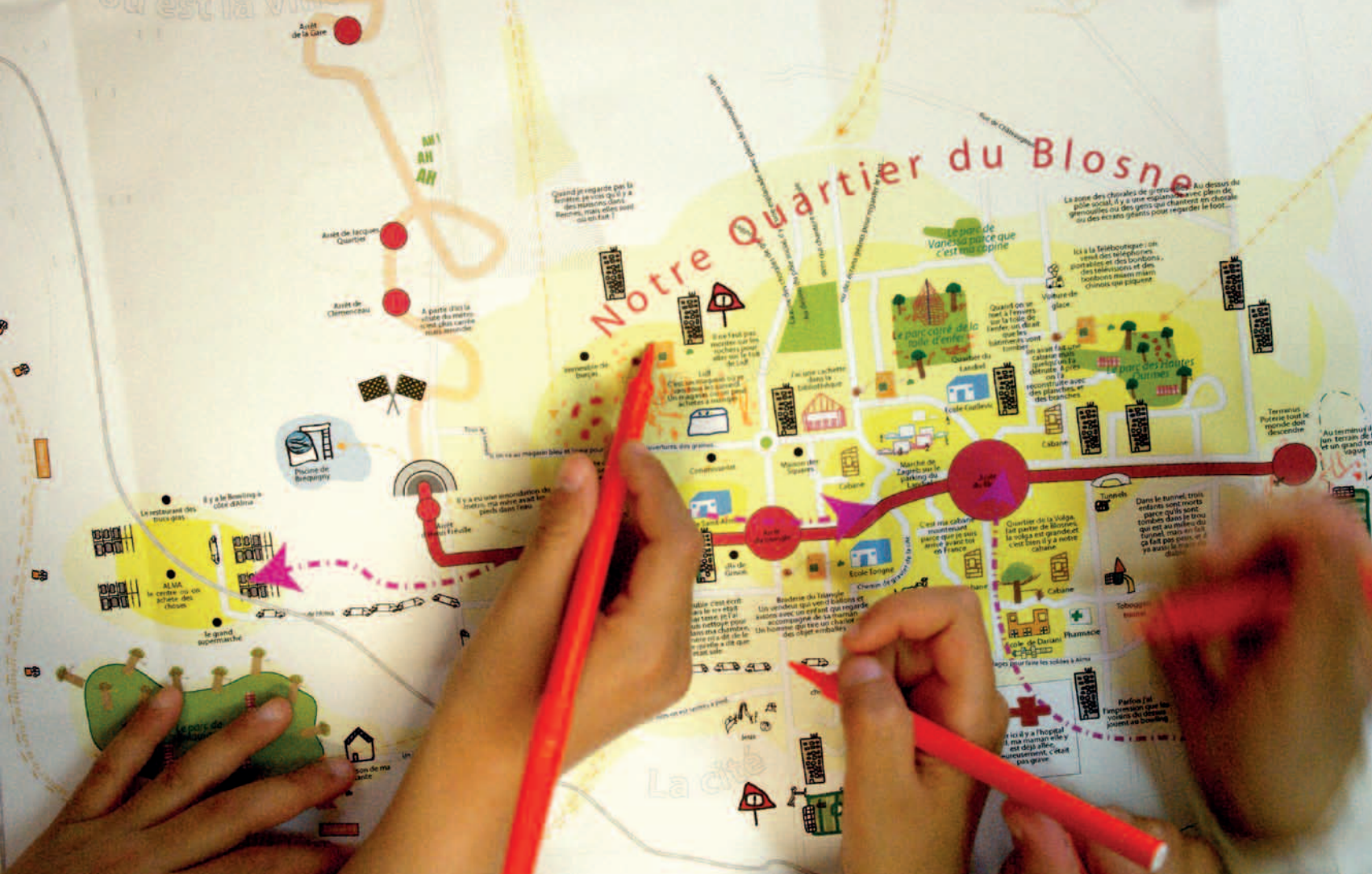
LA SANTÉ MENTALE : UN NOUVEL HYGIÉNISME

Si le terme est récent, la perspective est aussi ancienne que l'aliénisme lui-même, et a connu un premier développement sous le nom d'« hygiène mentale », soit une perspective de prévention des maladies. Le nouvel élan des politiques de santé mentale, impulsé dans les années 1990, va bien au-delà de ces dispositifs limités. Avec ce terme, il s'agit en réalité d'un changement de paradigme des politiques de santé publique. Là où autrefois le champ psychiatrique de la folie constituait le fondement et le socle légitime des interventions de l'État, la santé mentale est désormais la priorité et la fin d'un nouveau domaine illimité.

C'est que le malaise social est de plus en plus décrit et appréhendé comme un malaise subjectif : la dépression est déclarée « mal du siècle » et tout lien social peut être cause de « traumatisme ».

Mais c'est aussi et surtout que l'idéal de santé, conçue comme le capital-ressource nécessaire pour faire face aux aléas de la vie en société, constitue le nouveau bien démocratique. La santé mentale a ainsi été déclarée « nouveau droit de l'homme ». L'idéal est celui de la « santé mentale positive », dont la production est posée comme préoccupation d'État, et dont la réalisation doit être le souci de chacun. Politique dans sa gestion (ce sont des politiques publiques pensées à l'échelle européenne), cet idéal doit être subjectif dans sa mise en œuvre : chacun doit se faire le gestionnaire de sa propre santé mentale, conçue comme un capital précieux. Dans ce pari sur l'avenir conçu comme un investissement, le souci de la « parentalité » est élevé au rang de priorité européenne.

Le projet est grandiose, et vise d'abord non pas à soigner les maladies mais à former – osons le terme – un homme nouveau. Cette nouvelle perspective d'une subjectivité néolibérale est explicitée par exemple dans le rapport « *La santé mentale, l'affaire de tous* », remis en 2009 à Nathalie Kosciusko-Morizet, alors secrétaire d'État aux nouvelles technologies et à la prospective. La dissolution ainsi programmée du champ psychiatrique classique n'implique pourtant pas que les psychiatres disparaissent du nouveau dispositif. Il est prévu de leur donner une nouvelle place dans le réseau d'ensemble : celle d'experts coordinateurs de l'armée de fantassins constituée par les médecins généralistes prescripteurs de psychotropes et les psychothérapeutes voués à traiter par la parole les troubles subjectifs nouveaux.



ce type d'expériences et qui souvent étaient en position d'illégitimité par rapport à la psychiatrie officielle ou la psychanalyse reconnue. Dans ce contexte il faut souligner que la position de Basaglia était très radicale. Il refusait la désignation d'antipsychiatre, et il assumait d'être psychiatre à ceci près que pour pouvoir faire de la bonne psychiatrie, il fallait commencer par détruire l'asile...

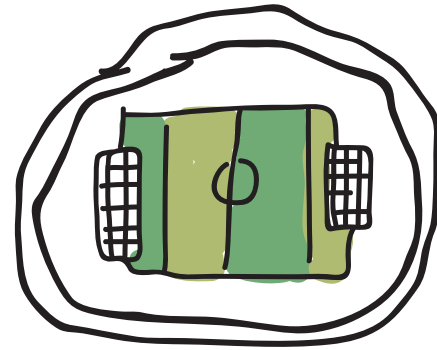
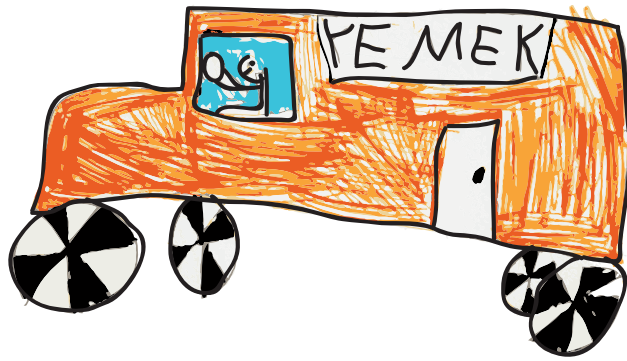
De la psychiatrie à la constitution de la subjectivité contemporaine

Vous avez dédié *La Gestion des risques* à Basaglia, et ce livre hérite sans aucun doute des questions que vous avez abordées ensemble. Son titre est percutant, et mérite d'être explicité. Qu'entendiez-vous en 1980 par « gestion des risques » ? On ne peut pas l'aborder aujourd'hui sans penser à la postérité que ce terme de « risque » a connue, notamment à la suite de l'ouvrage d'Ulrich Beck, *La Société du risque*, qui fait du risque un élément constitutif de la société contemporaine.

D'abord, il faut situer les choses dans le temps : l'ouvrage de Beck date de 1986. J'ai pris très vite une position critique à l'égard de cette notion de « société du risque », car je pense que cet amalgame entre différents types de risques complètement hétérogènes

aboutit à additionner les peurs et développe les frustrations au nom d'une aspiration éperdue à la sécurité absolue, qui est un fantasme. Par contre, la notion de « risque » a émergé très progressivement, mais au début des années 1980 la référence n'était pas celle qui s'est imposée ensuite. Après le livre de Beck, on a commencé à parler de « nouveaux risques », justement pour désigner ces effets collatéraux du développement des techniques, de type Tchernobyl, qui d'ailleurs survient en 1986. C'est seulement à la fin des années 1980 que la notion de risque s'est vraiment généralisée et a flambé jusqu'à la conception contemporaine selon laquelle notre modernité s'identifierait à une société du risque, ce qui me paraît extrêmement discutable. Je suis peut-être un peu injuste, mais cette espèce d'explosion de la notion de risque me paraît néfaste et quelque peu indécente. Une expression comme : « Nous sommes sur la terre comme sur un siège éjectable » pourrait peut-être être utilisée aujourd'hui par un habitant de Syrie ou d'Afghanistan, mais pour un Allemand ou un Français, c'est pousser un peu loin le bouchon...

C'est important de mettre cela en avant parce que rétrospectivement on peut avoir l'impression que votre livre, avec ce titre, serait précurseur de tout ce mouvement. Or, ce n'est donc pas du tout le cas, bien au contraire.



Oui, d'autant plus que la proposition de titre que j'avais faite à l'époque à Jérôme Lindon, mon éditeur, était la suivante : *La Gestion des vulnérabilités et des risques*. Il a trouvé que c'était trop long. Comme c'était un bon éditeur, j'ai accepté de le raccourcir. Mais mon idée, dans ce livre, c'était cette bipolarité : d'un côté, le risque, la gestion administrative des populations à partir des facteurs de risque, et d'un autre côté, des vulnérabilités ou des fragilités psychologiques à traiter comme telles. L'un ne va pas sans l'autre, c'était la perspective que je soutenais et qui hélas a disparu dans le titre.

Effectivement, il n'y a pas que la psychiatrie qui soit en jeu dans la gestion des risques. Vous écrivez dans la préface à la réédition de votre livre : « À partir de la situation des années 1970 il serait ainsi dégagé deux lignes de développement des

stratégies de gestion de l'individu très différentes, en apparence opposées, mais qui pourraient s'avérer complémentaires. La constitution de populations à risques déconstruit complètement l'individu dans le cadre d'une planification administrative programmée à distance. Au contraire, les stratégies d'intensification des potentialités de l'individu s'attachent à travailler sur l'individu lui-même et à maximiser ses capacités. » L'entrée par le monde « psy » permet donc de révéler cette ligne de tension interne à la constitution de l'individualité contemporaine, qui est démantelée par la modalité de gouvernement néolibéral alors qu'en même temps l'individu y est proposé comme point d'appui ou lieu d'investissement des nouvelles technologies de pouvoir. Est-ce que cette tension perdure de la même manière aujourd'hui, et pourquoi cela tient-il depuis trente

PLURALITÉ DES MOUVEMENTS DE PSYCHIATRIE CRITIQUE

Avec les années 1980 s'achève un demi-siècle d'effervescence critique en France. C'est à partir de l'expérience de la guerre, des camps et de la Résistance qu'une minorité agissante de psychiatres a mis en crise le modèle de l'asile et a entrepris de repenser l'institution soignante dans un horizon égalitaire. Ce caractère foncièrement politique de l'origine des mouvements critiques doit être souligné : il constitue une originalité de la psychiatrie française.

Deux grands courants réformateurs structurent ces pratiques alternatives.

Le premier, dit de la « psychiatrie de secteur », choisit de mettre en place des propositions de soin (consultations, hôpitaux de jour) en amont de l'hôpital, de sorte que celui-ci devient le dernier élément d'un ensemble et perd sa prévalence dans le dispositif. Les relais syndicaux de ce mouvement de réforme ont conduit progressivement à la généralisation de ce modèle par l'administration, faisant ainsi glisser vers une gestion bureaucratique ce qui avait été tout d'abord une critique de

nature éthique et politique. Quelques noms (ici : Daumézon, Bonnafé) rappellent la dimension de combat de ce mouvement.

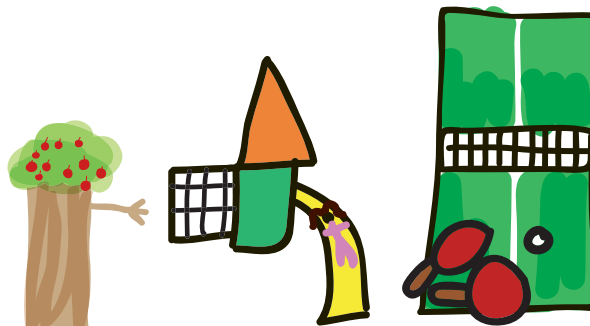
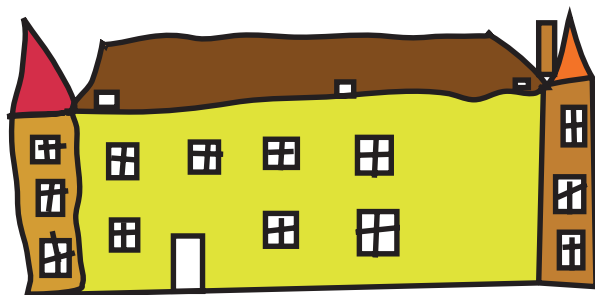
Le second, dit de la « psychothérapie institutionnelle », est également né de la guerre. L'asile de Saint Alban fut à la fois un haut lieu de la Résistance, et un laboratoire de l'institution de nouveaux rapports entre soignants et patients. Changer l'institution soignante selon des principes découlant à la fois de la psychanalyse et du marxisme fut l'utopie initiale. Né à l'hôpital, ce modèle se diffusa largement, aussi bien dans la psychiatrie de secteur que dans certaines cliniques (en particulier celle de La Borde, avec Jean Oury et Félix Guattari).

Malgré leur origine explicitement politique, ces deux courants furent fermement critiqués par le mouvement italien *Psichiatria democratica*, qui leur reprochait leur illusion techniciste. Franco Basaglia, chef de file du mouvement, qui avait fait l'expérience radicale d'une « négation » de l'asile de Gorizia à Trieste, pensait en effet que l'erreur française tenait

à la place qu'elle faisait à la technique (qu'elle soit psychanalytique ou institutionnelle), alors que selon lui la folie était l'expression directe d'un partage politique, qui ne pouvait avoir de solution que politique. De fait, les pratiques de « négation » de l'institution, et aussi bien l'implication des syndicats et des collectivités locales en Italie furent foncièrement différentes des modalités de la réforme étatique française.

Après 68, des rapprochements se sont produits entre des mouvements rebaptisés alors « antipsychiatriques » (Foucault et Basaglia récusèrent pour leur part cette désignation) dans un vaste Réseau éphémère où se croisèrent des représentants de ces pionniers et bien d'autres encore (antipsychiatrie anglaise avec D. Cooper, mouvements de psychiatrisés GIA, etc.). Mais ces convergences n'eurent pas de postérité.

Les trois principaux courants que nous avons ici identifiés perdurent à ce jour.



ans ? Vous montrez que cette contradiction n'est peut-être qu'apparente, mais qu'elle produit par contre à l'échelle collective une forme de vie autre, traversée par ce que vous appelez l'« asociale sociabilité ». Diriez-vous que ce paradoxe constitue la condition du sujet contemporain ?

Oui, il semble en tout cas que la conception du sujet contemporain est construite par ce qu'on s'est mis à appeler le « néolibéralisme ». Il faut reconnaître que c'est Foucault qui a mis ce terme sur orbite, dans ses séminaires de la fin des années 1970. C'est toujours dangereux de reconstruire le passé, mais j'ai sans doute eu de mon côté l'intuition qu'il y avait là quelque chose d'important qui émergeait, quoique encore non conceptualisé ou théorisé, en tout cas sous cette forme.

J'ai proposé ce terme d'« asociale sociabilité », qui est d'ailleurs un détournement d'une expression de Kant, car il traduisait assez bien le type d'expérience des *encounter groups* américains auxquels je me suis intéressé au début des années 1970, où des individus, des sujets sociaux se mettaient ensemble, s'intéressaient à leur propre développement et pratiquaient cette « thérapie pour les normaux ». Ils exerçaient ainsi une forme de socialité tout en étant coupés de leurs déterminants sociaux, de leur classe sociale. Il s'agissait de « travailler sur soi ». La formule néolibérale de « l'homme entrepreneur de lui-même » me semble une sorte de généralisation de cette posture qui a commencé à s'esquisser de manière marginale dans ces groupes eux-mêmes marginaux.

Conditions de l'« autonomie »

Ce qui pouvait passer alors pour des pratiques limitées et de peu d'impact social est en quelque sorte devenu le prototype d'un souci de soi impératif, que l'on constate à l'école, au travail, ou dans la vie amoureuse. L'interprétation de cette nouvelle socialité est elle-même sujette à dispute, comme on l'a vu dans la polémique qui s'est engagée avec Alain Ehrenberg à propos de son livre *La Société du malaise* (2010), où il vous

décrit comme une sorte de Gaulois accroché à ses valeurs passistes, là où la modernité serait du côté du monde anglo-saxon...

J'ai été un peu surpris de la violence de sa riposte. Je crois que le point précis de notre opposition, c'est sa conception de l'autonomie. Ce n'est pas un terme que j'emploierais spontanément, mais dans une sorte de traduction sociologique, il signifierait que l'individu doit disposer d'un minimum d'indépendance sociale, c'est-à-dire de pouvoir, au sein d'un système de contraintes qui est toujours le lot du sujet social. Certains sont complètement écrasés, mais il y a des conditions objectives qui permettent à l'individu de desserrer l'étau des contraintes et de conquérir des marges de manœuvre. Il ne s'agit pas de l'autonomie au sens philosophique du mot, mais des conditions d'une certaine indépendance sociale qui est toujours un jeu avec les contraintes.

Il vous renvoie à la position d'arrière-garde de ceux qui croient encore en la possibilité pour l'État de créer les conditions d'une relative autonomie de l'individu...

C'est un point tout à fait clair d'opposition. Il y a une certaine naïveté dans cette conception, qui est d'ailleurs plutôt métaphysique, d'un individu qui serait tout armé de ses capacités et complètement anhistorique. Je crois qu'un individu ne tient pas debout tout seul, qu'il a besoin d'un certain nombre de supports dont beaucoup viennent justement de l'État, par l'intermédiaire notamment des politiques publiques.

Précisément, avec *La Gestion des risques*, vous terminez le cycle de votre travail sur le champ psychiatrique et ses extensions et vous vous tournez vers ce que vous appelez à plusieurs endroits « le social », et en particulier ce qui fait son socle à vos yeux : le travail salarié. Vous avez mis en avant le fait qu'il s'agit toujours de questions autour de la marginalité, de la précarité, de la désaffiliation sociale. Mais on peut aussi voir dans cette évolution de votre travail une logique interne.



Si vous en venez avec vos études sur le champ psychiatrique à montrer que cette psychologisation de masse a pour effet de désocier, de dépolitiser l'ensemble du corps social, n'est-ce pas pour vous une manière de lutter contre la psychologisation de masse que de vous tourner vous-même vers l'essence du social, en tout cas son socle le plus solide ?

Sans doute. Mais il y a d'abord le fait qu'en 1980, je travaillais sur ces questions depuis une quinzaine d'années, et n'étant pas praticien j'avais le sentiment d'en avoir à mon niveau à peu près fait le tour. L'idée de m'intéresser au social m'est venue parce que c'était une notion polyvalente et confuse. Le social, ça veut dire mille choses, de l'insécurité sociale au travail social. L'idée d'essayer de mettre un peu de clarté dans cette notion m'a plu. Mais il m'a semblé progressivement, à tort ou à raison, que ces ambiguïtés

PSYCHANALYSE ET PSYCHIATRIE CRITIQUE

La réception de Michel Foucault dans les milieux psychiatriques fut affaire de générations. La génération 68-70 l'adopta massivement, tandis que les psychiatres critiques des années antérieures le refusèrent en bloc, à quelque rares exceptions près. Alors qu'ils avaient pour leur part tenté de subvertir la logique asilaire et de construire de nouveaux rapports avec les patients, la critique foucauldienne du savoir disciplinaire, garant du partage de la raison dominante, leur semblait profondément injuste. Ils refusaient en fait le statut donné par Foucault au savoir psychiatrique et le rapport au fou qui en découlait.

En outre Foucault n'avait-il pas méconnu foncièrement l'apport freudien ? Pire encore,

n'avait-il pas inscrit la pratique de l'analyse dans le fil de la technologie de l'aveu ? Alors même que la psychanalyse représentait l'un des outils majeurs de la nouvelle psychiatrie (psychothérapie institutionnelle ou non), la critique de la psychanalyse s'attaquait à ce fondement légitime.

On peut imaginer les réactions lors de la parution du livre *Le Psychanalyste* de Robert Castel. Non seulement celui-ci critiquait la structure même du lien de transfert comme lien de pouvoir, mais son étude à proprement parler sociologique des modalités d'investissement des psychanalystes et de leurs regroupements associatifs dans les différents rouages de la psychiatrie et de la santé mentale mettait directement

en cause les politiques de la psychanalyse effectivement à l'œuvre dans le champ des pratiques sociales. L'influence de l'enseignement de Lacan sur cette méconnaissance de l'investissement des psychanalystes dans le champ social reste à étudier, mais l'on sait que nombre de ceux qui le suivaient se détournèrent de l'action politique, à la différence de ce qui se passa pour les mêmes générations en Italie et en Allemagne.

Dans ces conditions, on comprend que R. Castel ait pu trouver en Franco Basaglia le compagnon de route qui lui faisait défaut en France, partageant la même analyse de la raison totalitaire (Goffman) et la même défiance à l'endroit de toute technique, psychanalyse comprise.

renvoiaient à une problématique du travail. Je n'étais pas, je ne suis toujours pas d'ailleurs, un sociologue du travail. Je n'y connaissais rien, et comme de surcroît j'ai un peu le vice des détours historiques, j'ai dû lire pas mal de choses en remontant assez haut dans le temps. Mais c'est vrai que si ça m'a intéressé de prendre la question du social, plutôt que toute autre, c'est par intérêt pour les situations marginales. Comme pour la folie, un type de situations où des gens ne sont pas, ou sont mal inscrits, intégrés dans la structure sociale, me concerne.

Avec la psychanalyse, une rencontre manquée

L'étude de l'extension du champ de la psychologie vous avait imposé, s'agissant de la situation française, d'en passer par une étude de la psychanalyse, ou plutôt de la sociologie de ses pratiques. Ce fut d'abord *Le Psychanalisme* (1973), vos réflexions sur la question se poursuivant dans *La Gestion des risques*. Il nous semble patent que la rencontre avec les analystes, sur le terrain de la critique, a été manquée. Le premier livre a provoqué un rejet massif des praticiens et de leurs écoles. Dans un moment où la situation de la psychanalyse était encore florissante, mais où vous annonciez son déclin politique, le milieu a fait bloc contre ce qui lui est apparu comme une mise en cause intolérable. Moyennant quoi, les analystes sont passés à côté d'une élaboration critique dont le défaut se fait sentir cruellement aujourd'hui. Votre travail aurait dû permettre une critique de la psychologisation des rapports sociaux à laquelle nombre d'analystes ont ensuite participé aveuglément.

Un mot sur cette période des années 1970. Je n'avais pas une position d'opposition systématique à la psychanalyse. Certes, c'était une époque très polémique, et les affrontements étaient parfois rudes. Mais j'ai plutôt été interdit par les psychanalystes que je ne les ai ostracisés moi-même. Une petite anecdote significative à ce propos : Maud Mannoni avait écrit un ouvrage à propos de son expérience de Bonneuil, qui s'inscrivait de fait dans la mouvance « antipsychiatrique » et j'en avais fait un commentaire un peu critique dans une revue de sociologie. (Du reste, ces critiques ont été développées dans mon livre *Le Psychanalisme*). Maud Mannoni me téléphone et me dit : « J'ai lu votre papier ; est-ce que vous accepteriez qu'on en discute ? » Je dis oui – j'ai d'ailleurs rarement refusé les discussions. « Pouvez-vous venir à l'École freudienne ? » Je me pointe le soir convenu et Maud Mannoni m'attendait à la porte, très embêtée : « Jacques Lacan ne veut pas que vous entriez dans cette maison. » On a donc été discuter dans un

bistro proche. Voilà un exemple qui montre que j'ai plutôt été jeté que discuté. Certes, j'ai tenu des propos très critiques, mais moins sur la psychanalyse comme approche du sujet que comme institution. Je reconnais que Freud a apporté quelque chose de révolutionnaire pour la connaissance du sujet. Mais ce que j'ai critiqué, et que les psychanalystes dans leur majorité n'ont pas voulu comprendre, c'était l'impérialisme de l'interprétation. Une anecdote encore : j'enseignais à Vincennes à l'époque, et je faisais un cours autour de ces questions-là ; j'avais avec les étudiants des discussions parfois assez âpres, en particulier avec les plus gauchistes qui venaient de comprendre que la révolution prolétarienne n'avait pas réussi et n'allait pas avoir lieu en France. Ils déplaçaient leur dogmatisme totalitaire sur le lacanisme qui devenait le paradigme de la subversion. C'est ce qui a été le noyau de ma réaction : non pas une hostilité à la psychanalyse comme telle, mais une critique effectivement assez radicale de l'impérialisme de l'interprétation tel qu'il était instrumentalisé à l'époque dans le milieu psychanalytique.

L'autre aspect de votre critique adressée aux psychanalystes dans *Le Psychanalisme* – il se trouve que cela vient en même temps que *L'Anti-Oedipe* de Deleuze et Guattari, et il y a une convergence forte entre ces deux ouvrages –, c'est la question du pouvoir comme point aveugle dans l'exercice du transfert. Les psychanalystes sont incapables de prendre en charge cette question. Du coup, le point d'appui de cette ignorance du pouvoir, c'est l'invocation de la subversion. La psychanalyse, ce serait alors le point de jonction forcément subversif du personnel et du politique. Et on pouvait croire ça entre 1965 et 1975, notamment parce qu'Althusser était à ce moment-là lié à Lacan.

Oui, mais il faudrait reposer ces questions dans le contexte actuel, ce que je suis mal placé pour faire. Cependant, je ne me pense pas comme un ennemi systématique de la psychanalyse. Je le dis avec beaucoup de précautions, mais il vaut sans doute mieux que la psychanalyse se maintienne avec une certaine vigueur, parce que les autres dérives de type objectiviste ou managériales et technicistes qui envahissent le champ de la santé mentale sont encore plus à redouter et que le pluralisme vaut toujours mieux que l'impérialisme d'une doctrine.

Un tableau trop en surplomb ?

Une critique a souvent été adressée à votre travail : on y voit bien les lignes de tension du champ que vous étudiez, ses problèmes, mais peu les acteurs qui l'habitent, de sorte qu'il est difficile

de dégager les outils qui leur permettraient d'utiliser la critique que vous faites de manière à orienter différemment ou à penser autrement leur pratique. À cela, vous répondez qu'effectivement vous vous situez sur un plan d'analyse macro, dans une vision globale et en surplomb, et que cela vous permet de croiser deux lignes critiques: la ligne diachronique et la ligne synchronique des déterminations; l'héritage social d'un côté et la manière dont un groupe social ou une profession intègre un individu qui y inscrit sa pratique. Vous proposez une carte du territoire, à chacun ensuite de s'y déplacer.

Oui, la sociologie dérive actuellement vers des théories du sujet – celle de Touraine entre autres. Ce n'est pas du tout mon orientation. Ou plutôt, je pense qu'il y a une approche spécifiquement sociologique, ou socio-historique, du sujet. Le sujet, ce n'est pas seulement une subjectivité, et je crois que comprendre comment fonctionne un individu social c'est comprendre comment il se débrouille avec des systèmes de contraintes. La structure profonde d'un individu est toujours traversée par le poids de l'histoire et des déterminismes sociaux, des pressions ou des contraintes, et c'est ce que j'essaie de restituer. Mais je pense que c'est aussi une manière de parler des acteurs et que cela peut aussi servir à ceux qui s'occupent de ces questions à un autre niveau qui est celui de la pratique. Ça, c'est plutôt à eux de le dire. En ce qui me concerne, je me suis toujours refusé, par exemple, à prendre la posture du conseiller ou de l'expert et de me prononcer sur ce qu'il faudrait faire lorsqu'on est confronté à des situations pratiques. Mais j'ai des liens de travail assez soutenus avec le secteur social et avec les intervenants sociaux. Il me semble que l'on peut établir un type de connexion qui ne fonctionne pas mal entre ces deux registres: ne pas dire ce qu'il faut faire mais proposer des éléments de cadrage, essayer de dégager les dynamiques qui sous-tendent les pratiques et rendent compte de leurs transformations.

Une dernière question ouvre un autre champ de discussion. Vous ne semblez pas avoir fait grand cas de l'investissement dans le champ professionnel de mouvements de patients ou de parents de patients qui, dans la dernière décennie, sont montés en puissance et ont trouvé les relais médiatiques et politiques qui leur faisaient défaut. Citons par exemple les attaques violentes, à la fois idéologiques, militantes et législatives de certains mouvements de parents d'enfants dits autistes. Ne vous semble-t-il pas que le rôle de tels regroupements d'« usagers » s'inscrit parfaitement dans la logique gestionnaire et consumériste de la

santé mentale, qui « place l'utilisateur au centre du dispositif » et dépolitise ces questions ?

La question mérite d'être posée, mais je ne me sens pas en mesure d'y répondre pour au moins deux raisons. La première, c'est que j'ai gardé un souvenir plutôt négatif des tentatives de collaboration auxquelles j'ai participé au début des années 1970 avec des groupes d'anciens psychiatisés qui ont été à l'origine de la fondation du GIA (Groupe d'information asile) sur le modèle du GIP (Groupe d'information prison) dans lequel Foucault s'est beaucoup investi. Roger Gentis m'avait convaincu d'organiser une réunion à laquelle j'avais invité, avec Michel Foucault et quelques psychiatres et internes progressistes, divers représentants des luttes « anti-institutionnelles », comme on disait à l'époque. Cette réunion s'est très mal passée, dans un contexte de violence, pour ne pas dire de racisme anti-psychiatre, que nous avons pensé – Foucault était tout à fait de cet avis – que nous ne pouvions pas cautionner. J'ai tiré de cette expérience la conviction que, dans le contexte de l'époque, une relation d'alliance et de collaboration avec des groupes de patients ou d'ex-patients ne pouvait pas se constituer sur des bases saines.

Deuxièmement, la situation a certainement complètement changé depuis et les enjeux sont aussi tout à fait différents aujourd'hui... J'aurais pourtant *a priori* une grande suspicion face au risque d'impérialisme que portent des associations d'usagers ou de parents d'usagers lorsqu'elles se posent comme les porte-paroles exclusifs du bien ou des droits des patients. Il me semble que la gestion la plus démocratique possible des problèmes que posent la santé mentale ne passe pas par l'affirmation de la souveraineté de l'utilisateur ou du patient, mais par un partage plus équitable des expériences ou des compétences au sein desquelles la technicité des professionnels et des décideurs politiques garde sa légitimité. Et il serait sans doute particulièrement utile de rappeler cette exigence dans le contexte de dérive marchande et managériale que vous évoquez. La recherche éperdue du bien des usagers risque de les laisser démunis sur le grand supermarché des aides qu'on leur propose, sans qu'ils aient eux-mêmes les critères pour opérer les choix et arbitrages nécessaires. Mais ce serait bien sûr à approfondir... ■

KURZ, VOYAGE AU CŒUR DES TÉNÉBRES DU CAPITALISME

PAR ANSELM JAPPE*

À PROPOS DE

Robert Kurz, *Vies et mort du capitalisme. Chroniques de la crise*, trad. O. Galtier, W. Kukulies et L. Mercier, Paris, Nouvelles Éditions Lignes, 2011, 224 p., 20 €

Robert Kurz, *Geld ohne Wert. Grundrisse zu einer Transformation der Kritik der politischen Ökonomie*, Berlin, Horlemann, 2012, 419 p., 17, 16,90 €.

Et si la crise que nous vivons était la manifestation du fait que le capitalisme a atteint ses limites historiques? Et si nous faisons fausse route en pensant que c'est la « folie » du système financier qui nous y a plongés, sans voir que c'est plus profondément tout le système capitaliste de production de valeur qui est dans l'impasse? C'est ce que soutient Robert Kurz, mort cette année, en laissant une œuvre considérable qui entend développer les intuitions les plus révolutionnaires de Marx. Mais sommes-nous prêts à entendre un propos aussi littéralement « radical » ?

Robert Kurz, le théoricien principal de la « critique de la valeur », est mort le 18 juillet 2012 à Nuremberg (Allemagne), des suites d'une erreur médicale. Il avait 68 ans. Cette mort prématurée interrompt un travail immense mené depuis 25 ans, dont le public français commence juste à prendre connaissance. Né en 1943 à Nuremberg, où il a passé toute sa vie, Kurz participe à la « révolte des étudiants » en 1968 en Allemagne et aux discussions intenses au sein de la « Nouvelle gauche ». Après une adhésion très brève au marxisme-léninisme, et sans adhérer aux « Verts » qui à ce moment-là effectuaient leur mue « réaliste » en Allemagne, il fonde en 1987 la revue *Marxistische Kritik*, rebaptisée *Krisis* après quelques années. La relecture de Marx proposée par Kurz et ses premiers compagnons de lutte (parmi lesquels Roswitha Scholz, Peter Klein, Ernst Lohoff et Norbert Trenkle) ne leur faisait pas que des amis dans la gauche radicale. Celle-ci y voyait bousculés l'un après l'autre ses dogmes, tels que la « lutte des classes » et le « travail », au nom d'une mise en question des fondements mêmes de la société capitaliste : valeur marchande et travail abstrait, argent et marchandise, État et nation. Kurz, auteur prolifique et doté d'une belle plume vigoureuse, souvent polémique, atteignit un public plus vaste avec son livre *L'Effondrement de la modernisation* (1991) qui affirmait, au moment même du « triomphe occidental » consécutif à la fin de l'URSS, que les jours de la société marchande mondiale étaient comptés et que la fin du « socialisme réel » en était seulement une

étape. Contributeur régulier à des journaux importants, notamment au Brésil, conférencier remarquable, Kurz choisit cependant de rester en dehors des universités et des autres institutions du savoir, en vivant grâce à un travail prolétaire – à savoir en empaquetant de nuit les exemplaires du journal local. La douzaine de livres et les centaines d'articles qu'il a publiés se situent, *grosso modo*, sur deux niveaux : d'un côté, une élaboration théorique de fond, menée surtout au travers des longs essais parus dans *Krisis* et *Exit!* (fondée en 2004 après la séparation avec *Krisis*); de l'autre côté, un commentaire continu de l'approfondissement de la crise du capitalisme et une investigation sur son passé – notamment à travers sa grande histoire du capitalisme *Le Livre noir du capitalisme* (1999), qui fut, en dépit de ses 850 pages, un best-seller en Allemagne, mais aussi *La Guerre pour l'ordre mondial* (2003), *Le Capital-monde* (2005) et ses articles de presse.

Déclin de la production de valeur et limite historique du capitalisme

Vies et mort du capitalisme réunit une trentaine d'articles et d'entretiens relevant plutôt de l'analyse de l'actualité. Ce volume prolonge ainsi le précédent recueil français d'articles de Kurz, *Avis aux naufragés* (Lignes/Léo Scheer, 2005)¹. Les nouveaux textes datent de 2007-2010 et couvrent donc surtout la période marquée par la crise du capitalisme qui a éclaté en 2008, généralement considérée comme la plus grave depuis 1929. En effet, ce qu'on connaît

*Anselm Jappe enseigne la philosophie. Il est notamment l'auteur de *Crédit à mort: la décomposition du capitalisme et ses critiques* (2011), et de *Les Aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur* (2003). Il a co-écrit avec Robert Kurz, *Les Habits Neufs de l'Empire. Remarques sur Negri, Hardt et Rifkin* (2003).



surtout de la critique de la valeur, c'est l'affirmation que le capitalisme s'enfonce dans une crise irréversible – Kurz a même été qualifié dans certains médias de «*prophète de l'apocalypse*». Depuis vingt-cinq ans, et même dans les moments d'apparente victoire définitive du capitalisme dans les années 1990, Kurz soutient, en s'appuyant sur une lecture rigoureuse de Marx, que les catégories de base du mode de production capitaliste sont en train de perdre leur dynamisme et ont atteint leur «*limite historique*» : on ne produit plus assez de «*valeur*». Or, la valeur (qui contient la survaleur, et donc le profit), exprimée en argent, est le seul but de la production capitaliste – la production de «*valeurs d'usage*» n'en est qu'un aspect secondaire. La valeur d'une marchandise est donnée par la quantité de «*travail abstrait*» qui a été nécessaire pour sa fabrication, c'est-à-dire de travail en tant que pure dépense d'énergie humaine, sans égard pour son contenu. Moins une marchandise contient de travail, moins elle a de «*valeur*» (et il faut que ce soit du travail qui corresponde au niveau de productivité établi à un moment donné : dix heures de travail d'un tisserand artisanal peuvent ne «*valoir*» qu'une heure, quand il ne produit en dix heures que ce qu'un tisserand à la machine produit en une heure, lorsque le régime de production est devenu industriel). Depuis ses débuts, le capitalisme vit cette contradiction : la concurrence pousse

chaque capitaliste à remplacer le travail vivant par des machines, ce qui lui assure un avantage immédiat sur le marché (prix de vente plus bas). Mais ainsi c'est la masse tout entière de valeur qui diminue, tandis que les dépenses pour investir en technologies – qui ne créent pas de valeur – augmentent. Par conséquent, la production de valeur risque à tout moment de s'étrangler elle-même et de périr par manque de rentabilité. Le profit – la face visible de la valeur, celle qui intéresse les acteurs du processus marchand – n'est possible à la longue que dans un régime d'accumulation qui marche. Pendant très longtemps, l'expansion interne et externe de la production des marchandises (vers d'autres régions du monde et à l'intérieur des sociétés capitalistes) a pu compenser la valeur amoindrie des marchandises particulières. Mais à partir des années 1970, la «*troisième révolution industrielle*», celle de la micro-informatique, a rendu «*superflu*» le travail dans de telles proportions qu'aucun mécanisme de compensation n'était plus suffisant. Depuis lors, le système marchand survit essentiellement grâce au «*capital fictif*», c'est-à-dire grâce à un argent qui n'est pas le résultat d'une création de valeur obtenue à travers l'emploi productif de la force de travail, mais qui est créé par la spéculation et le crédit, et qui n'a pour base que des profits futurs encore à réaliser (mais gigantesques, et donc impossibles à réaliser).

Une crise qui ne peut pas avoir de fin... dans le cadre du capitalisme

Selon Kurz, cette théorie de la crise inéluctable est présente chez Marx, mais d'une manière fragmentaire et ambiguë (le « Fragment sur les machines » dans les *Grundrisse* étant le passage le plus significatif) : l'accumulation de capital n'est pas un mode stable qui pourrait continuer à l'infini et auquel seule la « lutte des opprimés » mettra fin, comme l'a proclamé tout le marxisme après Marx. Kurz démontre que la « théorie de l'effondrement », loin d'être l'objet d'un large consensus parmi les marxistes, comme on l'affirme souvent, était plutôt un « serpent de mer ». Certains théoriciens s'accusaient mutuellement de s'y appuyer, mais presque personne n'admettait que le capitalisme pourrait buter contre ses limites internes avant une révolution prolétarienne. Les seules théories qui analysaient ces limites, celles de Rosa Luxemburg (*L'Accumulation du capital*, 1912) et de Henryk Grossmann (*La Loi de l'accumulation et de l'effondrement du système capitaliste*, 1929), restaient, selon Kurz, à mi-chemin et n'exerçaient aucune influence réelle sur le mouvement ouvrier.

Kurz présente donc sa propre théorie de la crise comme une nouveauté absolue – rendue possible par le fait que la limite interne de la production de valeur, prévue sur un plan théorique par Marx, a réellement été atteinte dans les années 1970. Depuis quelques années, cette crise a éclaté au grand jour, après avoir été longtemps niée, même à gauche. Mais pour Kurz, les explications données actuellement par des « économistes de gauche » (en vérité, de simples néo-keynésiens), qui la ramènent à la « sous-consommation », sont trop courtes. Il n'y a plus de solution possible dans le cadre de la société marchande, qui ne rentre plus dans le carcan de la valeur lorsque les technologies ont presque entièrement remplacé le travail humain. Quand chaque marchandise ne contient plus que des doses « homéopathiques » de valeur – et donc de survaleur, et donc de profit – rien

ne change en ce qui concerne leur utilité (éventuelle) pour la vie. Mais pour un mode de production axé sur la valeur, cette situation est mortelle ; et dans une société entièrement soumise à l'économie, la chute de celle-ci risque d'entraîner la société entière dans la barbarie.

Travail et valeur, marchandise et argent ne sont pas des données éternelles de la vie humaine, mais des inventions historiques relativement récentes.

Kurz ne se limite pas à ces généralités, mais analyse en détail l'évolution de la crise. Lisant à contre-courant les statistiques officielles, il prouve, entre autres, que la Chine ne sauvera pas le capitalisme, que la reprise allemande est basée, comme tout le reste, sur des nouvelles dettes, qu'après la crise de 2008 on n'a fait que déplacer les « crédits pourris » du secteur privé vers les États et que les services sont généralement du travail « improductif » (au sens où ils ne produisent pas de valeur) et ne peuvent pas remplacer les postes de travail perdus dans l'industrie, etc. Il démontre pourquoi ni les « programmes de relance » néo-keynésiens ni les cures d'austérité n'ont de chances de résoudre la crise, et moins que jamais les propositions pour « créer des emplois » : le problème de fond – mais aussi la raison d'espérer ! – est justement constitué par la « fin du travail ». Travail et valeur, marchandise et argent ne sont pas des données éternelles de la vie humaine, mais des inventions historiques relativement récentes. Nous vivons actuellement leur fin – qui ne se produira pas en un jour, évidemment, mais dans l'espace de quelques décennies, comme Kurz le précise, en se démarquant un peu de ses prévisions antérieures plus « catastrophistes » à brève échéance.

EXTRAIT / LE CAPITALISME, UN PHÉNIX, VRAIMENT ?

La confiance dans le capitalisme est apparemment inébranlable, y compris à gauche. De toutes les crises, le capitalisme se relèvera tel le phénix renaissant de ses cendres, et il repartira vers de nouvelles phases d'expansion. En même temps, on ne peut plus nier que nous soyons actuellement confrontés à une fracture historique. C'est une nouvelle crise économique mondiale aux conséquences imprévisibles qui est à l'ordre du jour. Malgré cela, chacun ne fait que se demander : quand la crise prendra-t-elle fin ? à quel capitalisme aurons-nous affaire après ?

Ces attentes sont alimentées par l'idée que le capitalisme serait l'« éternel retour du même ». Les mécanismes fondamentaux de la valorisation resteraient toujours identiques. Il y aurait bien des révolutions technologiques, des bouleversements sociaux, des changements dans les « relations de pouvoir » et de nouvelles puissances hégémoniques, mais ce ne serait là qu'une « histoire événementielle », tout extérieure, une succession permanente de hauts et de bas. De ce point de vue, la crise apparaît comme purement fonctionnelle pour le capitalisme.

Elle conduirait à un « nettoyage » en dévalorisant le capital excédentaire. Ce qui ouvrirait la voie à de nouveaux processus d'accumulation.

Robert Kurz, *Vies et mort du capitalisme. Chroniques de la crise*, trad. O. Galtier, W. Kukulies et L. Mercier, Paris, Nouvelles Éditions Lignes, 2011, p. 185.

La financiarisation de l'économie et la spéculation, loin de constituer les causes de la crise, ont contribué longtemps à la repousser, et elles continuent à jouer ce rôle. Mais ainsi, on accumule un potentiel de crise encore plus grand – et pour commencer, l'explosion d'une inflation mondiale gigantesque,

Les différents représentants de la gauche finissent souvent par se proposer pour co-gérer le glissement vers la barbarie et la misère.

signe d'une dévalorisation de l'argent en tant que tel. Faire porter la faute aux « banquiers » ou à une espèce de conspiration néo-libérale, comme le font presque toutes les critiques de gauche, signifie donc, selon Kurz, passer complètement à côté du problème. Voilà pourquoi il est plutôt sceptique sur le potentiel émancipateur des nouveaux mouvements de protestation, dont il stigmatise également les dérives anti-sémites ouvertes ou implicites. Il accuse souvent la gauche – dans toutes ses variantes – de ne pas vouloir sortir vraiment du cadre capitaliste, qu'elle considère en fait comme éternel. Ainsi, elle propose seulement une distribution un peu plus « juste » de la valeur et de l'argent, sans tenir compte ni du rôle négatif et destructeur de ces catégories ni de leur épuisement historique. Pire encore, les différents représentants de la gauche finissent souvent par se proposer pour co-gérer le glissement vers la barbarie et la misère. Au lieu de courir après les mouvements de contestation et de les aduler, Kurz leur oppose constamment la nécessité de reprendre une critique anti-capitaliste radicale (dans ses contenus, et pas seulement dans ses formes). Il ne suffit pas de changer le personnel de gestion : le capitalisme est un système fétichiste et inconscient, régi par le « sujet automate » (l'expression est de Marx) de la valorisation de la valeur. La domination personnelle des propriétaires juridiques des moyens de production sur les vendeurs de force de travail n'est que la traduction « sociologique »,

visible en surface, du mécanisme auto-référentiel de l'accumulation du capital.

Développer les intuitions les plus révolutionnaires de Marx

Dans *Argent sans valeur*, Kurz déploie l'artillerie lourde de la critique de l'économie politique sur un plan essentiellement conceptuel. Sorti quelques jours après la mort de son auteur, ce livre ne représente cependant ni une somme ni un testament théorique : il était conçu comme le premier volet d'un vaste projet de refondation de la critique de l'économie politique. Kurz y traite quatre grands thèmes liés entre eux : la différence fondamentale entre les sociétés précapitalistes, protocapitalistes et capitalistes et le rôle qu'y tenait l'argent ; la naissance du capital et de la valeur marchande à partir du xv^e siècle ; la logique interne du capital quand il est pleinement développé ; la contradiction interne et la limite interne logique de l'accumulation capitaliste au cours de son évolution historique jusqu'au présent. Tout en avançant à travers une polémique serrée avec des marxistes allemands à peu près inconnus en France (M. Heinrich, H.-G. Backhaus, E. Altvater, W. F. Haug) et passant par des démonstrations assez subtiles, Kurz arrive à des résultats surprenants par leur simplicité. Il ne se réclame de presque aucun auteur de la tradition marxiste, mais uniquement de Marx même (seuls Adorno et le Lukács d'*Histoire et conscience de classe* semblent lui servir d'inspiration partielle, et plutôt en ce qui concerne l'approche dialectique). Kurz ne prétend pas rétablir « ce que Marx a vraiment dit », mais il cherche à approfondir le côté le plus radical et novateur de sa pensée. Une partie de son œuvre – le « Marx exotérique » – restait, selon Kurz, sur le terrain de la philosophie bourgeoise des Lumières et de sa croyance dans le « progrès » et les bénéfices du travail. C'est dans l'autre partie – restée minoritaire et fragmentaire – que le Marx « ésotérique » a opéré une véritable révolution théorique, que presque personne pendant plus d'un siècle n'a su comprendre ni continuer. Ces différents aspects de la théorie de Marx sont étroitement entrelacés (il n'est pas question de « phases » successives). Le noyau le

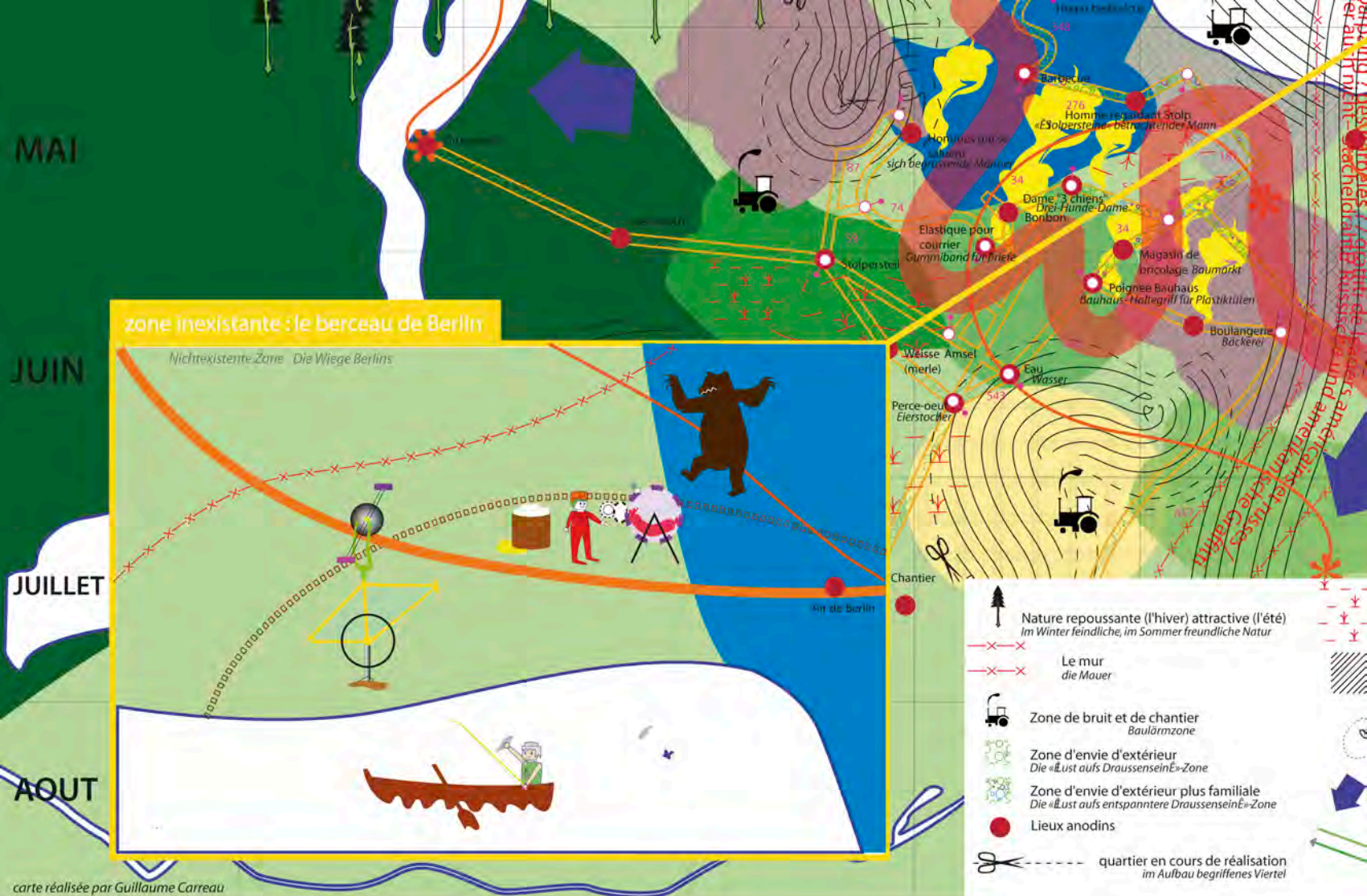
EXTRAIT / LA CRITIQUE DU NÉOLIBÉRALISME, UNE ERREUR SUR LA RACINE DE LA CRISE

Une critique qui s'attaque seulement au néolibéralisme ne vaut rien, car elle n'analyse pas le rapport entre le tournant néolibéral et les limites de la valorisation réelle du capital. Au lieu de cela, ce type de critique condamne la doctrine néolibérale comme étant une mauvaise politique économique imposée par une sorte de putsch. Si désormais les élites capitalistes

jettent par-dessus bord le néolibéralisme avec le même affolement qu'autrefois le keynésianisme, cela montre seulement que le capitalisme ne correspond pas à un mode de régulation précis. Encore plus inintéressant est une critique isolée du capitalisme financier, car elle inverse la relation entre l'économie réelle et la superstructure financière, en rendant la spéculation

responsable d'une crise qui trouve son origine dans la logique de valorisation.

Robert Kurz, *Vies et mort du capitalisme. Chroniques de la crise*, trad. O. Galtier, W. Kukulies et L. Mercier, Paris, Nouvelles Éditions Lignes, 2011, p. 80-81.



plus profond, axé sur la théorie de la valeur, n'est devenu vraiment actuel qu'avec le déclin du capitalisme. Kurz ne se propose donc pas d'«interpréter» Marx, ni de le «corriger», mais de reprendre ses intuitions les plus fécondes, même si cela implique de s'opposer à d'autres idées du maître.

Par rapport à ses livres précédents, Kurz approfondit ici deux thèmes qui auparavant étaient restés essentiellement implicites. Il affirme que ce que nous appelons «valeur» et «argent» n'a pas existé avant le XIV^e ou le XV^e siècle, et que les phénomènes qui nous semblent être de l'argent ou de la valeur dans les sociétés précapitalistes y remplissaient en réalité une fonction fondamentalement différente. Le capitalisme n'est pas né comme une excroissance particulière sur une existence atemporelle – ou en tout cas très ancienne – de la valeur et de l'argent, mais en même temps que ceux-ci. Kurz ne fait que de brèves excursions dans l'histoire « factuelle », mais il examine en détail la structure des « catégories » de la critique de l'économie politique. Dans ce but, il est nécessaire de battre en brèche l'« individualisme méthodologique » (identifié au « positivisme »), qu'il considère comme le fondement de toute la pensée bourgeoise et qui aurait également « infecté » presque tout le marxisme. Présent dans la pensée de Marx lui-même, à côté de son inspiration plus authentiquement

dialectique, il expliquerait les contradictions de son œuvre. Jamais Kurz ne s'était expliqué si nettement sur ses fondements méthodologiques. Il ne s'agit pas cependant de recommencer, comme dans les années 1970, à se gargariser du mot « dialectique » et d'en faire une méthode universelle. Kurz tire toujours son énergie de la polémique contre un adversaire : ici, l'incapacité de la pensée bourgeoise à aller au-delà des faits isolés et de leurs éventuels « effets réciproques ». Le « tout » n'est pas simplement la somme des éléments particuliers, mais il possède une qualité propre ; les éléments particuliers ne sont pas ce qu'ils paraissent être au premier coup d'œil, comme dans la vision empirique. Ils ne révèlent leur véritable nature que si on les comprend comme déterminés par le tout. Kurz ne s'adonne cependant pas à des considérations méthodologiques de manière abstraite, il développe son approche sur un objet donné : il ne s'agit pas d'analyser (comme le fait souvent Marx lui-même, au moins dans le premier volume du *Capital*) la structure d'un capital particulier – même pas d'un capital « idéal-typique » – pour ensuite concevoir le « capital total » comme l'agrégation de ces capitaux particuliers, qui ne ferait que reproduire la structure du capital particulier. De la même façon, la marchandise particulière n'est analysable que comme partie de la masse totale de marchandises.



L'« argent » existait-il avant le capitalisme ?

Kurz commence son livre en discutant un problème qui apparemment relève plutôt de la philologie marxienne. Dans le premier chapitre du *Capital*, Marx analyse la marchandise et sa valeur d'une manière purement logique. La même chaîne logique conduit ensuite à l'existence de l'argent ; et il faut encore quelques pas supplémentaires pour arriver au capital. Cette succession logique reflète-t-elle également une succession historique ? Marx n'est pas clair à ce propos et semble hésiter. Pour le vieil Engels, en revanche, et pour les marxistes ultérieurs, la chose est sûre : la logique correspond à l'histoire. C'est l'approche « logico-historique ». Pour eux, la valeur marchande existait bien avant le capital. Pendant des milliers d'années a eu lieu une « production de marchandises simples », sans capital. Depuis toujours, ou presque, les hommes attribuent une « valeur » à leurs produits sur la base du travail qu'ils ont dépensé pour les fabriquer. L'argent existe également depuis très longtemps, mais il ne servait qu'à faciliter les échanges. Le capitalisme est arrivé seulement lorsque l'argent s'est accumulé au point de devenir capital et de trouver face à lui une force de travail « libre ».

Cette approche, proteste Kurz, « naturalise » ou « ontologise » la valeur et le travail, en les transformant en conditions éternelles de toute vie en société. Même la société post-capitaliste se réduit alors à

quelque chose comme l'« application consciente de la loi de la valeur » (cet oxymore était un des objectifs déclarés du « socialisme réel » !) ou à d'autres formes de « marché sans trop de capitalisme ».

Kurz reprend, en la corrigeant souvent, la « nouvelle lecture de Marx » proposée en Allemagne depuis 1968 par certains élèves d'Adorno (H.-G. Backhaus, H. Reichelt) : dans son analyse de la forme-valeur, Marx examinerait les catégories de marchandise, de travail abstrait, de valeur et d'argent telles qu'elles se présentent dans un régime capitaliste accompli « qui marche sur ses propres jambes ». Il s'agirait d'une reconstruction conceptuelle qui commence avec l'élément le plus simple, la « forme-marchandise simple », pour arriver à la genèse « logique » de l'argent ; l'existence du capital, qui apparaît dans cette déduction comme *conséquence*, est en vérité déjà un *présupposé* de l'analyse de la forme la plus simple. La valeur en tant que quantité de travail abstrait n'existe que là où l'argent et le capital existent. Les étapes intermédiaires de la construction marxienne, comme la « forme-valeur développée » où l'échange des marchandises a lieu sans la médiation de l'argent-marchandise, sont de simples étapes de la démonstration – elles ne correspondent à rien de réel. Sans l'existence d'un argent-marchandise (les métaux précieux), les valeurs ne peuvent pas se rapporter les unes aux autres en tant que valeurs. Donc, une production de marchandises sans argent



ne peut pas exister, et la théorie marxienne de la forme-valeur n'est valable que pour le seul capitalisme. Le statut peu clair de l'analyse de la forme-valeur chez Marx lui-même correspond autant à des difficultés d'exposition (les présupposés sont en même temps les conséquences, et vice versa) qu'à l'oscillation de Marx entre perspective historique et logique, entre dialectique et empirisme.

Donc: pas de valeur sans argent, pas d'argent sans capital. Mais, répliquera-t-on tout de suite, le commerce, les marchés et l'argent – et même la monnaie frappée – existent depuis des millénaires. Pour l'interprétation historico-logique traditionnelle, cela ne constitue pas un problème: la valeur a toujours existé, assure-t-elle, de même que l'argent à partir d'une certaine époque – mais en tant que « niches », c'est-à-dire pour le seul échange des excédents. C'étaient, en ce qui concerne leur structure, le même argent et la même valeur qu'aujourd'hui. L'accroissement graduel de ces échanges, surtout à la fin du Moyen Âge, a amené la formation du capital. Kurz reproche au marxisme, quand il raisonne ainsi, de ne pas se distinguer de la science bourgeoise dans son approche positiviste, qui ne considère que des faits isolés: voyant une personne qui donne un sac de blé en échange d'une pépite d'or dans l'Égypte ancienne, au Moyen Âge et aujourd'hui, elle conclut qu'il doit toujours s'agir de la même chose: marchandise contre argent, donc commerce, donc marché...

Pour Kurz, les faits empiriques ne démontrent rien sans une « critique catégorielle » qui les situe dans leur contexte. Ainsi, si l'on n'a pas déterminé ce qu'est l'argent dans le mode de production capitaliste (pas seulement ses fonctions pratiques, mais ce qu'il est), on ne peut pas décider si les coquilles ou les pièces d'or circulant dans les sociétés noncapitalistes correspondaient vraiment à l'argent au sens moderne. C'est ce que Kurz nie résolument. Historiquement, l'argent précède la valeur, dit-il. Mais quel argent? L'argent au sens capitaliste naît, dit Kurz, à la suite de la diffusion des armes à feu, à partir de la fin du XIV^e siècle. Ce qui nous semble être de l'argent dans les sociétés pré- et non capitalistes avait plutôt une fonction sacrée: né du sacrifice, le don faisait circuler les produits dans le cadre d'un réseau d'obligations, où les personnes investies d'un pouvoir sacré jouaient un rôle central. C'était une autre forme de fétichisme. Il y avait évidemment production et circulation de biens, mais pas d'« économie », de « travail » ou de « marché », même pas dans des formes rudimentaires ou « pas encore développées » (comme Kurz l'affirme en opposition à Karl Polanyi, qu'il approuve sur d'autres aspects). Kurz ne rentre que brièvement dans une analyse historique du rôle de l'argent (la réservant à des travaux futurs qui malheureusement ne paraîtront pas) et ne cite que peu d'auteurs. Parmi eux, le médiéviste Jacques Le Goff qui nie l'existence d'un « argent » au Moyen Âge (et

que Kurz oppose à Fernand Braudel pour qui « le marché est universel ». L'argent pré-moderne n'avait pas de « valeur » : il ne tenait pas son importance du fait d'être la représentation quantitativement déterminée d'une « substance » sociale générale comme l'est le travail dans les sociétés modernes.

« Les sanguinaires prêtres aztèques étaient inoffensifs et humains comparés aux bureaucrates sacrificateurs du fétiche global du capital. »

Le capitalisme ne constitue donc pas, aux yeux de Kurz, une intensification des formes sociales antécédentes, mais une violente rupture. L'énorme soif d'argent suscitée par la course aux armements à partir du début du xv^e siècle représente le *big bang* de la modernité, engendrant en quelques générations un système basé sur l'argent – qui change totalement de fonction : de symbole dans un lien personnel d'obligation, il devient principe de médiation sociale universelle en tant que représentant matériel du travail abstrait –, la valeur-travail, le travail abstrait même, le capital et, bien entendu, l'État (qui change également de fonction). Kurz a ici ouvert un vaste chantier où presque tout reste à faire.

Le refus de l'« individualisme méthodologique » porte également ses fruits dans la relecture kurzienne de Marx et dans la critique de l'adaptation du marxisme aux critères de l'économie politique bourgeoise (marginaliste et néo-libérale). Selon Kurz, de nombreuses difficultés dans la théorie de Marx (comme le fameux problème de la transformation des valeurs en prix) disparaissent quand on abandonne l'analyse de la marchandise particulière et du capital particulier au profit du capital total (catégorie qui ne peut être saisie que par son concept et non sur un plan empirique), dont les marchandises particulières et les capitaux particuliers ne sont que des « parties aliquotes ». Ce déplacement de l'axe conceptuel du capital particulier vers le niveau du capital total (Marx hésitait entre les deux approches et Kurz le libère pour ainsi dire de ses incertitudes) permet effectivement à Kurz d'éclairer d'une manière surprenante des problèmes comme le rapport entre taux et masse de profit ou la question du travail productif. Il est certain que beaucoup d'« économistes marxistes » ne seront pas d'accord, mais ils pourront difficilement éviter de se mesurer avec les arguments de Kurz. La discussion dépasse définitivement les bornes d'une bataille érudite entre économistes marxistes lorsqu'on arrive à la question de la « limite interne » de la production capitaliste

causée par la chute de la masse totale de valeur. Kurz y consacre la dernière partie du livre, en précisant des arguments qu'il avance depuis longtemps.

La fin de l'ouvrage, en revanche, est quelque peu inattendue : il se demande si nous n'allons pas de nouveau vers un « argent sans valeur ». Tandis que la masse nominale d'argent dans le monde (y compris les actions, les prix immobiliers, les crédits, les dettes, les produits dérivés financiers) augmente sans cesse, ce que l'argent est censé représenter, le travail, se réduit à des portions toujours plus petites. Ainsi, l'argent n'a presque plus de valeur « réelle », et une gigantesque dévaluation de l'argent (d'abord sous forme d'inflation) sera inévitable. Mais après des siècles pendant lesquels l'argent a constitué la médiation sociale à une échelle toujours plus élevée, sa dévaluation non organisée, mais subie, ne peut provoquer qu'une gigantesque régression sociale et l'abandon d'une grande partie de l'activité sociale lorsqu'elle n'est plus « rentable ». La fin de la trajectoire historique du capitalisme risque donc de nous ramener vers un « retour pervers » du sacrifice, à une barbarie nouvelle et postmoderne. En effet, le capitalisme est même en train d'annuler les maigres « progrès » qu'il a amenés et de demander incessamment aux hommes des « sacrifices » pour sauver le fétiche-argent. Les coupes dans la santé publique rappellent même à Kurz les sacrifices humains de l'histoire ancienne pratiqués pour calmer des dieux furieux, et il termine en affirmant que « *les sanguinaires prêtres aztèques étaient inoffensifs et humains comparés aux bureaucrates sacrificateurs du fétiche global du capital quand il a atteint sa limite historique interne.* »

Résistances à une critique trop radicale ?

Pourquoi les théories de Robert Kurz, malgré leur puissance intellectuelle indéniable, n'ont-elles eu jusqu'ici qu'un impact plutôt limité sur la critique du capitalisme, au moins en France ? Pourquoi ceux que Kurz appelait les « dinosaures » marxistes (même dans leurs versions postmodernes) et les économistes « alternatifs » keynésiens, liés selon lui à la phase du capitalisme qui vient définitivement de s'achever, et dont les discours n'ont pratiquement pas évolué en quarante ans, sont-ils devenus de nouveau les points de repère de ceux qui veulent combattre la dévastation de la vie par le capital ? Kurz avait toujours affirmé que le capitalisme était en train de disparaître en même temps que ses vieux adversaires, notamment le mouvement ouvrier et ses intellectuels, qui avaient complètement intériorisé le travail et la valeur et dont l'horizon ne dépassait pas l'« intégration » des ouvriers – et ensuite d'autres groupes « subalternes » – dans la société marchande. Pourquoi la critique de la valeur, qui prétend avoir compris

le caractère fondamentalement nouveau de la situation actuelle, « passe »-t-elle si difficilement dans le public ?

Une première raison – la moins importante – est l'absence de stratégie d'occupation de l'espace public: Kurz, ainsi que les autres fondateurs de la critique de la valeur, ne sont ni universitaires ni médiatiques, se limitant à profiter des espaces qu'on met à leur disposition.

Ensuite, la prose de Kurz, si elle sait être mordante et brillante dans les écrits de « vulgarisation », est parfois, dans ses œuvres plus théoriques, difficile à lire et encore plus difficile à traduire.

Plus profondément, ce sont surtout la théorie de la crise et la remise en cause de la lutte des classes qui suscitent des résistances. Pour Kurz, nous ne sommes plus en présence d'une crise « cyclique » ou de « croissance » du capitalisme, nous vivons la fin d'une longue époque historique, sans savoir si le futur sera meilleur, ou s'il sera plutôt une chute dans une situation où la grande majorité de l'humanité ne sera même plus utile pour être exploitée, mais sera tout bonnement « superflue » (pour la valorisation du capital). Et personne ne peut contrôler cette machine emballée. Cette perspective se voit vite refoulée, parce qu'elle fait peur, beaucoup plus peur qu'affirmer que de vilains spéculateurs nous volent notre argent (mais que l'État rétablira la justice pour le peuple !).

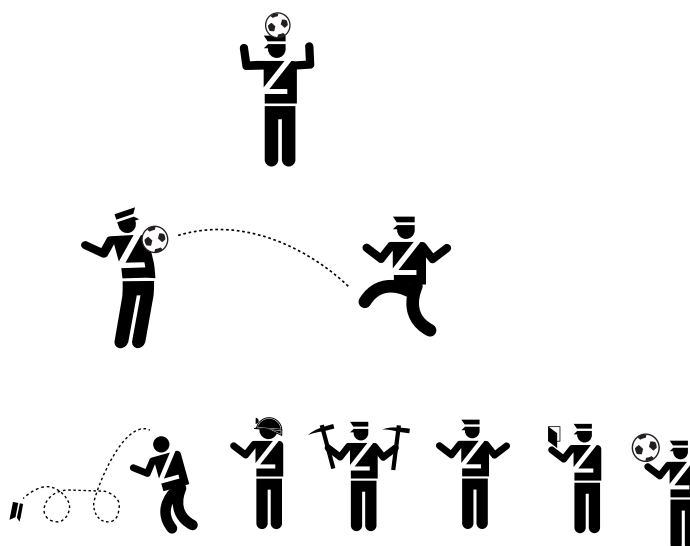
La critique de la valeur reproche à presque toutes les formes d'opposition passées et présentes de rester prisonnières de la forme-valeur, voire d'avoir contribué à son plein développement. De même, Kurz rejetait presque toute la tradition marxiste et entraînait fréquemment en polémique avec ses représentants contemporains, rompant avec les consensus et les rites des milieux marxistes universitaires. Ainsi, ceux-ci lui ont opposé le plus longtemps possible une « conspiration du silence ».

Mais même ceux qui reconnaissent le pouvoir heuristique de la lecture de la réalité capitaliste proposée par Kurz reprochent souvent à la critique de la valeur de ne pas indiquer une « pratique » possible. Kurz est clair à ce propos: la théorie est déjà une forme de *praxis*, elle contribue surtout à dé-naturaliser

les catégories de la vie capitaliste. Mais il se méfie autant des mouvements dirigés contre les aspects les plus superficiels du capitalisme, comme la finance, et susceptibles de dégénérer en populisme, que de la « fausse immédiateté » des projets d'une « économie alternative ». Créer une société où la production et la circulation des biens ne passent plus par la médiation autonomisée de l'argent et de la valeur, mais sont organisées selon les besoins – voilà la tâche énorme qui s'impose après des siècles de société marchande. Si Kurz en formule la nécessité, il n'explique pas comment y arriver. Mais peu de théories se sont rapprochées autant que la sienne du « cœur de ténèbres » du système fétichiste du capital. ■

NOTES

1. En français on trouve en outre *Le Manifeste contre le travail* (dont Kurz est co-auteur) (Lignes/Léo Scheer, 2002, repris ensuite chez UGE, coll. 10/18), *Les Habits neufs de l'Empire* (avec A. Jappe, Lignes/Léo Scheer, 2003), *Critique de la démocratie balistique* (Mille et une nuits, 2006) et une importante anthologie commentée de textes marxistes intitulée *Lire Marx* (La Balustrade, 2002).



**POUR VOUS ABONNER
À LA RDL RENDEZ-VOUS SUR
WWW.REVUEDESLIVRES.FR**

LA CHINE EN RÉVOLTE

PAR ELI FRIEDMAN*

Peu d'entre nous ont conscience de ce qui se joue actuellement en Chine, dans l'«*épicerie mondiale de l'agitation ouvrière*». Loin des images fantasmagoriques des travailleurs chinois «*passifs et exploités*», des luttes majeures se déroulent en Chine. Les ouvriers chinois ont acquis une véritable puissance sociale, et si leurs luttes étaient jusqu'à présent éparses et défensives, elles semblent actuellement évoluer. Eli Friedman nous offre ici une réflexion saisissante sur la lutte des classes à l'heure de la mondialisation et ses conditions matérielles et politiques.

Dans l'imaginaire politique du néolibéralisme, la classe ouvrière chinoise est un véritable Janus. D'un côté, on l'imagine comme le vainqueur de la compétition à laquelle donne lieu la mondialisation capitaliste, comme le poids lourd conquérant dont l'ascension signe la ruine des classes ouvrières du monde riche. Que peuvent bien espérer obtenir les ouvriers en lutte de Détroit ou de Rennes, quand les migrants de Sichuan sont tout prêts à faire le même travail pour dix fois moins ?

Au même moment, cependant, ces mêmes ouvriers chinois sont décrits comme les victimes pitoyables de la mondialisation, ils incarnent la mauvaise conscience des consommateurs du Premier Monde. Passifs et exploités, ils triment et souffrent stoïquement pour que nous puissions nous offrir des iPhones et des serviettes de bain. Et nous seuls serions capables de les sauver, en absorbant le torrent de leurs exportations et en militant avec cœur pour qu'ils soient traités plus humainement par « nos » multinationales.

Pour une partie de la gauche des pays riches, la morale à tirer de ces deux récits contradictoires est que, dans nos propres sociétés, la résistance ouvrière appartient aux poubelles de l'histoire. De quel droit les ouvriers dorlotés du Nord, avec leurs « problèmes de Premier Monde », pourraient-ils en demander plus à un système qui leur offre déjà une telle abondance, fruit du travail des damnés de la terre ? Et quoi qu'il en soit, il serait parfaitement futile de tenter de résister à une menace concurrentielle aussi formidable.

En dépeignant les ouvriers chinois comme des Autres – comme des subalternes pitoyables ou, au contraire, comme des rivaux –, ce tableau travestit entièrement la réalité du travail en Chine aujourd'hui. Loin d'être des vainqueurs triomphants, les travailleurs chinois subissent une pression concurrentielle aussi violente que leurs homologues occidentaux, souvent aux mains des mêmes capitalistes. Plus déterminant, on ne peut vraiment pas dire que ce soit leur « stoïcisme » qui les distingue de nous.

Aujourd'hui, la classe ouvrière chinoise est en lutte. Plus de trente ans après que le Parti communiste a lancé son projet de réforme du marché, la Chine est indubitablement l'épicentre mondial de l'agitation ouvrière. Même s'il n'existe pas de statistiques officielles, il ne fait aucun doute que des milliers – si ce n'est des dizaines de milliers – de grèves éclatent chaque année. Ce sont toutes des grèves sauvages – pour la bonne raison que la grève n'est pas autorisée en Chine. Par conséquent, n'importe quelle journée prise au hasard a de bonnes chances d'avoir été le cadre d'une demi-douzaine, voire de plusieurs dizaines de grèves.

Plus important encore : *les ouvriers gagnent des batailles*, et beaucoup de grèves ont débouché sur d'importantes augmentations de salaire, bien au-delà des minimums légaux. La résistance ouvrière constitue un grave problème pour l'État et le capital chinois et, comme les États-Unis dans les années 1930, le gouvernement central s'est vu contraint de promulguer une foule de nouvelles lois sur le travail. Dans de nombreuses villes, le salaire minimum a été augmenté de plusieurs dizaines de pourcents, et de nombreux ouvriers ont commencé à recevoir, pour la première fois, de l'argent de l'assurance sociale.

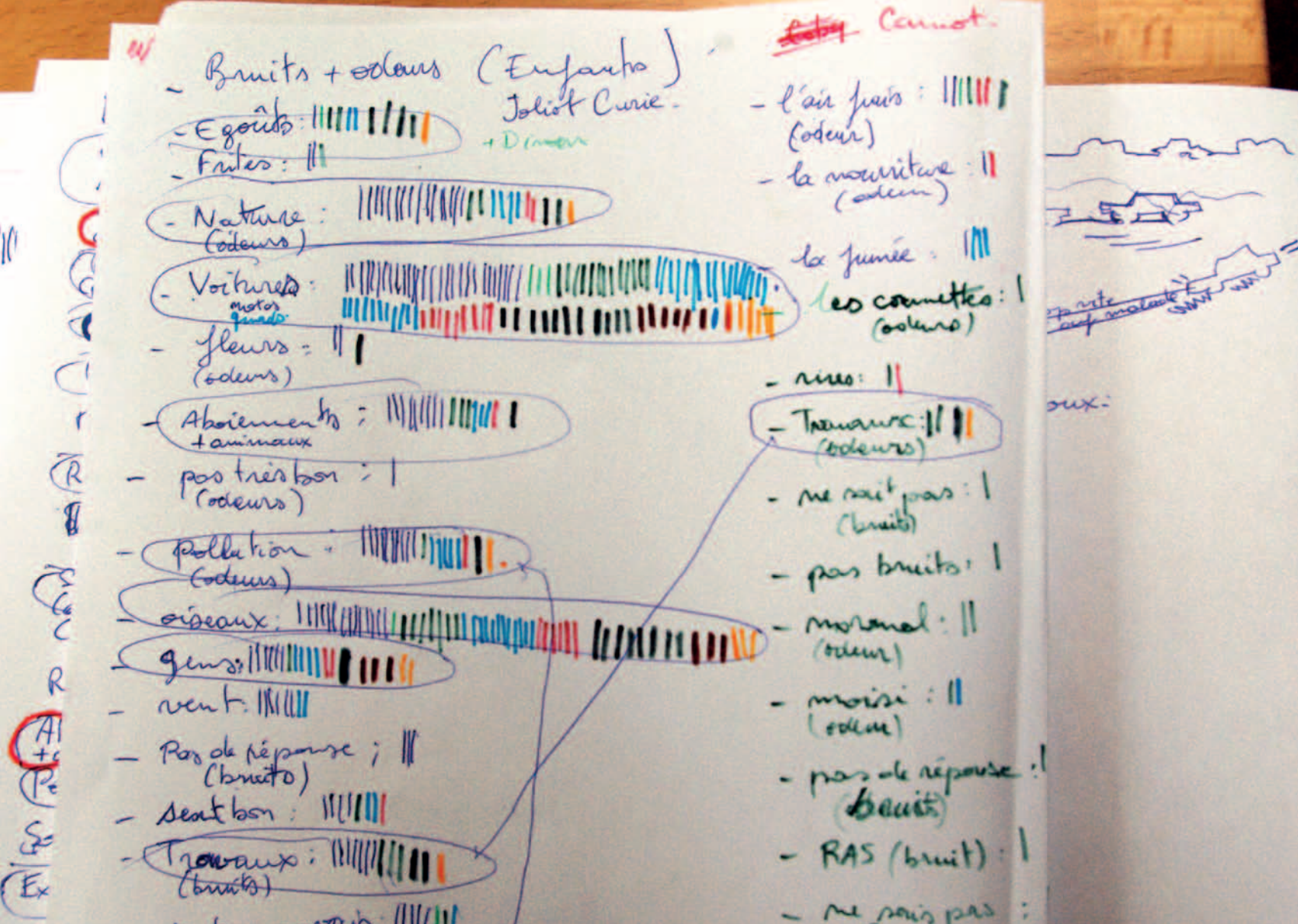
Les mouvements de protestation des ouvriers n'ont fait que s'amplifier depuis deux décennies, et les deux dernières années ont marqué une avancée qualitative de ces luttes.

Mais s'il y a des leçons à tirer pour la gauche du Nord de l'expérience des travailleurs chinois, les identifier exige de se pencher sur les conditions uniques affrontées par ces travailleurs – des conditions qui, aujourd'hui, justifient à la fois un grand optimisme et un grand pessimisme.

Des tactiques de lutte éprouvées

Au cours des deux dernières décennies d'insurrection, on a vu émerger un éventail relativement cohérent de tactiques de résistance ouvrière. Quand un motif de mécontentement surgit, le premier réflexe des travailleurs chinois est généralement d'aller

*Eli Friedman enseigne à l'université de Cornell, dans le Department of International and Comparative Labor.



parler directement à leurs dirigeants. Ces demandes sont presque toujours rejetées, surtout quand elles concernent les salaires.

Les grèves se montrent en revanche efficaces. Mais elles ne sont jamais organisées par les syndicats chinois officiels, qui sont subordonnés au Parti communiste et qui, au niveau de l'entreprise, sont en général contrôlés par les dirigeants. En Chine, les grèves sont toutes organisées de façon autonome, souvent dans une confrontation directe avec le syndicat officiel, qui encourage les ouvriers à présenter plutôt leurs doléances par les voies légales.

Le système judiciaire, qui comprend des médiations sur le lieu de travail, des arbitrages et des tribunaux, a tendance à toujours essayer d'individualiser le conflit. Ce phénomène, combiné à la collusion de l'État et du capital, implique que le système ne peut généralement donner satisfaction aux revendications des travailleurs. L'une de ses fonctions essentielles est de prévenir les grèves.

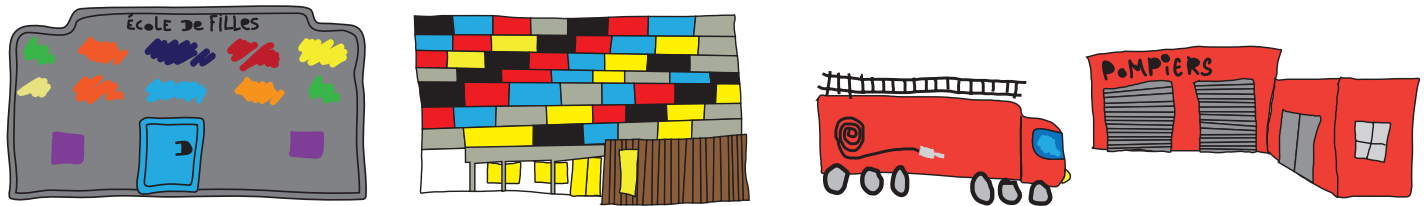
Jusqu'en 2010, les grèves éclataient le plus souvent parce que les travailleurs n'avaient pas été payés. La revendication de ces grèves était donc simple : « Payez-nous les salaires auxquels nous avons droit. »

En revanche, les revendications qui allaient au-delà de ce qu'exigeait la loi étaient très rares. Dans la mesure où le non-respect de la loi a toujours été endémique, le terrain était propice à ce genre de lutte défensive.

Les grèves commencent généralement ainsi : les ouvriers posent leurs outils et restent à l'intérieur de l'usine, ou au moins sur son terrain. Étonnamment, les briseurs de grève sont très peu utilisés en Chine, si bien qu'il y a peu de piquets de grève¹.

Si la direction est inflexible, les ouvriers intensifient parfois la lutte en descendant dans la rue. Cette tactique vise directement le gouvernement : en troublant l'ordre public, ils attirent immédiatement l'attention de l'État. Les ouvriers défilent parfois jusqu'aux bureaux du gouvernement local, ou se contentent de bloquer la rue. Ces tactiques sont risquées, car, s'il arrive que le gouvernement soutienne les grévistes, il est tout aussi susceptible de recourir à la force. Même lorsqu'un compromis se dégage finalement, les organisateurs de ces manifestations sont le plus souvent arrêtés, molestés et emprisonnés.

Une pratique encore plus risquée, mais tout aussi courante, consiste pour les ouvriers à se lancer dans



des actions de sabotage, de destruction, à provoquer des émeutes, à assassiner leurs patrons et à affronter physiquement la police. Ce type de tactique semble adopté le plus souvent en réaction à des vagues massives de licenciement ou à des faillites. Un certain nombre de confrontations particulièrement intenses ont eu lieu fin 2008 et début 2009 en réaction à l'im-

De plus en plus, les migrants refusent purement et simplement les boulots durs et mal payés des zones de production destinée à l'export.

mense vague de licenciements dans le secteur des exportations qui résulta de la crise économique en Occident. Comme je vais tâcher de l'expliquer, il se pourrait bien que soit en train de se développer chez les ouvriers une attitude hostile vis-à-vis de la police.

Mais, de tout cet inventaire des formes de résistances, l'aspect le moins spectaculaire est peut-être le plus essentiel, au sens où il constitue la toile de fond de tous les autres: de plus en plus, les migrants refusent purement et simplement les boulots durs et mal payés des zones de production destinée à l'export du Sud-Est, vers lesquelles ils affluaient jusqu'à présent.

C'est en 2004 qu'est apparu pour la première fois le problème de la pénurie de main-d'œuvre. Dans un pays comptant encore plus de 700 millions de ruraux, la plupart des gens pensèrent que cela ne durerait pas. Huit ans plus tard, il est clair qu'un changement structurel est en train d'avoir lieu. Les causes de cette pénurie de main-d'œuvre ont suscité les plus vifs débats parmi les économistes, et je n'y reviendrai pas. Nous nous contenterons ici de noter qu'un grand nombre d'entreprises des provinces côtières comme celles du Guangdong, du Zhejiang et du Jiangsu n'ont pas réussi à attirer et à retenir les travailleurs.

Indépendamment des raisons particulières que l'on peut donner pour expliquer ce phénomène, ce qu'il faut relever, c'est que la pénurie a entraîné l'augmentation des salaires et a accru le pouvoir des travailleurs sur le marché du travail – un avantage qu'ils ont su exploiter.

2010 : des luttes qui changent de nature

L'été 2010 a été un moment décisif, marqué par une vague de grèves mémorables initiée dans l'usine de transmission de Honda à Nanhai.

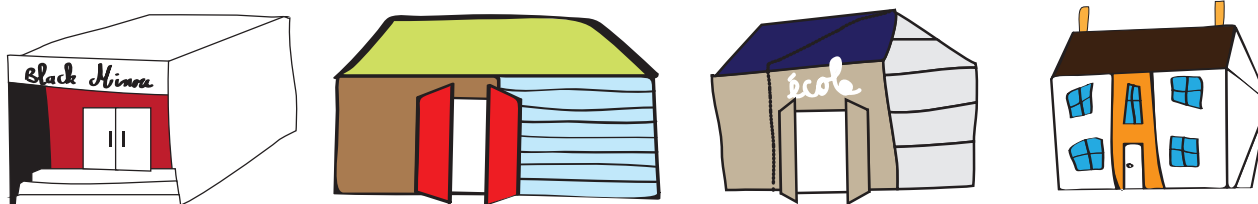
Depuis, la nature même de la résistance des travailleurs a changé, ce qui a été noté par de nombreux commentateurs. Plus important encore, les revendications des travailleurs ont pris un caractère *offensif*. Ceux-ci se sont mis à réclamer des augmentations de salaire bien supérieures à celles auxquelles ils pouvaient légalement prétendre, et la revendication de pouvoir élire leurs propres représentants a émergé au cours de nombreuses grèves.

La vague de grèves a débuté à Nanhai, où les travailleurs se plaignaient depuis des semaines des bas salaires et discutaient d'un possible arrêt du travail. Le 17 mai 2010, presque aucun d'entre eux ne savait qu'un seul employé – que de nombreux rapports ont depuis identifié sous le pseudonyme de Tan Zhiqing – lancerait la grève de sa propre initiative, simplement en déclenchant le signal d'alarme, qui stoppa net les deux lignes de production de l'usine.

Les travailleurs sortirent de l'usine. L'après-midi même, la direction les exhortait à retourner travailler et à engager des négociations. La production reprit le même jour, mais les travailleurs avaient formulé leur première revendication: une augmentation de salaire de 800 yuans par mois, soit une hausse moyenne de 50 %.

D'autres revendications suivirent, concernant la «réorganisation» du syndicat officiel de l'entreprise, qui ne leur offrait pratiquement aucun soutien dans leur lutte, et la réintégration de deux employés licenciés. Au cours des négociations, les travailleurs se mirent à nouveau en grève et, au bout d'une semaine, toutes les usines d'assemblage Honda avaient dû être arrêtées faute de pièces détachées.

Pendant ce temps, les nouvelles de la grève de Nanhai ont commencé à se répandre et ont suscité dans tout le pays une agitation générale chez les ouvriers. Les journaux chinois titraient en Une: «*Chaque vague est plus haute que la précédente: une grève éclate aussi dans l'usine de verrouillage de Honda*»; «*70 000 grévistes dans 73 entreprises à Dalian, la grève se clôt par une augmentation des salaires de 34,5 %*»; «*Les vagues de grèves à Honda sont un choc pour le modèle de production low-cost*». L'augmentation des salaires a été la principale



revendication de toutes ces grèves, même si dans de nombreux cas la question de la réorganisation des syndicats a aussi été mise sur la table – ce qui représente une évolution politique très importante.

L'une de ces grèves sauvages fut particulièrement remarquable sur le plan de l'organisation militante. Le week-end des 19 et 20 juin, un groupe de travailleurs de Denso, un fournisseur japonais de pièces détachées automobiles pour Toyota, se réunit en secret pour discuter d'un plan. Ils optèrent pour la stratégie des « trois sans » : trois jours sans travail, sans revendications et sans représentants.

Ils savaient qu'en perturbant la chaîne d'approvisionnement, l'usine d'assemblage Toyota voisine serait arrêtée en l'espace de quelques jours. En s'engageant à faire grève trois jours sans revendications, ils comptaient sur les pertes qui s'accumuleraient alors à la fois pour Denso et pour toute la chaîne de production de Toyota.

Leur plan fonctionna. Le lundi matin, ils démarrèrent la grève en arrêtant le travail et en empêchant les camions de sortir de l'usine. L'après-midi même, six autres usines de la zone industrielle avaient fermé et, dès le lendemain, le manque de pièces détachées imposait l'arrêt de l'usine d'assemblage de Toyota.

Le troisième jour, comme prévu, les travailleurs élaient 26 représentants et ouvraient des négociations autour d'une exigence principale : l'augmentation des salaires de 800 yuans. Après trois jours de pourparlers avec notamment le PDG de Denso, arrivé du Japon pour négocier avec eux, on annonça leur victoire inconditionnelle sur ce point.

Si l'été 2010 s'était caractérisé par une résistance au capital certes radicale mais relativement disciplinée, l'été 2011 fut le théâtre de deux insurrections de masse contre l'État.

Au cours d'une même semaine de juin 2011, d'immenses émeutes de travailleurs secouèrent les zones industrielles de Chaozhou et Guangzhou, entraînant des destructions nombreuses mais très ciblées. Dans la ville de Guxiang, dans la préfecture de Chaozhou, un ouvrier sichuanais venu chercher des arriérés de salaire avait été violemment attaqué par des gros bras armés de couteaux et par son ancien patron. En réponse, des milliers de migrants, dont nombre souffraient depuis des années de discriminations et étaient exploités par leurs employeurs avec la complicité des fonctionnaires locaux, se

mirent à manifester devant les bureaux du gouvernement local.

Le mouvement de protestation se présentait comme ayant été initié par une « *hometown association* » sichuanaise peu structurée, une de ces organisations para-mafieuses qui prolifèrent dans un contexte où le droit d'association n'existe pas. Après

En quelques années à peine, la résistance des travailleurs, qui était défensive, est devenue offensive. Des incidents apparemment mineurs ont déclenché des soulèvements de masse, signes d'une colère généralisée.

avoir encerclé les bureaux du gouvernement local, les migrants retournèrent rapidement leur colère sur les résidents locaux, jugés responsables de discriminations. Suite à l'incendie de dizaines de voitures et au pillage de magasins, il fallut faire appel à des policiers armés pour mettre fin à l'émeute et disperser les habitants, qui s'étaient organisés en milices.

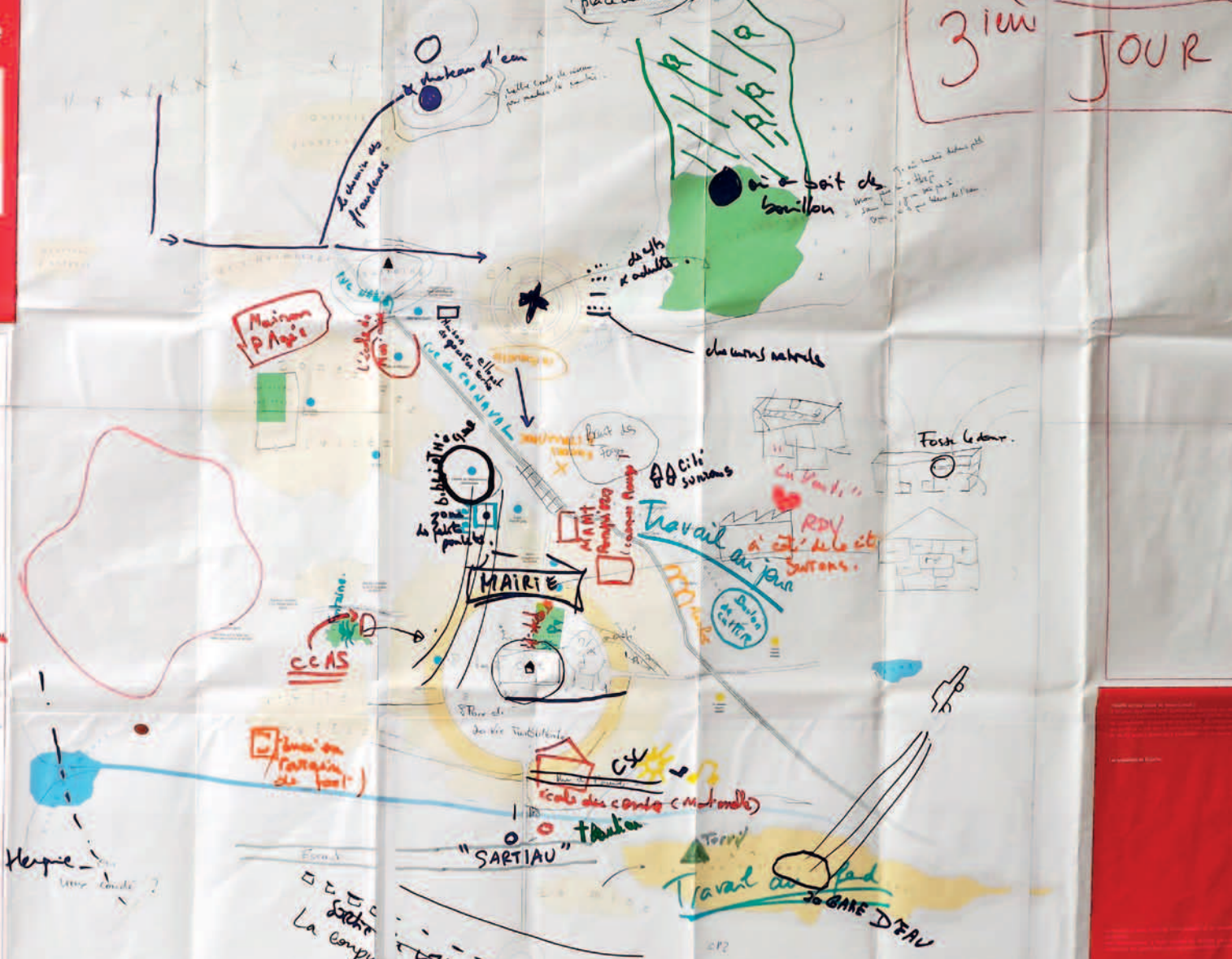
À peine une semaine plus tard, une révolte encore plus spectaculaire éclata dans la banlieue de la préfecture de Guangzhou, à Zengcheng. Une femme sichuanaise enceinte, vendeuse à la sauvette, avait été approchée par des policiers qui l'avaient violemment jetée à terre. La rumeur se propagea vite parmi les ouvriers que la femme avait fait une fausse couche suite à cette rencontre avec la police – que cela fut vrai ou non perdit rapidement toute importance.

Rendus furieux par ce nouvel exemple de violence policière, les travailleurs indignés manifestèrent violemment pendant plusieurs jours à Zengcheng, brûlant un commissariat, attaquant des policiers anti-émeute et bloquant une autoroute. D'autres migrants du Sichuan auraient alors afflué d'autres localités de la région vers Zengcheng pour se joindre aux émeutiers. L'Armée populaire de libération fut finalement déployée pour mettre fin à l'insurrection, et c'est à balles réelles qu'elle fit face aux militants. Malgré le démenti du gouvernement, il est probable qu'un certain nombre de personnes aient été tuées.

En quelques années à peine, la résistance des travailleurs, qui était défensive, est devenue offensive.



Devane (F)
Belge
Zone
wash Ann?
Escort
Toujours travailler
peut d'arriver
pour les habitants
Heure
La comp



Des incidents apparemment mineurs ont déclenché des soulèvements de masse, signes d'une colère généralisée. Par ailleurs, la pénurie de main-d'œuvre dans les zones côtières suggère des changements structurels qui modifient également la dynamique des conflits liés à la question du travail.

Tout cela constitue un défi majeur pour le modèle de développement axé sur l'exportation et la pression sur les salaires qui a caractérisé l'économie politique des régions côtières du Sud-Est chinois depuis plus de vingt ans. À la fin de la vague de grèves de 2010, dans les médias chinois, les commentateurs déclaraient que l'ère des bas-salaires touchait à sa fin.

Une politisation encore précaire

Mais si ces gains matériels justifient un certain optimisme, la dépolitisation est si bien ancrée dans la société chinoise que les travailleurs ne peuvent pas réellement tirer profit de ces victoires. Toutes leurs tentatives pour formuler un discours politique explicite sont instantanément réduites à néant par la droite et ses alliés au sein de l'État, qui n'ont pour cela qu'à évoquer le spectre du chaos: «Est-ce que vraiment vous voulez voir revenir la catastrophe de la Révolution culturelle?»

Si, à l'Ouest, «il n'y a pas d'alternative», en Chine, il y a sans doute officiellement une alternative, mais elle offre le choix entre l'efficacité d'une technocratie capitaliste sans heurts (le fantasme de Singapour) et une violence politique absolue, sauvage et profondément irrationnelle. Par conséquent, les travailleurs acceptent de se soumettre à la séparation imposée par l'État entre luttes économiques et luttes politiques, et présentent délibérément leurs revendications comme économiques et légales, conformément à l'idéologie abrutissante de l'«harmonie». Ne pas le faire susciterait inévitablement une rigoureuse répression de la part de l'État.

Les travailleurs peuvent certes gagner telle grève sur les salaires dans telle usine, ou obtenir une assurance sociale dans une autre, mais ce type d'insurrection éparse et éphémère, désubjectivée, échoue à se cristalliser dans des formes durables d'organisation contre-hégémonique capable de contraindre l'État ou le capital au niveau de la classe.

Du coup, lorsque l'État intervient effectivement au nom des travailleurs – soit en soutenant leurs revendications immédiates lors des négociations de grève, soit en promulguant des lois améliorant leur niveau de vie –, son image de «Léviathan bienveillant» s'en

trouve encore renforcée. S'il intervient ainsi, ce n'est bien sûr pas sous la contrainte des revendications des travailleurs, mais parce qu'il se soucie des « *groupes faibles et désavantagés* », comme on désigne les travailleurs dans le vocabulaire officiel.

Pourtant, ce n'est que par une disjonction idéologique de la cause et de l'effet que l'État peut continuer à prétendre que les travailleurs sont « faibles ». Étant donné le succès relatif de cette entreprise, on peut dire que la classe ouvrière est politique, mais qu'elle méconnaît sa propre activité politique.

Des conditions matérielles de la lutte – et de leur évolution

On ne peut pas comprendre comment cette situation peut se maintenir si l'on ne se penche pas sur la position sociale et politique de la classe ouvrière d'aujourd'hui. Le travailleur chinois actuel est très loin des prolétaires héroïques et hyper-masculinisés des affiches de propagande promouvant la Révolution culturelle. Dans le secteur public, les travailleurs n'ont jamais vraiment été les « maîtres de l'entreprise », comme le prétendait l'État, mais, en revanche, ils avaient la garantie d'être employés à vie, et leur unité de travail assumait également le coût de la reproduction sociale en leur fournissant un logement, une éducation pour leurs enfants, des soins de santé et une retraite, et en prenant même en charge les cérémonies de mariage et d'enterrement.

Dans les années 1990, le gouvernement central entreprit un effort massif de privatisation, de réduction des effectifs et de limitation des subventions de nombreuses entreprises publiques, ce qui donna lieu à des bouleversements sociaux et économiques majeurs dans ce qu'on a appelé la *Rust belt* du Nord-Est de la Chine [NdT: « ceinture de rouille », régions industrielles en récession – une reprise du terme usité pour les régions du Nord-Est américain]. Si les conditions de vie des travailleurs des entreprises publiques encore existantes restent meilleures en termes relatifs, ces entreprises sont de plus en plus gérées selon la logique du profit maximum.

Ce qui nous intéresse plus immédiatement ici, c'est la nouvelle classe ouvrière, composée de paysans ayant quitté la campagne pour les villes de la *Sun belt* (« ceinture du soleil ») du Sud-Est. Avec le début de la transition vers le capitalisme, en 1978, les paysans s'en tirèrent d'abord plutôt bien, le marché offrant un prix de vente supérieur pour les denrées agricoles que ne le faisait l'État. Mais dès le milieu des années 1980, ces gains furent rapidement balayés par une inflation galopante, et la population rurale se mit à la recherche de nouvelles sources de revenus. Comme au même moment la Chine ouvrait ses portes à des industries orientées vers l'export dans

les régions de la côte sud-est, ces paysans se transformèrent en travailleurs migrants.

Parallèlement, l'État prit conscience que tout un ensemble d'institutions héritées de l'économie dirigée pouvaient être utiles pour favoriser l'accumulation privée. Au premier rang de celles-ci, on trouvait

Subjectivement, les migrants ne se qualifient pas eux-mêmes d'« ouvriers ».

le *hukou* ou système d'enregistrement de résidence, qui liait les prestations sociales des individus à un lieu particulier. Le *hukou* est un instrument d'administration complexe et de plus en plus décentralisé, mais le point important à retenir est qu'il institutionnalise une coupure spatiale et sociale entre les activités des travailleurs relevant de la production et celles relevant de la reproduction, c'est-à-dire entre leur vie de travailleurs et leur vie de famille, chez eux.

Cette séparation a modelé tous les aspects des luttes des travailleurs migrants. Les jeunes migrants viennent dans les villes pour travailler dans des usines, dans des restaurants, sur des chantiers, pour se livrer à de petits trafics, pour vendre de la nourriture ou travailler dans l'industrie du sexe. Mais l'État n'a jamais prétendu qu'ils étaient égaux en droits aux habitants de la ville, ni qu'ils y étaient les bienvenus à long terme.

Les migrants n'ont accès à aucun des services publics dont jouissent les habitants des villes: ni à la santé, ni au logement, ni à l'éducation. Pour rester en ville, ils doivent y être officiellement autorisés et, au cours des années 1990 et 2000, il y eut de nombreux cas de migrants détenus, battus et « expulsés » pour défaut de papiers. Pendant au moins une génération, l'objectif principal des travailleurs migrants a été de gagner autant d'argent que possible pour pouvoir ensuite revenir au village aux alentours de vingt-cinq ans, s'y marier et y élever des enfants.

D'autres dispositifs formels garantissent que les migrants ne puissent pas s'installer durablement en ville. Le système d'assurance sociale (qui comprend l'assurance santé, les retraites, l'assurance chômage, les indemnités de congé maternité et l'assurance contre les accidents au travail) est organisé au niveau municipal. Cela veut dire que les migrants qui ont la chance d'avoir une assurance sociale par leur employeur – et qui ne représentent déjà qu'une petite minorité – contribuent financièrement à un système dont ils ne bénéficieront jamais. Si les retraites sont attachées à un lieu particulier, quel sens cela aurait-il pour un migrant d'en demander une meilleure ? De façon assez rationnelle, les revendications des



travailleurs se focalisent donc sur la question la plus immédiate : celle du niveau des salaires.

Ainsi, subjectivement, les migrants ne se qualifient pas eux-mêmes d'« ouvriers », pas plus qu'ils ne se pensent comme appartenant à la « classe ouvrière ». Ils se voient plutôt comme *mingong*, comme des paysans-ouvriers, et leur occupation est de « vendre leur travail » (*dagong*), plutôt qu'ils n'ont une profession ou une carrière. La temporalité de cette relation au travail tend peut-être à devenir la norme dans le capitalisme néolibéral, mais les taux de *turnover* dans de nombreuses usines chinoises sont tout de même stupéfiants, excédant parfois les 100 % par an.

Les conséquences de cette situation quant à la dynamique de la résistance des travailleurs sont immenses. On relève par exemple très peu de luttes portant sur la durée de la journée de travail. Et en effet, pourquoi les travailleurs souhaiteraient-ils passer plus de temps dans une ville qui les rejette ? Que peut signifier l'argument de « l'équilibre entre le travail et la vie » à un travailleur migrant de dix-huit ans trimant dans une usine de la banlieue de Shanghai ? Dans la ville, les migrants vivent pour travailler – non pas au sens où ils « actualiseraient leur essence » à travers leur travail, mais au sens le plus littéral. Dès lors que les ouvriers considèrent qu'ils ne sont là que pour gagner de l'argent qu'ils rapporteront finalement chez eux, il y a peu de raisons (et peu de chances) qu'ils exigent de jouir de plus de temps pour faire « ce qu'ils désirent » dans la ville.

Un autre exemple : chaque année, juste avant le Nouvel an chinois, le nombre de grèves dans le secteur de la construction monte en flèche. Pourquoi ? Cette fête est le seul moment de l'année où la plupart des migrants retournent dans leur ville d'origine, et c'est souvent leur seule occasion de voir leur famille, et souvent même leur conjoint et leurs enfants. Les travailleurs du secteur sont généralement payés seulement à l'achèvement du projet, mais le non versement

des salaires est devenu courant depuis la dérégulation de l'industrie, dans les années 1980. L'idée de revenir au village les mains vides est inacceptable pour les ouvriers, étant donné que la raison pour laquelle ils sont partis pour la ville est précisément la promesse de salaires un peu plus élevés. D'où les grèves.

En d'autres termes, les travailleurs migrants n'ont pas tenté de lier les luttes portant sur la production aux luttes concernant d'autres aspects de la vie ou des questions sociales plus générales. Ils sont exclus de la communauté locale et n'ont pas le statut de citoyens, de sorte qu'ils ne peuvent s'exprimer en tant que tels. Ainsi leurs revendications salariales n'ont pas évolué vers la revendication de plus de temps, de meilleurs services sociaux ou de droits politiques.

Dans le même temps, le capital s'est quant à lui appuyé sur plusieurs méthodes éprouvées pour garantir ses profits.

Au sein de l'usine, l'évolution majeure de ces dernières années, qui paraîtra terriblement familière aux travailleurs aux États-Unis, en Europe ou au Japon, a été l'explosion de diverses formes de travail précaire et de toute une série de statuts, notamment celui de travailleur à temps partiel, de stagiaire et, plus important encore, de « travailleur en mission ».

Les « travailleurs en mission » sont employés directement par des « agences d'intérim » – dont beaucoup dépendent des bureaux du travail locaux – qui les « envoient en mission » sur des sites où on les fait travailler. Ce système a évidemment pour effet d'obscurcir la relation entre employeur et employé et d'améliorer la flexibilité du travail pour le capital. Le « travail en mission » concerne aujourd'hui un pourcentage énorme de la force de travail (souvent plus de 50 % de la force de travail dans un lieu de travail donné), et touche un éventail incroyablement étendu d'industries, de la confection à l'énergie, aux transports, à la banque, à la santé, au système sanitaire et à l'industrie des services. Cette tendance s'est développée dans les entreprises privées aussi bien nationales qu'étrangères, dans les *joint ventures* (co-entreprises sino-étrangères) aussi bien que dans les entreprises publiques.

Mais le grand changement de ces dernières années a été la relocalisation du capital industriel des régions côtières vers les régions centrales et occidentales

du pays. Des conséquences sociales et politiques immenses découlent de cette translation : elle offre à la classe ouvrière un ensemble de possibilités inédites et pourrait être à la source de transformations majeures. La question de savoir si ces possibilités se réaliseront ou non ne peut bien sûr être résolue qu'en pratique.

L'exemple de Foxconn, le plus grand employeur privé en Chine, est ici particulièrement instructif. Foxconn a quitté son foyer originel, à Taïwan, pour la ville côtière de Shenzhen il y a plus de dix ans, mais à la suite d'une série de suicides de travailleurs, en 2010, et de l'examen en cours par la puissance publique de son management extrêmement militarisé et aliénant, l'entreprise s'est vue contrainte de se relocaliser une nouvelle fois. Elle est actuellement en train de réduire la masse salariale de ses usines de Shenzhen, ayant construit de nouvelles usines gigantesques dans les provinces du centre du pays. Les deux plus grandes sont situées dans les capitales provinciales de Zhengzhou et de Chengdu.

Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi ces régions intérieures intéressent de telles entreprises. Bien que les salaires à Shenzhen et dans les autres régions côtières soient très peu élevés au regard des normes internationales (moins de 200 dollars par mois), dans les provinces intérieures comme celles de Henan, Hubei et Sichuan, les salaires peuvent être moitié moindres. Beaucoup d'employeurs supposent aussi, peut-être à raison, qu'en étant plus près de la source de la force de travail, ils jouiront d'un réservoir de travailleurs plus étendu, et, comme on le sait, un marché du travail plus fluide a également des avantages politiques immédiats pour le capital. C'est là encore une histoire classique dans le capitalisme : l'historien du travail Jefferson Cowie a ainsi mis en évidence un processus similaire à l'œuvre dans son histoire des « *soixante-dix ans de quête de travail à bas prix*² » du producteur de matériel électronique RCA – une quête qui devait faire voyager l'entreprise, partie du New Jersey, jusqu'à l'Indiana, au Tennessee, et enfin au Mexique.

Si les régions côtières de la Chine ont offert au capital transnational des conditions sociales et politiques extrêmement favorables pendant ces deux dernières décennies, les choses seront différentes à l'intérieur. L'antagonisme entre le capital et le travail est peut-être universel, mais le conflit de classe se construit sur le terrain de la particularité.

Mais quelle est donc la spécificité des régions intérieures de la Chine, et en quoi cette spécificité justifie-t-elle un relatif optimisme ? Alors que les migrants venus travailler dans les régions côtières n'y sont nécessairement que de passage, et alors que leurs luttes sont par définition éphémères, dans l'intérieur du pays, ils ont la possibilité d'établir des

communautés durables. En théorie, cela signifie qu'il est dès lors davantage possible que se rejoignent les luttes concernant la sphère de la production et celles concernant la sphère de la reproduction – ce qui était impossible tant que ces deux domaines étaient spatialement séparés.

Prenez la question du *hukou*, le système d'enregistrement de la résidence. Les gigantesques mégapoles de l'Est vers lesquelles les migrants ont afflué

Auparavant, les employeurs n'avaient pas à payer aux travailleurs migrants un salaire décent, dans la mesure où il était clair que les travailleurs repartiraient dans leur village pour y fonder un foyer.

en masse par le passé restreignent très strictement l'accès au droit de résidence local. Même des cols blancs diplômés de l'université peuvent avoir du mal à obtenir un *hukou* à Beijing.

Les plus petites villes de l'intérieur mettent en revanche beaucoup moins d'obstacles à l'obtention du droit de résidence. Si tout cela reste bien sûr hypothétique, il est intéressant de réfléchir à la façon dont cela pourrait changer la dynamique de la résistance des travailleurs. Si, auparavant, la trajectoire de vie qu'étaient censés avoir les migrants se déroulait en deux temps nettement distincts – d'abord, partir en ville quelques années pour gagner de l'argent, puis revenir chez soi et y fonder une famille –, on peut supposer que les travailleurs de l'intérieur ont une perspective tout à fait différente. Tout à coup, ils ne sont plus simplement à tel endroit pour « travailler », ils y « vivent » aussi.

Cela implique qu'il va devenir bien plus probable que les migrants s'installent de façon permanente dans la ville où ils travaillent. Ils voudront y trouver un conjoint, y avoir leur propre lieu d'habitation, y avoir des enfants, les envoyer à l'école – en un mot, ils voudront se livrer à des activités de reproduction sociale.

Auparavant, les employeurs n'avaient pas à payer aux travailleurs migrants un salaire décent, et il n'y avait là-dessus de part et d'autre aucune ambiguïté, dans la mesure où il était clair que les travailleurs repartiraient dans leur village pour y fonder un foyer. Mais dans les régions intérieures, il est à supposer que les migrants exigeront toutes les choses qui sont nécessaires à une vie décente : un logement, des soins de santé, une éducation pour leurs enfants et un certain degré de protection contre le chômage et la vieillesse. Ils seront également susceptibles d'exiger du temps pour eux et pour leur communauté, une exigence dont l'absence était flagrante jusqu'à maintenant.

Ce changement de situation ouvre la possibilité de la politisation de l'agitation ouvrière. Les migrants des régions côtières n'ont jamais considéré qu'ils avaient droit à des services publics décents. Mais s'ils peuvent obtenir un droit de résidence dans les régions intérieures, leurs éventuelles revendications

D'un côté, les travailleurs résistent ici et là sans aucune organisation ni stratégie d'ensemble, de l'autre l'État et le capital réagissent à ces crises de façon consciente et coordonnée.

portant sur les services sociaux pourraient aisément se développer en un mouvement général, pour peu qu'ils parviennent à échapper à la parcellisation des luttes ayant pour base le lieu de travail. Les revendications portant sur la protection sociale sont plus susceptibles de s'adresser à l'État qu'à tel ou tel employeur particulier, et pourraient ainsi mettre en place les fondements symboliques d'une confrontation généralisable.

Pour un optimisme modéré

S'il est aisé de mythifier la résistance courageuse et parfois spectaculaire des travailleurs migrants, en réalité, leur réaction la plus courante à de mauvaises conditions de travail reste de partir chercher un autre travail, ou de rentrer chez soi. Mais cela pourrait également changer si les travailleurs vivent là où ils travaillent. Les conditions pourraient bien être en place aujourd'hui pour que les migrants refusent de céder et luttent pour leur communauté et en son sein plutôt que de simplement fuir.

L'histoire et la trajectoire individuelles des travailleurs de l'intérieur pourraient également avoir un effet positif sur le militantisme. Nombre de ces migrants ont un passé de travail et de lutte dans les régions côtières. Certes, des travailleurs plus âgés n'ont peut-être pas la fougue militante des jeunes gens, mais leur expérience des rapports avec des employeurs exploités et avec leurs alliés au sein de l'État pourrait s'avérer inestimable.

Enfin, les travailleurs auront désormais de plus grandes ressources sociales disponibles. Dans les grandes villes de la côte, ils avaient peu de chances de bénéficier de la sympathie des habitants permanents, une réalité rendue douloureusement évidente par les émeutes du Guxiang. À l'inverse, dans les régions intérieures, les travailleurs seront susceptibles d'avoir près d'eux des amis ou de la famille, c'est-à-dire des gens qui non seulement auront tendance à prendre leur parti, mais qui ont toutes les

chances de pouvoir bénéficier directement d'une augmentation des salaires et de l'accès à des services sociaux. Cela ouvre donc la possibilité d'une extension des luttes, au-delà du seul lieu de travail, à des questions sociales plus larges.

Sans doute y a-t-il à gauche des gens qui s'enthousiasment pour la résistance perpétuelle en elle-même. Et il est vrai que la forme qu'a prise le conflit de classe en Chine a effectivement troublé de façon majeure le processus d'accumulation capitaliste.

Il n'en reste pas moins que les travailleurs impliqués dans ces luttes sont étrangers au caractère politique de leurs propres actions. On observe ainsi une profonde asymétrie : d'un côté, les travailleurs résistent ici et là sans aucune organisation ni stratégie d'ensemble, de l'autre l'État et le capital réagissent à ces crises de façon consciente et coordonnée.

Jusqu'à présent, cette forme éparse et éphémère de lutte s'est montrée incapable d'affecter les structures fondamentales du Parti-État et de son idéologie dominante. Le capital, en tant que tendance universelle, a en revanche constamment témoigné de sa capacité à soumettre les particularités militantes auxquelles il a pu se heurter. Si la résistance des travailleurs a seulement pour résultat d'obliger le capital à détruire une classe ouvrière et à en produire une nouvelle (antagoniste) ailleurs, peut-on vraiment considérer cela comme une victoire ?

La nouvelle frontière de l'accumulation capitaliste offre à la classe ouvrière chinoise de nouvelles occasions de mettre en place des formes d'organisation plus durables, capables d'étendre le domaine des luttes sociales et de formuler des revendications politiques généralisables.

Mais jusqu'à ce que cela adienne, elle sera toujours devancée par son adversaire historique – qui est aussi le nôtre. ■

Traduit par Aurélien Blanchard, Marion Duval et Charlotte Nordmann.

Reproduit avec l'aimable autorisation de Jacobin, a Magazine of Culture & Polemic.

NOTES

1. Il n'est pas évident de savoir pourquoi les employeurs n'ont eu qu'assez rarement recours à des briseurs de grève. Une explication pourrait être que le gouvernement ne soutiendrait pas une telle décision, dans la mesure où elle serait accroîtrait les tensions et pourrait conduire à des violences ou à des troubles plus importants. Un autre facteur à prendre en compte est simplement que les grèves ne durent généralement pas plus d'un jour ou deux, étant donné que les grévistes ne bénéficient pas du soutien institutionnel de syndicats, et sont souvent soumis à une pression intense de la part de l'État. Il en découle peut-être que les employeurs éprouvent moins le besoin de recourir à des briseurs de grève.

2. Jefferson Cowie, *Capital Moves: RCA's 70-year Quest for Cheap Labor*, New York, The New Press, 2001.

BRIGHAM YOUNG ET L'HISTOIRE DU RADICALISME MORMON

PAR MIKE DAVIS*

À PROPOS DE

John G. Turner,

Brigham Young: Pioneer Prophet,
Cambridge, Massachussets,
Belknap Press of Harvard
University Press, 2012,
512 p., 35 \$ et

John S. McCormick et John

R. Sillito, *A History of Utah
Radicalism: Startling, Socialistic,
and Decidedly Revolutionary*,
Logan, Utah State University
Press, 2011, 477 p., 37,95 \$.

Si les mormons s'illustrent encore par leur radicalisme, c'est pour défendre les causes les plus réactionnaires, et leur plus illustre représentant aujourd'hui n'est autre que le candidat malheureux à la présidence des États-Unis, Mitt Romney. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Retraçant, à travers deux livres récents, l'histoire des premiers temps du mouvement, Mike Davis évoque ici l'une des rares expériences de socialisme réalisé.

En 1884, le journaliste Edward Bellamy, en quête d'une idée pour son roman utopiste, visita la seule société communiste ayant réellement existé sur terre : l'Utah. Plus précisément, il passa une semaine à Brigham City, siège du comté de Box Elder, où l'apôtre Lorenzo Snow (qui devait devenir plus tard le cinquième président de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, et le dernier d'entre eux à avoir personnellement connu Joseph Smith¹) lui montra comment fonctionnait sa dynamique communautaire, fondée sur la mise en commun des richesses, la mise en place de coopératives de producteurs et de consommateurs et l'utilisation de « *labor scrip* » – c'est-à-dire de sortes de « certificats d'heures travaillées » – au lieu d'argent.

Comme de nombreux Gentils² venus en visite avant lui, Bellamy fut extrêmement impressionné par l'aisance et la discipline avec laquelle les mormons coopéraient entre eux. Une décennie plus tôt, le célèbre explorateur et scientifique John Wesley Powell avait ainsi défendu le principe mormon de gestion communautaire de l'eau dans un livre aussi célèbre que controversé, *Report on the Lands of the Arid Region of the United States*. Mais Bellamy – à l'instar d'un Lincoln Steffens revenant de Russie en 1921 –, se montra encore plus enthousiaste : il avait vu le futur, et ça marchait !

Looking Backward (originellement publié en 1888) – traduit en français par Paul Rey en 1891 sous le titre *Cent ans après, ou L'An 2000* –, roman dans

lequel Bellamy brosse le portrait d'une Amérique socialiste prospère mais autoritaire en l'an 2000, devint rapidement un *best-seller* et inspira le mouvement des clubs « nationalistes », mouvement qui fut le précurseur direct du Parti socialiste d'Amérique. (C'est d'ailleurs à un riche admirateur de Bellamy que l'on doit l'emblématique Bradbury Building de Los Angeles, qui est censé préfigurer les principes architecturaux de ce futur socialiste.)

Depuis plus d'un siècle, les similitudes entre la communauté collectiviste (« *collective commonwealth* ») de Bellamy et l'idéal mormon de communauté « consacrée » – ou encore entre son « Armée Industrielle », organisant la production et la distribution, et l'organisation semi-militaire de l'État du Deseret³ de Young – suscitent une interminable polémique. Un site anti-mormon fanatique continue par exemple aujourd'hui encore à soutenir que, si Brigham City a influencé *Looking Backward*, et si le roman de Bellamy a influencé le bolchevisme, on peut à bon droit considérer que le couple Romney est complice *via* son Église des « horreurs du communisme ».

Mais l'image de la Cavalerie Rouge menant l'assaut, le *Livre de Mormon* dans son packaging, semble un peu tirée par les cheveux. Pour la majorité d'entre nous, au contraire, l'idée d'un socialisme mormon apparaîtra sans doute comme un incroyable oxymore. Mais c'est oublier que les idéologies millénaristes – qu'il s'agisse du Sermon sur la montagne, des

*Mike Davis enseigne l'histoire à l'université de Californie à Irvine ; il est membre du comité de rédaction de la *New Left Review* et il est notamment l'auteur de *Le Pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global* (2006) et de *In Praise of Barbarians: Essays against Empire* (2007). À lire, du même auteur, dans le n° 3 de la *RdL*, « Les dix commandements du parfait militant », librement accessible sur le site de la revue.

révélations de Joseph Smith ou encore des idées de Karl Marx – ont une fâcheuse tendance à être récupérées par les défenseurs de valeurs antithétiques.

La nouvelle biographie de Brigham Young par John G. Turner – un livre érudit et pertinent qui a peu de chances d'être brûlé sur Temple Square⁴ – dresse le tableau de l'expérimentation sociale la plus ambitieuse de l'histoire américaine, une expérimentation qui, jusqu'à la mort de Young en 1877, rejeta expli-

Le message qu'envoyait Washington à l'Église : « Abandonnez la polygamie et laissez entrer les capitaux de l'Est, ou soyez détruits. »

citement les valeurs fondamentales du capitalisme victorien, à savoir l'individualisme possessif et la compétition darwinienne.

Turner souligne par exemple le fait que *« l'élément central de l'évangélisme américain est le salut individuel, tandis que la théologie de Young, à l'instar de celle de Joseph Smith, s'organise autour de la notion de familles étendues »*. *« Pour Brigham Young comme pour Joseph Smith, le but principal de l'humanité résidait dans la camaraderie universelle et la gloire familiale. “Si les hommes ne peuvent être sauvés ensemble, alors ils ne peuvent être sauvés tout court”⁵. »* Smith a d'ailleurs déclaré qu'il préférerait aller en Enfer avec les saints plutôt qu'au Paradis sans eux.

De surcroît, le mormonisme classique, tout comme le pentecôtisme du xx^e siècle, était une religion de pauvres : c'était une religion de paysans misérables, de travailleurs ruraux, d'artisans sur la mauvaise pente, de petits hommes d'affaires ratés et, surtout, d'une armée de réfugiés ayant fui les usines sataniques d'Angleterre pour suivre Young et ses coreligionnaires en Amérique⁶.

En effet, l'Angleterre de Dickens fut l'une des principales cibles du prosélytisme mormon. Young arriva à Manchester, la capitale de la Révolution industrielle, en 1840, juste à temps pour assister à la formation de la National Charter Association, le premier parti politique ouvrier, dans une période de bouleversements sociaux majeurs. Comme Friedrich Engels deux ans plus tard, Young fut horrifié tant par les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière que par la servilité des pauvres. Le Lancashire, nous dit Turner, grouillait déjà de prédicateurs itinérants et de petites sectes en rupture avec le méthodisme, mais Young et ses compagnons se révélèrent des éga-litaristes bien plus éloquents, dans la mesure où ils

proposaient des solutions à la fois économiques et spirituelles à la misère prolétarienne.

Les missionnaires mormons se concentraient sur la diffusion des Évangiles plutôt que sur les analyses socio-économiques, mais, n'ayant de liens ni avec les élites britanniques ni avec l'ordre établi, ils dénonçaient sans jamais faiblir la pauvreté de la classe ouvrière, condamnaient la consommation ostentatoire de la monarchie et promettaient à leurs convertis des terres et du travail dans l'Illinois.

Après leur exode vers le Grand Bassin et l'établissement de l'éphémère État indépendant du Deseret, Young commença à prêcher sans relâche l'impossibilité d'une coexistence entre les valeurs communautaires de Sion et le capitalisme avide de Babylone (les États-Unis). Joignant le geste à la parole, il expulsa effectivement les « mutins » qui, avant que les wagons des saints n'aient atteint Salt Lake City, désiraient pousser plus loin, jusqu'aux vallées généreuses et aux terrains aurifères de la Californie – soit tout droit dans la gueule ouverte de Mammon⁷.

Toutefois, suite à la pose du « clou d'or⁸ », l'Utah fut envahi par des marchandises bon marché venues de la côte Est, ainsi que par des hors-la-loi, des chercheurs d'or et des immigrants gentils. Quelques années plus tard, la crise financière de 1873 prouva définitivement que l'Utah n'était plus immunisé contre ce que Young appelait l'« oppression des monopoles d'argent ».

« La misère crasseuse de la classe ouvrière anglaise, explique Turner, avait solidement ancré en Young la croyance que le capitalisme pouvait produire une existence à laquelle l'esclavage n'avait rien à envier. » Convaincu que le Royaume des saints était désormais menacé d'être absorbé économiquement et moralement par une société de voleurs en habits de soie et de boursicoteurs, Young organisa une sorte de révolution culturelle mormone : le United Order of Enoch.

Sous cet ordre, *« les saints des derniers jours abandonneraient leurs propriétés et leurs ressources à la gestion commune, diviseraient le travail selon les capacités spécifiques de chacun, et élimineraient la disparité des richesses »*. Young avait beau être alors vieux, gros, et en mauvaise santé, il n'en consacra pas moins la plus grande partie des années 1874 et 1875 à guider ses brebis avec passion – et, parfois, sur un ton menaçant – vers des vies d'une plus grande générosité et d'une plus profonde unité. Si le modèle original était Brigham City, certains des pauvres mormons de la frontière *« essayèrent de vivre leur vie de façon à se conformer totalement avec la vision communautaire de Young »*.

L'incarnation la plus parfaite de son rêve fut Orderville, à l'est du parc national de Zion : la propriété privée y avait été abolie, ses membres

mangeaient tous dans une grande salle commune, et tout commerce avec le monde des Gentils y était interdit. Turner cite Wallace Stegner, qui voit dans Orderville «*un communisme des biens, du travail, de la religion et des loisirs comme le monde en a très peu connu, et jamais pour très longtemps*».

Même si Orderville, Brigham City et une poignée d'autres kibboutz mormons ont survécu jusque dans les années 1880, le United Order rencontra une résistance intraitable de la part de la classe supérieure émergente des saints, certains d'entre eux faisant des affaires fort lucratives avec les Gentils. Au même moment, un boom minier détourna la loyauté d'un certain nombre de mormons de la classe ouvrière. Malgré l'énergie que mettait Young à faire campagne, l'enthousiasme du public pour le United Order s'essouffla et mourut finalement dans les années qui suivirent.

Ce fut la plus grande défaite spirituelle et politique du règne de Young. Lors de l'inauguration d'un nouveau temple à St. George, la même ville du sud de l'Utah depuis laquelle, seulement trois ans auparavant, il avait lancé le United Order, le président se fendit d'un féroce discours dénonçant la corruption de l'âme mormone par le capitalisme, les chemins de fer et les mines. Il avertissait son peuple qu'il «*irait en Enfer*» s'il ne se repentait pas de son matérialisme et de son avidité. Aux moments clés de son discours, il martelait sa chaire de sa canne de noyer noueuse. Il mourut six mois plus tard, en août 1877.

Dans leur histoire fascinante du Utah Socialist Party au début du xx^e siècle – un parti qui gagna alors 115 élections locales et nationales –, McCormick et Sillito décrivent notamment en détail la manière dont, après la mort de Young, l'Église finit par embrasser la civilisation capitaliste et le règne de l'argent que Young et Smith avaient tant abhorrés. Ce virage à 180 degrés est en partie le fruit d'une inégalité sociale grandissante, voire d'un conflit de classe qui apparut dans la société mormone à la fin de l'époque victorienne. Il fut également contraint par le Edmunds-Tucker Act de 1887 qui non seulement avait entraîné la confiscation des biens de l'Église, mais avait également privé du droit de vote les femmes de la région (elles l'avaient gagné en 1870) et déshérité les enfants issus de mariages pluraux⁹.

Le message qu'envoyait Washington à l'Église des saints des derniers jours était simple et implacable : «*Abandonnez la polygamie et laissez entrer les capitaux de l'Est, ou soyez détruits.*» Il ne fait aucun doute que, dans une telle situation, Brigham Young aurait défié les Républicains du Congrès, emmenant son peuple dans les montagnes ou même au Mexique, mais ses successeurs, qui n'étaient pas faits du même bois, eurent tôt fait de capituler. Ils abolirent le

mariage plural en 1890 et envoyèrent Heber J. Grant, le septième président de l'Église, à Wall Street pour établir une ligne de crédit au nom de l'Église. De plus, une fois devenu un État, ils transformèrent la hiérarchie de l'Église pour l'adapter aux échelons de leur ancien pire ennemi, le Parti Républicain.

«*Par la suite, écrivent McCormick et Sillito, non seulement les chefs de l'Église se sentiront de plus en plus à l'aise avec les manières des capitalistes américains, mais ils leur seront redevables pour leurs*

Avant 1920, 40 % des membres du Socialist Party dans l'Utah étaient des mormons, le plus souvent dévots.

services – au moins à court terme. En une décennie, cette influence devint si profonde que les journalistes avides de scandales se mirent à peindre l'Église en ploutocrate de Wall Street.»

Après trois générations de persécutions, de migrations et de travail éreintant pour établir une Sion égalitaire, de nombreux mormons furent profondément désorientés par la réforme conservatrice de Salt Lake City. Une recherche originale faite pour *Utah Radicalism* a prouvé que, avant 1920, 40 % des membres du Socialist Party dans l'Utah étaient des mormons, le plus souvent dévots.

Beaucoup d'entre eux étaient des enfants du United Order, à l'instar de Lillie Engle qui grandit à Orderville et devint la candidate socialiste du comté d'Emery en 1912. (Se souvenant avec émotion de son passé, elle met sur le même plan les «*chagrins que seuls connaissent le domestique, la veuve, le "mormon", le socialiste impopulaire et tous les pauvres opprimés du monde*»).

Malgré les attaques de plus en plus nombreuses de l'Église à l'encontre d'un socialisme décrit comme «*satanique*», un certain nombre de socialistes célèbres furent capables de tenir un rôle important dans ces deux confessions, comme l'évêque Alexander Matheson à Cedar City ou Gottlieb Berger, un socialiste qui fut membre du conseil municipal de Murray de 1911 à 1932 en même temps que président de son collège de hauts prêtres. Mais l'exemple le plus remarquable de lien intime entre communisme mormon réprimé et socialisme debien¹⁰ est sans doute la figure de Virginia Snow Stephen, fille du fameux Lorenzo Snow de Brigham City, qui fit campagne pour sauver la vie de Joe Hill en 1915¹¹.


Les Gentils, et plus particulièrement les chrétiens évangéliques, sont obsédés depuis 175 ans par les pratiques et les doctrines occultes des mormons. Mais les poignées de main secrètes et les mots de passe

se retrouvent dans n'importe quelle fraternité, les sous-vêtements étranges sont de plus en plus répandus¹², et les diverses façons que les mormons ont de se laver, de s'oindre et de symboliser l'union des membres de la communauté ne sont pas plus étranges que n'importe quel autre charabia religieux. Le vrai scandale de l'Église moderne réside dans le fait que ces soi-disant prophètes refusent d'écouter Brigham Young qui, du fond de sa tombe, par de vigoureux coups de sa canne en noyer, exige qu'enfin Babylone soit renversée. ■

Traduit par Aurélien Blanchard
(aurelienbla@gmail.com).
Texte publié avec l'aimable autorisation
de la *Los Angeles Review of Books*.

NOTES

1. NdT: Joseph Smith a fondé l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours en 1838.
2. NdT: Que ce soit par ligne directe ou par adoption, les mormons considèrent qu'ils appartiennent à la Maison d'Israël.
3. NdT: L'État du Deseret fut un État provisoire des États-Unis proposé en 1849 par Brigham Young, second président de l'Église mormone. Cet État a existé *de facto* pendant deux ans sans être reconnu par le gouvernement des États-Unis, avant de devenir, dans des limites plus étroites, l'État de l'Utah.
4. NdT: Temple square est la place principale de Salt Lake City, dans l'Utah, le siège de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, dont 50 % de la population sont mormons.
5. NdT: Journal de Willard Richards, 16 février 1847. Willard Richards (1804-1854) fut l'un des tous premiers chefs de l'Église de Jésus-Christ des saints des derniers jours.
6. NdT: En 1839, Brigham Young partit pour l'Angleterre y établir une mission mormone. Il y resta jusqu'en 1843 et convainquit pendant cette période nombre d'ouvriers d'émigrer pour les États-Unis.
7. NdT: Dans le Talmud, Mammon est le démon de l'avarice.
8. NdT: Le « clou d'or » (en anglais, « *Golden Spike* ») marque l'achèvement de la première voie de chemin de fer transcontinentale. Il a été planté le 10 mai 1869 à Promontory Summit, dans l'Utah.
9. NdT: Forme de polygamie censée rétablir la pratique attestée dans la Bible de la pluralité des épouses.
10. NdT: Du nom d'Eugène Debs (1855-1926), fondateur du syndicat IWW (Industrial Workers of the World) et cinq fois candidat du Parti socialiste d'Amérique à la présidence des États-Unis.
11. NdT: Joe Hill (1879-1915) était un chanteur engagé, membre du syndicat de l'IWW. Déclaré coupable de meurtre par la Cour suprême de l'Utah, il fut exécuté. Son procès suscita d'intenses polémiques, au point que le président Woodrow Wilson, Helen Keller et la Suède demandèrent la clémence de la cour, et qu'il fut défendu par les syndicats du monde entier.
12. NdT: Les mormons portent presque en permanence des « sous-vêtements » qu'ils considèrent comme sacrés et qui symbolisent leur engagement vis-à-vis de Dieu.



"An instant jewel of the internet."
- THE NEW YORKER

"Renegade. A perfect example
of disruptive innovation in
a floundering industry"
- FORBES

LOS ANGELES REVIEW OF BOOKS
books art music politics culture theory film tv new media

www.lareviewofbooks.org

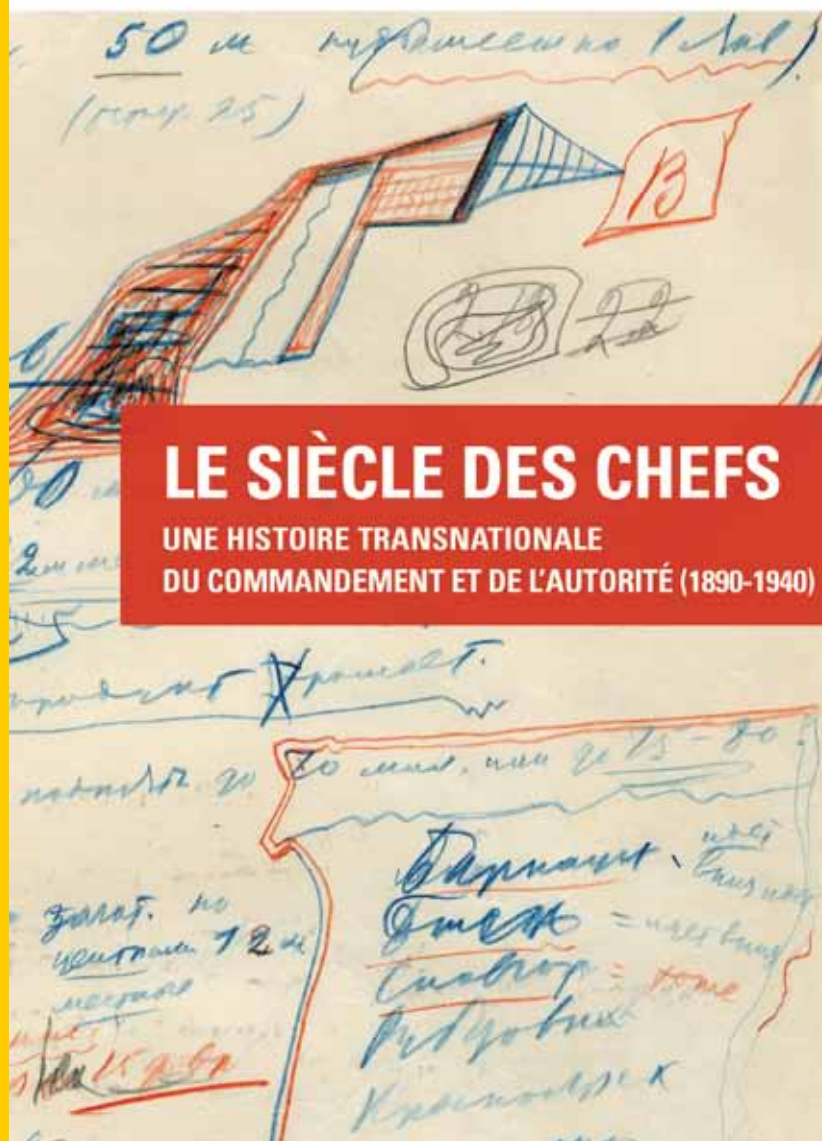
RdL, la Revue des Livres
est une grande entreprise
intellectuelle et politique
économiquement précaire.

SOUTENEZ- NOUS !

La *RdL* ne peut exister
sans le soutien financier
de ses lecteurs.

www.revuedeslivres.fr/abonnement

Yves Cohen



LE SIÈCLE DES CHEFS

UNE HISTOIRE TRANSNATIONALE
DU COMMANDEMENT ET DE L'AUTORITÉ (1890-1940)

Éditions Amsterdam

Sortie le 24 janvier 2013, 25 euros, 872 p.

Les foules se déclarant « sans leader » qui émergent aujourd'hui en de nombreux points du monde sont en rupture complète avec l'idée qui a dominé le xx^e siècle, selon laquelle « *les hommes en foule ne sauraient se passer de maître* » (Gustave Le Bon, 1895).

Pourquoi « le besoin de chef » a-t-il pris une telle ampleur à partir de la fin du xix^e siècle ? Comment la préoccupation pour le commandement a-t-elle circulé d'un domaine à l'autre, de la guerre à la politique et de la politique à l'industrie ? Comment les formes et le langage du commandement sont-ils devenus transnationaux ? Quel rôle ont joué les sciences sociales, en particulier la psychologie et la sociologie, dans l'affirmation du chef ? C'est à ce type de questions que s'intéresse Yves Cohen dans *Le Siècle des chefs*.

En articulant une étude des littératures profanes et spécialisées sur le commandement jusqu'à la Seconde Guerre mondiale et une analyse des pratiques des chefs, il nous invite à suivre à la trace les actions des ingénieurs et directeurs d'usine et l'exercice du commandement par Roosevelt, Hitler et surtout Staline. *Le Siècle des chefs* offre ainsi une vaste fresque transversale et internationale de la montée de la figure du chef, fondamentale pour comprendre les spécificités de l'histoire du xx^e siècle.

Yves Cohen est directeur d'études à l'EHESS. Il a notamment écrit *Organiser à l'aube du taylorisme. La pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919* (PUFC, 2001).

www.editionsamsterdam.fr
